

Rapport trimestriel aux actionnaires

Résultats du deuxième trimestre

Pour le trimestre clos le 30 juin 2013

Rapport trimestriel aux actionnaires

Veillez vous reporter à la page 4 pour prendre connaissance des mises en garde au sujet des déclarations prospectives et des mesures financières non définies par les IFRS.

Il est possible d'obtenir des exemplaires du présent rapport en se rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com ou en communiquant avec le Service du secrétariat général au 204 946-4388.

La Great-West et la conception graphique de la clé sont des marques de commerce de La Great-West, compagnie d'assurance-vie.
London Life et Financière Liberté 55 sont des marques de commerce de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie.
Canada-Vie et le symbole social sont des marques de commerce de La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie.

RAPPORT TRIMESTRIEL AUX ACTIONNAIRES

Résultats pour le semestre allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes en date du 30 juin 2013 ont été approuvés par le conseil d'administration lors d'une réunion tenue aujourd'hui à Winnipeg.

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco) a présenté un bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de 521 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2013, une hausse de 7 % par rapport au montant de 488 M\$ enregistré pour le deuxième trimestre de 2012. Il s'agit là d'un bénéfice net de 0,548 \$ par action ordinaire pour le trimestre clos le 30 juin 2013, comparativement à 0,512 \$ par action ordinaire pour la période correspondante de 2012.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 1 038 M\$, comparativement à 937 M\$ il y a un an, ce qui représente 1,092 \$ par action ordinaire pour le semestre clos le 30 juin 2013, comparativement à 0,986 \$ par action ordinaire pour la période correspondante de 2012.

Points saillants – Résultats opérationnels

- L'actif administré consolidé au 30 juin 2013 s'est chiffré à 596 G\$, une hausse de 50 G\$ par rapport au 31 décembre 2012.
- Le montant total des primes et des dépôts de la Compagnie pour le trimestre a été de 15,0 G\$, une hausse de 14 % par rapport à l'exercice précédent.
- Les souscriptions totales enregistrées par la Compagnie au deuxième trimestre de 2013 ont augmenté de 30 % par rapport à la période correspondante de 2012, en raison de la vigueur de la croissance dans toutes les régions :
 - Les souscriptions de l'exploitation canadienne se sont chiffrées à 2,5 G\$, une hausse de 17 % par rapport au deuxième trimestre de 2012.
 - Les souscriptions de Great-West Financial ont été de 2,5 G\$ US, une hausse de 34 % par rapport au deuxième trimestre de 2012.
 - Les souscriptions de produits d'assurance et de rentes de l'exploitation européenne se sont chiffrées à 889 M\$, une hausse de 7 % par rapport au deuxième trimestre de 2012.
 - Les souscriptions de Putnam ont été de 6,4 G\$ US, une hausse de 36 % par rapport au deuxième trimestre de 2012.
- La Compagnie a maintenu un fort rendement des capitaux propres, lequel s'élève à 16,8 % relativement au bénéfice opérationnel et à 15,6 % relativement au bénéfice net.
- La situation du capital de la Compagnie est demeurée très solide. Le ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MPRCE) de La Great-West, compagnie d'assurance-vie se chiffrait à 233 % au 30 juin 2013, ce qui comprend l'incidence d'environ 15 points de pourcentage de l'activité liée au capital en prévision de la conclusion de l'acquisition de l'Irish Life Group Limited (Irish Life).
- Les résultats au chapitre du crédit sont demeurés modérés, l'incidence de la révision à la baisse des notations de crédit et les pertes de valeur ayant été minimale.
- La Compagnie a déclaré un dividende trimestriel de 0,3075 \$ par action ordinaire payable le 30 septembre 2013.

Points saillants – Acquisition d'Irish Life

Le 18 juillet 2013, la Compagnie, par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive Canada Life Limited, a conclu l'acquisition d'Irish Life, qui avait déjà été annoncée, pour la somme de 1,3 G€. Simultanément à la clôture, 48 660 000 reçus de souscription de Lifeco en circulation ont été échangés contre des actions ordinaires de Great-West Lifeco Inc., à raison de un reçu pour une action. L'échange de reçus de souscription a donné lieu à une augmentation du nombre total d'actions ordinaires en circulation, le faisant ainsi passer à 1 000 450 840 au 18 juillet 2013.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice net consolidé de Lifeco correspond au bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), de la Corporation Financière Canada-Vie (la CFCV), de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), de Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et de Putnam Investments, LLC (Putnam), à quoi s'ajoutent les résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 281 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013, comparativement à 253 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012. Pour le semestre clos le 30 juin 2013, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 546 M\$, comparativement à 495 M\$ pour la période correspondante de 2012.

Les souscriptions ont totalisé 2,5 G\$ au deuxième trimestre de 2013, ce qui correspond à une hausse de 17 % par rapport au deuxième trimestre de 2012. Cette augmentation est attribuable aux fortes souscriptions de l'unité Gestion du patrimoine, qui ont augmenté de 22 % par rapport au résultat enregistré il y a un an. Cette hausse est attribuable à l'augmentation de 49 % des souscriptions de produits de retraite collectifs. Les flux de trésorerie nets positifs de l'unité Gestion du patrimoine se sont établis à 162 M\$ pour le trimestre. Les souscriptions de produits d'assurance individuelle et de produits d'assurance collective ont diminué de 11 % et de 24 %, respectivement, par rapport au résultat enregistré il y a un an. Le total des souscriptions pour le semestre clos le 30 juin 2013 s'est chiffré à 5,6 G\$, comparativement à 4,8 G\$ en 2012.

Le total de l'actif administré par l'exploitation canadienne au 30 juin 2013 se chiffrait à 142 G\$, comparativement à 138 G\$ au 31 décembre 2012.

EXPLOITATION AMÉRICAINE

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 73 M\$ au deuxième trimestre de 2013, comparativement à 85 M\$ au deuxième trimestre de 2012. Great-West Financial a présenté un bénéfice net de 87 M\$ au deuxième trimestre, comparativement à 90 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Putnam a présenté une perte nette de 14 M\$ au deuxième trimestre, comparativement à une perte nette de 5 M\$ il y a un an. Pour le semestre clos le 30 juin 2013, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 144 M\$, comparativement à 159 M\$ en 2012.

Pour le deuxième trimestre de 2013, les souscriptions de Great-West Financial se sont chiffrées à 2,5 G\$ US, une hausse de 34 % par rapport au deuxième trimestre de 2012, ce qui traduit la vigueur des souscriptions sur les marchés des sociétés ouvertes et des organismes à but non lucratif ainsi que des régimes 401(k). Les souscriptions pour le semestre clos le 30 juin 2013 ont été de 5,0 G\$ US, comparativement à 4,1 G\$ US en 2012.

Au 30 juin 2013, l'actif géré de Putnam se chiffrait à 134 G\$ US, comparativement à 120 G\$ US il y a un an. Les souscriptions au deuxième trimestre ont été de 6,4 G\$ US, une hausse de 36 % par rapport au résultat enregistré il y a un an. Toutefois, les rachats effectués au cours du trimestre de 6,8 G\$ US ont donné lieu à des sorties d'actifs nettes de 0,4 G\$ US, comparativement à des sorties nettes de 0,3 G\$ US pour la période correspondante de 2012.

Au 30 juin 2013, le total de l'actif administré par l'exploitation américaine se chiffrait à 378 G\$, comparativement à 333 G\$ au 31 décembre 2012.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 178 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013, comparativement à 159 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012. Pour le semestre clos le 30 juin 2013, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 370 M\$, comparativement à 299 M\$ pour la période correspondante de 2012.

Les souscriptions de produits d'assurance et de rentes pour le deuxième trimestre de 2013 se sont chiffrées à 889 M\$, une hausse de 7 % par rapport au montant de 828 M\$ enregistré il y a un an. Cette hausse reflète la hausse des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni, partiellement contrebalancée par le recul des souscriptions de produits à prime unique au Royaume-Uni. Les souscriptions ont totalisé 1,9 G\$ pour le semestre clos le 30 juin 2013, comparativement à 1,6 G\$ en 2012.

Au 30 juin 2013, le total de l'actif administré par l'exploitation européenne s'est chiffré à 76 G\$, soit une légère hausse par rapport au montant de 75 G\$ enregistré au 31 décembre 2012.

EXPLOITATION GÉNÉRALE

L'exploitation générale de Lifeco a enregistré une perte nette de 11 M\$ attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le deuxième trimestre de 2013, comparativement à une perte nette de 9 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012. Pour le semestre clos le 30 juin 2013, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est traduit par une perte nette de 22 M\$, comparativement à une perte nette de 16 M\$ pour la période correspondante de 2012.

DIVIDENDES TRIMESTRIELS

Lors de sa réunion d'aujourd'hui, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,3075 \$ par action sur les actions ordinaires de la Compagnie payable le 30 septembre 2013 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 30 août 2013.

Les dividendes dont il est question ci-dessus sont des dividendes admissibles aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute loi provinciale similaire.

De plus, le conseil d'administration a approuvé le versement des dividendes trimestriels suivants :

- sur les actions privilégiées de premier rang, série F, à raison de 0,36875 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série G, à raison de 0,3250 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série H, à raison de 0,30313 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série I, à raison de 0,28125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série J, à raison de 0,3750 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série L, à raison de 0,353125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série M, à raison de 0,36250 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série N, à raison de 0,228125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série P, à raison de 0,3375 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série Q, à raison de 0,321875 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série R, à raison de 0,3000 \$ par action;

payables en entier le 30 septembre 2013 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 30 août 2013.

Le président et chef de la direction,



P. A. Mahon

Le 31 juillet 2013

RAPPORT DE GESTION

POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2013

DATÉ DU 31 JUILLET 2013

Le présent rapport de gestion présente le point de vue de la direction sur la situation financière, les résultats opérationnels et les flux de trésorerie de Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2013, ainsi qu'une comparaison avec les périodes correspondantes de 2012, avec le trimestre clos le 31 mars 2013 et avec la situation financière de la Compagnie au 31 décembre 2012. Le présent rapport de gestion consiste en des commentaires généraux suivis d'une analyse du rendement des trois principaux secteurs à présenter de Lifeco, soit les exploitations canadienne, américaine et européenne.

MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de Lifeco, lesquels constituent la base des données présentées dans le présent rapport, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les IFRS), sauf indication contraire, et sont présentés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire. Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 juin 2013. Le lecteur est aussi prié de se reporter au rapport de gestion et aux états financiers consolidés annuels de 2012 figurant dans le rapport annuel de 2012 de la Compagnie.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives visant la Compagnie, ses activités commerciales, ses stratégies ainsi que sa performance et sa situation financière prévues. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, ou comprennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « compter », « croire », « estimer », d'autres expressions semblables ainsi que les formes négatives de ces termes. Par ailleurs, toute déclaration à l'égard de la performance financière future (y compris les produits, le bénéfice ou les taux de croissance), des stratégies ou des perspectives commerciales courantes et des mesures futures que pourrait prendre la Compagnie, notamment les déclarations qu'elle pourrait faire à l'égard des avantages qu'elle prévoit retirer des acquisitions et des dessaisissements, constitue également une déclaration prospective. Les déclarations prospectives sont fondées sur des prévisions et des projections à l'égard d'événements futurs qui étaient établies à la date des états financiers et sont, de par leur nature, assujetties, entre autres, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses concernant la Compagnie, à des facteurs économiques et au secteur des services financiers dans son ensemble, y compris les secteurs de l'assurance et des fonds communs de placement. Ces déclarations ne garantissent pas la performance financière future. En fait, les événements et les résultats réels pourraient s'avérer sensiblement différents de ceux qui sont énoncés ou prévus dans les déclarations prospectives en raison, mais sans s'y limiter, d'importants facteurs et d'importantes hypothèses, comme le niveau des souscriptions, les primes reçues, les honoraires, les charges, les résultats au chapitre de la mortalité et de la morbidité, les taux de déchéance, les impôts, les systèmes d'information, les conditions générales économiques, politiques et des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, les taux d'intérêt et de change, les marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, les changements au plan de la réglementation gouvernementale, les changements liés aux méthodes comptables, l'incidence de l'application de modifications de méthodes comptables futures, les décisions judiciaires ou réglementaires inattendues, les catastrophes et la capacité de la Compagnie d'effectuer des opérations stratégiques et d'intégrer les entreprises acquises. Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs importants précités n'est pas exhaustive et qu'il existe d'autres facteurs, y compris ceux figurant dans le rapport de gestion annuel de 2012 de la Compagnie aux rubriques Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle et Sommaire des estimations comptables critiques, ainsi que tous les facteurs mentionnés dans d'autres documents déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières, lesquels peuvent être consultés à l'adresse www.sedar.com. Le lecteur est également invité à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et à ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. À moins que la loi applicable ne l'exige expressément, la Compagnie n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures financières non définies par les Normes internationales d'information financière (les IFRS) qui sont désignées, sans s'y limiter, par les termes « bénéfice opérationnel », « taux de change constant », « primes et dépôts », « souscriptions » et d'autres expressions semblables. Les mesures financières non définies par les IFRS constituent, pour la direction et les investisseurs, des mesures additionnelles de la performance. Toutefois, ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et ne peuvent être comparées directement à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Se reporter aux rapprochements appropriés entre ces mesures et les mesures définies par les IFRS.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS

Principales données financières consolidées (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Aux et pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012 ⁽²⁾	30 juin 2013	30 juin 2012 ⁽²⁾
Primes et dépôts :					
Produits d'assurance-vie, de rentes garanties et d'assurance-maladie	4 332 \$	4 580 \$	4 524 \$	8 912 \$	9 053 \$
Équivalents des primes des régimes autofinancés (contrats SAS)	654	644	673	1 298	1 358
Dépôts des fonds distincts :					
Produits de l'Individuelle	1 431	1 768	1 436	3 199	2 995
Produits de la Collective	1 900	2 006	1 595	3 906	3 365
Dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	6 677	7 642	4 898	14 319	10 837
Total des primes et des dépôts	14 994	16 640	13 126	31 634	27 608
Honoraires et autres produits	811	778	734	1 589	1 458
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices ⁽¹⁾	1 321	5 215	5 979	6 536	10 722
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires ⁽²⁾	521	517	488	1 038	937
Par action ordinaire					
Bénéfice de base ⁽²⁾	0,548 \$	0,544 \$	0,512 \$	1,092 \$	0,986 \$
Dividendes versés	0,3075	0,3075	0,3075	0,615	0,615
Valeur comptable ⁽²⁾	13,48	12,87	12,42		
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires					
Bénéfice opérationnel net ⁽²⁾	16,8 %	16,8 %	16,0 %		
Bénéfice net ⁽²⁾	15,6 %	15,7 %	17,1 %		
Total de l'actif ⁽²⁾	264 158 \$	261 338 \$	245 232 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	149 273	146 031	129 028		
Total de l'actif géré ⁽²⁾	413 431	407 369	374 260		
Autres actifs administrés	182 305	174 487	149 258		
Total de l'actif administré ⁽²⁾	595 736 \$	581 856 \$	523 518 \$		
Total des capitaux propres ⁽²⁾	17 843 \$	17 268 \$	16 121 \$		

La Compagnie utilise le bénéfice opérationnel, une mesure financière non définie par les IFRS qui exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges décrites à la note 30 des états financiers consolidés de la Compagnie au 31 décembre 2012.

- (1) Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent l'incidence de la variation de la juste valeur des actifs couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement.
- (2) Le cas échéant, les chiffres correspondants ont été retraités pour tenir compte de l'incidence rétrospective des nouvelles IFRS et des IFRS révisées entrant en vigueur en 2013, en particulier IAS 19R, *Avantages du personnel*.

POINTS SAILLANTS DE LIFECO DE 2013

Acquisition de Irish Life Group Limited

Le 18 juillet 2013, la Compagnie a annoncé qu'elle avait conclu, par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive Canada Life Limited, l'acquisition d'Irish Life Group Limited (Irish Life) pour 1,3 G€, laquelle acquisition avait été annoncée précédemment.

Les activités d'assurance-vie et de retraite de la filiale irlandaise de la Compagnie, Canada Life (Ireland), seront intégrées à celles d'Irish Life et conserveront le nom d'Irish Life. Irish Life dispose d'une marque bien établie, en plus d'offrir une vaste gamme de produits et de profiter d'un important réseau de multidistribution similaire à celui lié aux activités de la Compagnie au Canada.

Cette acquisition, effectuée au sein du marché, permettra à la Compagnie de se classer comme chef de file dans les secteurs de l'assurance-vie, de la retraite et de la gestion de placements en Irlande. La stratégie employée par Irish Life est similaire à celle de Lifeco, car elle vise à maximiser le rendement pour les actionnaires en réduisant les risques au minimum et en mettant l'accent sur la rentabilité des capitaux.

Cette acquisition représente une valeur claire pour les actionnaires de Lifeco; en 2014, elle devrait faire croître le bénéfice de la Compagnie par l'ajout d'environ 10 cents au bénéfice par action consensuel de Lifeco, soit une hausse de 4 % (selon les estimations consensuelles du bénéfice de l'Institutional Brokers' Estimate System, citées dans l'annonce de l'acquisition d'Irish Life).

La transaction est financée par le produit net de l'émission de reçus de souscription d'environ 1,25 G\$, effectuée le 12 mars 2013. Cette émission se compose d'une convention de prise ferme de 650 M\$ et d'un placement privé concomitant de reçus de souscription de 550 M\$ auprès de la Corporation Financière Power et de 50 M\$ auprès de la Société financière IGM Inc. En raison de la conclusion de l'acquisition, les 48 660 000 reçus de souscription ont été automatiquement échangés pour des actions ordinaires de la Compagnie, à raison d'un reçu de souscription pour une action ordinaire.

Le 18 avril 2013, la Compagnie a émis des obligations de 10 ans libellées en euros pour un montant de 500 M€, lesquelles sont assorties d'un coupon annuel de 2,50 %. Les obligations ont reçu une notation de A+ de Standard & Poor's Ratings Services et sont inscrites à la Irish Stock Exchange. L'émission de titres de créance libellés en euros offrira une couverture naturelle à une partie du montant net de l'investissement de la Compagnie dans des établissements à l'étranger libellé en euros.

Normes internationales d'information financière révisées

Le 1^{er} janvier 2013, la Compagnie a adopté plusieurs nouvelles IFRS et IFRS révisées, comme il est expliqué à la rubrique Méthodes comptables du présent document. À l'exception d'IAS 19R, *Avantages du personnel*, les nouvelles normes portaient surtout sur la présentation d'informations supplémentaires et elles n'ont pas eu d'incidence sur le bénéfice net ou sur les capitaux propres de la Compagnie. Conformément aux dispositions transitoires d'IAS 19R, ce changement a été appliqué de manière rétrospective, ce qui a donné lieu à une baisse des capitaux propres d'ouverture de 392 M\$ au 1^{er} janvier 2012 (diminution de 352 M\$ des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de 40 M\$ du surplus attribuable aux comptes de participation) et à une diminution additionnelle des capitaux propres d'ouverture de 183 M\$ au 1^{er} janvier 2013 (diminution de 169 M\$ des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de 14 M\$ du surplus attribuable aux comptes de participation). Le bénéfice net pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2012 a diminué de 3 M\$ et de 5 M\$, respectivement, en raison de l'adoption d'IAS 19R. Tout au long du présent document, les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de refléter l'adoption rétrospective de ces normes.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam), ainsi que les résultats opérationnels de l'exploitation générale de Lifeco.

Le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le trimestre clos le 30 juin 2013 s'est chiffré à 521 M\$, contre 488 M\$ il y a un an et à 517 M\$ au trimestre précédent. Cela représente 0,548 \$ par action ordinaire (0,547 \$ après dilution) pour le deuxième trimestre de 2013, comparativement à 0,512 \$ par action ordinaire (0,509 \$ après dilution) il y a un an et à 0,544 \$ par action ordinaire (0,544 \$ après dilution) au trimestre précédent.

La Compagnie a engagé, relativement à Irish Life, des dépenses de transaction et d'acquisition ainsi que d'autres dépenses qui ont fait diminuer le bénéfice net de 13 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2013 et de 18 M\$ depuis le début de l'exercice. Les reçus de souscription émis en relation avec l'acquisition d'Irish Life ont été considérés comme des actions ordinaires potentielles conditionnelles et ont été exclus du calcul du bénéfice de base et dilué par action jusqu'à ce que toutes les conditions soient remplies, le 18 juillet 2013.

Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Exploitation canadienne					
Assurance individuelle	71 \$	56 \$	26 \$	127 \$	93 \$
Gestion du patrimoine	90	90	80	180	148
Assurance collective	118	95	97	213	184
Exploitation générale canadienne	2	24	50	26	70
	281	265	253	546	495
Exploitation américaine					
Services financiers	87	85	90	172	176
Gestion d'actifs	(14)	(14)	(5)	(28)	(17)
Exploitation générale américaine	–	–	–	–	–
	73	71	85	144	159
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	118	130	107	248	212
Réassurance	70	55	56	125	90
Exploitation générale européenne	(10)	7	(4)	(3)	(3)
	178	192	159	370	299
Exploitation générale de Lifeco	(11)	(11)	(9)	(22)	(16)
Bénéfice net	521 \$	517 \$	488 \$	1 038 \$	937 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du bénéfice net de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur le bénéfice net sont présentés à la rubrique Résultats opérationnels sectoriels.

Incidence des marchés

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt dans les pays où la Compagnie exerce ses activités ont suivi une tendance à la hausse au cours du trimestre. Depuis le 31 mars 2013, le rendement des obligations de 10 ans au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis a augmenté de 68, de 68 et de 64 points de base, respectivement. Les écarts de crédit se sont resserrés d'environ 12 points de base au Canada et se sont accrus d'environ 12 et 3 points de base aux États-Unis et au Royaume-Uni, respectivement. La hausse des taux d'intérêt n'a eu aucune incidence importante sur le bénéfice net relativement aux prévisions de la Compagnie. L'augmentation a donné lieu à une réduction de la juste valeur des instruments d'emprunt couvrant les passifs qui a contribué à réduire certaines exigences du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent liées au facteur, ce qui s'est traduit par une amélioration de 5 points du ratio par rapport au premier trimestre de 2013.

Au 1^{er} janvier 2013, la Compagnie a amélioré la méthode dont elle se sert pour estimer les provisions relatives aux taux d'intérêt. La provision totale a été restructurée en une provision visant à couvrir les risques de modélisation à court terme ainsi que les risques inhérents à long terme et les risques liés au non-appariement des flux de trésorerie; aucune incidence nette sur le total des provisions n'a été observée à la suite de la restructuration. Cette restructuration aura toutefois une incidence sur le moment prévu de la comptabilisation de ces provisions dans le bénéfice net. La Compagnie estime que cette restructuration fera croître le bénéfice net annuel prévu pour 2013 d'environ 70 M\$, après impôt, par rapport au résultat enregistré en 2012 selon l'ancienne méthode. Pour obtenir plus de détails, se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Marchés boursiers

Le rendement des marchés boursiers a été inégal au deuxième trimestre de 2013. Les principaux indices boursiers ont clos le trimestre avec des baisses respectives de 4,9 % et de 3,1 % au Canada (selon l'indice S&P TSX) et au Royaume-Uni (selon l'indice FTSE 100) et avec des hausses respectives de 2,4 % et de 1,6 % aux États-Unis (selon l'indice S&P 500) et dans la grande région européenne (selon l'indice Eurostoxx 50) par rapport au 31 mars 2013.

Par rapport au deuxième trimestre de 2012, la moyenne des niveaux des marchés boursiers du deuxième trimestre de 2013 a enregistré une hausse de 5,3 %, de 19,3 %, de 16,1 % et de 20,5 % au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans la grande région européenne, respectivement.

Au deuxième trimestre de 2013, les résultats correspondaient généralement aux attentes relatives aux honoraires liés aux actifs de la Compagnie, au coût des garanties en cas de décès et à l'échéance ou aux prestations de revenu de certains produits de gestion du patrimoine offerts par la Compagnie. Le bénéfice net n'a subi aucune incidence importante relativement aux attentes de la Compagnie.

Devises

Au cours du deuxième trimestre de 2013, le dollar canadien s'était affaibli par rapport à toutes les devises importantes dans lesquelles la Compagnie exerce des activités. Le dollar américain, la livre sterling et l'euro s'étaient raffermis d'environ 3 %, 4 % et 5 %, respectivement, par rapport au dollar canadien depuis la clôture du premier trimestre de 2013. Le taux de change moyen du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro a augmenté de 1 % pour chaque devise. Cette hausse est attribuable à l'amélioration continue des données économiques aux États-Unis et en Europe.

Comme la baisse du taux de change moyen entre la livre sterling et l'euro a été faible, et puisqu'elle a été contrebalancée par la force du dollar américain, l'incidence globale de la fluctuation des devises sur le bénéfice net de la Compagnie a été minimale pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2013. La baisse du dollar canadien au 30 juin 2013 par rapport au dollar américain, à la livre sterling et à l'euro a donné lieu à des profits de change latents de 326 M\$ sur la conversion des établissements à l'étranger qui ont été comptabilisés dans les autres éléments du bénéfice global au cours du trimestre, ce qui a eu une incidence favorable sur la valeur comptable par action qui est passée à 13,48 \$ au 30 juin 2013.

PRIMES ET DÉPÔTS ET SOUSCRIPTIONS

Les primes et les dépôts comprennent les primes liées aux produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de services administratifs seulement (SAS), les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective, et les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs.

Les souscriptions comprennent la totalité des primes uniques et des primes récurrentes annualisées sur les produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective, les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs, et les dépôts des fonds communs de placement non exclusifs.

Primes et dépôts

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Exploitation canadienne					
Assurance individuelle	1 029 \$	1 001 \$	992 \$	2 030 \$	1 918 \$
Gestion du patrimoine	2 371	2 689	2 011	5 060	4 492
Assurance collective	1 890	1 875	1 858	3 765	3 713
	5 290	5 565	4 861	10 855	10 123
Exploitation américaine					
Services financiers	1 412	1 434	1 357	2 846	2 863
Gestion d'actifs	6 499	7 433	4 740	13 932	10 471
	7 911	8 867	6 097	16 778	13 334
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	1 257	1 260	1 227	2 517	2 274
Réassurance	536	948	941	1 484	1 877
	1 793	2 208	2 168	4 001	4 151
Total	14 994 \$	16 640 \$	13 126 \$	31 634 \$	27 608 \$

Souscriptions

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Exploitation canadienne*	2 547 \$	3 012 \$	2 181 \$	5 559 \$	4 849 \$
Exploitation américaine*	9 026	9 950	6 613	18 976	14 545
Exploitation européenne – Assurance et rentes	889	961	828	1 850	1 583
Total	12 462 \$	13 923 \$	9 622 \$	26 385 \$	20 977 \$

* Les souscriptions (une mesure non définie par les IFRS) de 2012 ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés aux méthodes en 2013, lesquels améliorent l'uniformité entre les plateformes de la Compagnie et les normes du secteur sur l'évaluation des souscriptions.

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des primes et dépôts et des souscriptions de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur les primes et dépôts et les souscriptions sont présentés à la rubrique Résultats opérationnels sectoriels.

PRODUITS DE PLACEMENT NETS

Produits de placement nets	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2012	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Produits de placement gagnés (déduction faite des charges liées aux immeubles de placement)	1 389 \$	1 336 \$	1 392 \$	2 725 \$	2 806 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances	(1)	(1)	–	(2)	–
Profits nets réalisés	30	47	60	77	107
Produits de placement réguliers	1 418	1 382	1 452	2 800	2 913
Frais de placement	(17)	(20)	(19)	(37)	(37)
Produits de placement nets réguliers	1 401	1 362	1 433	2 763	2 876
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(3 200)	465	1 106	(2 735)	910
Produits de placement nets	(1 799) \$	1 827 \$	2 539 \$	28 \$	3 786 \$

Au deuxième trimestre de 2013, les produits de placement nets, qui comprennent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont diminué de 4 338 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les fluctuations des justes valeurs au deuxième trimestre de 2013 se sont soldées par une diminution de 3 200 M\$, comparativement à une augmentation de 1 106 M\$ au deuxième trimestre de 2012, principalement en raison de la hausse des taux des obligations d'État au deuxième trimestre de 2013, alors que ceux-ci avaient diminué au deuxième trimestre de 2012.

Au deuxième trimestre de 2013, les produits de placement nets réguliers, qui excluent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont diminué de 32 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2012. Les principaux facteurs expliquant la baisse de 32 M\$ sont la diminution des profits réalisés et la baisse des rendements des titres à revenu fixe découlant du maintien des faibles taux d'intérêt, facteurs contrebalancés en partie par l'incidence de la fluctuation des devises, alors que le dollar américain s'est raffermi par rapport au dollar canadien. Les profits réalisés sur les titres disponibles à la vente se sont chiffrés à 18 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013, comparativement à 51 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits de placement nets pour le semestre clos le 30 juin 2013 ont diminué de 3 758 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La juste valeur a diminué de 2 735 M\$ pour le premier semestre de 2013, alors qu'elle avait augmenté de 910 M\$ au cours de la période correspondante de 2012, essentiellement en raison de la hausse des taux gouvernementaux au cours du premier semestre de 2013, alors qu'ils avaient diminué au cours de la période correspondante de 2012. Les produits de placement nets réguliers ont diminué de 113 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison de la baisse du rendement des titres à revenu fixe et de la diminution des profits réalisés. Les profits réalisés sur les titres disponibles à la vente se sont chiffrés à 53 M\$ en 2013, comparativement à 87 M\$ en 2012.

Les produits de placement nets enregistrés au deuxième trimestre de 2013 ont diminué de 3 626 M\$ par rapport à ceux du premier trimestre de 2013, essentiellement en raison de diminutions nettes de la juste valeur de 3 200 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2013, comparativement à des augmentations nettes de 465 M\$ au trimestre précédent. La juste valeur des placements en obligations de la Compagnie a diminué au cours du deuxième trimestre de 2013, en raison de la hausse des taux d'intérêt. Au cours du premier trimestre de 2013, les taux d'intérêt ont diminué légèrement, ce qui a donné lieu à une hausse modeste de la juste valeur des placements en obligations de la Compagnie.

Marchés du crédit

Au deuxième trimestre de 2013, la Compagnie a recouvré des sommes nettes sur des placements ayant subi une perte de valeur, y compris des cessions, situation qui a donné lieu à une incidence favorable de 3 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (recouvrement net de 3 M\$ au deuxième trimestre de 2012). Les nouvelles pertes de valeur ont eu une incidence négligeable. La modification des notations de crédit du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 11 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires au cours du trimestre (charge nette de 13 M\$ au deuxième trimestre de 2012).

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, la Compagnie a enregistré des recouvrements nets sur les actifs ayant subi une perte de valeur, recouvrements qui ont eu une incidence favorable de 6 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (recouvrement net de 11 M\$ pour le semestre correspondant de 2012). Depuis le début de l'exercice, la modification des notations de crédit du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 10 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (charge nette de 8 M\$ pour le semestre correspondant de 2012).

HONORAIRES ET AUTRES PRODUITS

En plus d'offrir des produits d'assurance fondés sur le risque traditionnels, la Compagnie offre certains produits suivant le principe de l'utilisateur payeur. Les plus importants produits de ce groupe sont les fonds distincts et les fonds communs de placement, pour lesquels la Compagnie reçoit des honoraires de gestion de placements liés à l'actif géré et d'autres honoraires, et les contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective au prix coûtant majoré.

Honoraires et autres produits

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Exploitation canadienne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	257 \$	252 \$	232 \$	509 \$	471 \$
Contrats SAS	38	37	38	75	76
	295	289	270	584	547
Exploitation américaine					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	343	331	306	674	608
Exploitation européenne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	173	158	158	331	303
Total des honoraires et autres produits	811 \$	778 \$	734 \$	1 589 \$	1 458 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des honoraires et autres produits de la Compagnie sur une base brute. Des commentaires additionnels sur les honoraires et autres produits sont présentés à la rubrique Résultats opérationnels sectoriels.

SOMMES VERSÉES OU CRÉDITÉES AUX TITULAIRES DE POLICES

Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Exploitation canadienne	1 053 \$	2 456 \$	2 681 \$	3 509 \$	4 866 \$
Exploitation américaine	366	760	1 025	1 126	2 028
Exploitation européenne	(98)	1 999	2 273	1 901	3 828
Total	1 321 \$	5 215 \$	5 979 \$	6 536 \$	10 722 \$

Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent les règlements des sinistres liés à l'assurance-vie et à l'assurance-maladie, les rachats de police, les rentes, les versements échus, les paiements des garanties à l'égard des fonds distincts et les participations des titulaires de polices et les bonifications, ainsi que la variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement. La variation des passifs relatifs aux contrats comprend l'incidence des variations de la juste valeur de certains actifs investis couvrant ces passifs ainsi que les variations de la provision pour pertes sur créances futures. Cependant, ces montants ne tiennent pas compte des prestations liées aux contrats SAS, des paiements liés aux fonds distincts ou aux fonds communs de placement.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2013, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices se sont chiffrées à 1,3 G\$, ce qui représente un montant de 4,0 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de police diminué d'un montant de 2,7 G\$ au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Il s'agit d'une diminution de 4,7 G\$ par rapport à la période correspondante de 2012 et ce montant comprend une diminution de 4,3 G\$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance, qui s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis, et en Europe et par la baisse de 343 M\$ des paiements de prestations.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices se sont chiffrées à 6,5 G\$, y compris un montant de 8,7 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de polices et un montant de 2,2 G\$ attribuable à la baisse des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices ont diminué de 4,2 G\$ par rapport à la période correspondante de 2012, montant qui comprend une diminution de 4,0 G\$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance, qui s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur de ces passifs attribuables à la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe, ainsi que par la diminution de 178 M\$ des paiements de prestations.

Par rapport au trimestre précédent, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices ont diminué de 3,9 G\$. La diminution est constituée d'une diminution de 3,1 G\$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance, qui s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe, ainsi que d'une diminution de 780 M\$ des paiements de prestations.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le taux d'imposition effectif de la Compagnie est généralement inférieur à son taux d'imposition prévu par la loi, qui se chiffre à 26,5 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

Le taux d'imposition effectif de la Compagnie pour le deuxième trimestre de 2013 a été de 18 %, comparativement à 12 % pour le deuxième trimestre de 2012. Au cours du deuxième trimestre de 2012, la Compagnie a conclu une entente de vérification avec l'Agence du revenu du Canada (l'ARC). L'entente a réglé plusieurs questions en suspens, y compris le prix de transfert et d'autres questions de fiscalité internationale pour les exercices 2004 à 2011. La Compagnie a constitué des provisions au titre de l'impôt incertain pour ces éléments, ce qui a eu, au moment de la reprise, une incidence positive de 47 M\$ sur le bénéfice, soit 22 M\$ pour l'exploitation canadienne et 25 M\$ pour

l'exploitation européenne. Le taux d'imposition effectif pour le deuxième trimestre de 2012 a été réduit de 8 % aux termes des modalités de l'entente de vérification.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 18 %, comparativement à 11 % pour la période correspondante de 2012. Le taux d'imposition effectif de la Compagnie pour 2012 a diminué en raison de la réduction du taux d'imposition des sociétés prévu par la loi au Royaume-Uni, qui est passé de 26 % à 24 %, et en raison de l'incidence de la variation des taux d'imposition effectifs sur l'ajustement lié à l'impôt différé en ce qui concerne les passifs relatifs aux contrats d'assurance. La comptabilisation d'économies d'impôt sur le résultat d'exercices antérieurs par l'exploitation américaine a également contribué à la baisse du taux d'imposition effectif en 2012. L'entente susmentionnée avec l'ARC a donné lieu à une nouvelle réduction de 4 % du taux d'imposition effectif pour le semestre en 2012.

Le taux d'imposition effectif pour le deuxième trimestre est comparable à celui du premier trimestre de 2013.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

Actif administré

	30 juin 2013			Total
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	
Actif				
Actif investi	59 796 \$	32 215 \$	32 950 \$	124 961 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 102	1 818	1 688	8 608
Autres actifs	3 139	4 137	12 672	19 948
Actif net des fonds distincts	56 344	26 108	28 189	110 641
Total de l'actif	124 381	64 278	75 499	264 158
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	3 723	145 550	–	149 273
Total de l'actif géré	128 104	209 828	75 499	413 431
Autres actifs administrés	13 632	168 498	175	182 305
Total de l'actif administré	141 736 \$	378 326 \$	75 674 \$	595 736 \$
	31 décembre 2012			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	58 506 \$	28 722 \$	32 828 \$	120 056 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 098	1 721	1 693	8 512
Autres actifs	3 229	3 359	13 508	20 096
Actif net des fonds distincts	54 341	23 809	26 798	104 948
Total de l'actif	121 174	57 611	74 827	253 612
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	3 585	131 013	–	134 598
Total de l'actif géré	124 759	188 624	74 827	388 210
Autres actifs administrés	13 184	144 164	107	157 455
Total de l'actif administré	137 943 \$	332 788 \$	74 934 \$	545 665 \$

Au 30 juin 2013, le total de l'actif administré avait augmenté de 50,1 G\$ par rapport au 31 décembre 2012. Les autres actifs administrés ont augmenté de 24,9 G\$, essentiellement en raison des profits réalisés sur le marché et de la croissance des nouvelles affaires.

Goodwill, immobilisations incorporelles et autres actifs

Le goodwill et les immobilisations incorporelles de la Compagnie ont principalement trait à ses acquisitions de la London Life, de la Canada-Vie et de Putnam. Conformément aux IFRS, la Compagnie doit évaluer à la fin de chaque période de présentation s'il existe une indication qu'un actif puisse être déprécié et soumettre le goodwill et les immobilisations incorporelles à un test de dépréciation au moins une fois l'an. Les autres actifs comprennent un montant de 1,2 G\$ relatif aux actifs d'impôt différé, qui sont tributaires des bénéfices imposables futurs de Putnam et des occasions de planification fiscale. Le processus annuel de planification financière de la Compagnie constitue une base importante pour l'évaluation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des actifs d'impôt différé.

ACTIF INVESTI

La Compagnie est responsable de l'administration de l'actif de son fonds général en vue de satisfaire à ses besoins en matière de flux de trésorerie, de liquidités et de rentabilité des produits d'assurance et d'investissement. Elle se conforme à des politiques de placement prudentes de manière à éviter que l'actif soit indûment exposé aux risques de concentration, de crédit ou de marché. La Compagnie met en œuvre des stratégies cadrant avec ses politiques globales, qu'elle révisé et rajuste périodiquement pour tenir compte des flux de trésorerie, du passif et de la conjoncture des marchés financiers. La majorité des placements du fonds général sont constitués de titres à revenu fixe à moyen et à long terme, principalement des obligations et des prêts hypothécaires, qui reflètent la nature du passif de la Compagnie.

Qualité des obligations du portefeuille

	30 juin 2013		31 décembre 2012	
AAA	31 363 \$	36 %	29 302 \$	35 %
AA	13 215	15	13 463	16
A	24 664	29	23 812	29
BBB	15 008	18	14 662	18
BB ou inférieure	1 316	2	1 342	2
Total	85 566 \$	100 %	82 581 \$	100 %

Portefeuille d'obligations – La Compagnie a pour politique d'acquérir seulement des obligations de grande qualité, en suivant des politiques de placement prudentes et bien définies. Au 30 juin 2013, le total du portefeuille d'obligations, y compris les placements à court terme, se chiffrait à 85,6 G\$, soit 68 % de l'actif investi, contre 82,6 G\$, ou 69 % de l'actif investi, au 31 décembre 2012. La qualité globale du portefeuille d'obligations est demeurée élevée, 98 % du portefeuille étant coté de bonne qualité et 80 % ayant la notation A ou une notation supérieure.

Titres de créance de gouvernements

	Valeur comptable selon la notation, au 30 juin 2013					Total*	Coût amorti*
	AAA	AA	A	BBB	BB ou inférieure		
Canada	10 286 \$	3 218 \$	2 300 \$	– \$	– \$	15 804 \$	15 195 \$
Royaume-Uni	7 955	906	166	485	–	9 512	8 937
États-Unis	6 813	1 292	141	4	–	8 250	8 052
	25 054	5 416	2 607	489	–	33 566	32 184
Portugal	–	–	–	–	9	9	10
Irlande	–	–	–	49	–	49	46
Italie	–	–	–	17	–	17	20
Grèce	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	–	–	–	16	–	16	18
	–	–	–	82	9	91	94
Allemagne	827	6	–	–	–	833	819
France	280	29	–	–	–	309	296
Pays-Bas	460	–	–	–	–	460	443
Autriche	162	–	–	–	–	162	164
Australie	98	–	–	–	–	98	98
Obligations supranationales	907	85	–	–	–	992	938
Autres (9 pays)	571	48	–	20	–	639	638
	3 305	168	–	20	–	3 493	3 396
Total	28 359 \$	5 584 \$	2 607 \$	591 \$	9 \$	37 150 \$	35 674 \$

* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 2 930 M\$ et d'un coût amorti de 2 773 M\$.

Au 30 juin 2013, la Compagnie détenait des titres de créance de gouvernements et d'organismes gouvernementaux (y compris certains actifs présentés comme des fonds détenus par des assureurs cédants) dont la valeur comptable globale s'établissait à 37,2 G\$, soit une hausse par rapport à 36,2 G\$ au 31 décembre 2012. Les achats nets d'obligations d'État des gouvernements du Canada et des États-Unis ont été contrebalancés en partie par les cessions nettes d'obligations d'État du gouvernement du Royaume-Uni et par une baisse des valeurs de marché découlant de la hausse des taux d'intérêt gouvernementaux. Le portefeuille comprend des titres de créance émis par les gouvernements du Portugal, de l'Irlande, de l'Italie et de l'Espagne dont la valeur comptable globale s'établissait à 91 M\$, en baisse par rapport au montant de 113 M\$ enregistré au 31 décembre 2012 en raison des cessions nettes. La Compagnie ne détient aucun titre de créance émis par le gouvernement de la Grèce.

Titres de créance de banques et d'autres institutions financières

	Valeur comptable selon la notation, au 30 juin 2013					Total*	Coût amorti*
	AAA	AA	A	BBB	BB ou inférieure		
Canada	60 \$	322 \$	1 011 \$	261 \$	– \$	1 654 \$	1 608 \$
Royaume-Uni	208	363	1 636	783	506	3 496	3 415
États-Unis	–	1 490	1 868	629	10	3 997	3 748
	268	2 175	4 515	1 673	516	9 147	8 771
Portugal	–	–	–	–	–	–	–
Irlande	–	–	–	64	9	73	92
Italie	–	–	33	103	–	136	142
Grèce	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	63	–	44	99	–	206	217
	63	–	77	266	9	415	451
Allemagne	1	40	112	1	–	154	150
France	129	39	200	200	–	568	553
Pays-Bas	–	203	154	40	15	412	405
Australie	110	273	98	77	–	558	542
Autres (13 institutions)	17	81	309	82	13	502	478
	257	636	873	400	28	2 194	2 128
Total	588 \$	2 811 \$	5 465 \$	2 339 \$	553 \$	11 756 \$	11 350 \$

	Valeur comptable selon le rang, au 30 juin 2013						Total*	Coût amorti*
	Titres couverts	Créances de premier rang	Créances de second rang	Capital de deuxième catégorie de la tranche supérieure	Titres de capital	Capital conditionnel		
Canada	66 \$	1 048 \$	219 \$	57 \$	264 \$	– \$	1 654 \$	1 608 \$
Royaume-Uni	261	1 466	800	451	333	185	3 496	3 415
États-Unis	369	2 551	892	–	185	–	3 997	3 748
	696	5 065	1 911	508	782	185	9 147	8 771
Portugal	–	–	–	–	–	–	–	–
Irlande	64	–	–	–	9	–	73	92
Italie	33	29	8	–	66	–	136	142
Grèce	–	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	69	–	58	38	41	–	206	217
	166	29	66	38	116	–	415	451
Allemagne	40	59	55	–	–	–	154	150
France	168	120	129	42	109	–	568	553
Pays-Bas	8	322	10	29	43	–	412	405
Australie	127	306	83	–	42	–	558	542
Autres (13 institutions)	33	200	109	95	65	–	502	478
	376	1 007	386	166	259	–	2 194	2 128
Total	1 238 \$	6 101 \$	2 363 \$	712 \$	1 157 \$	185 \$	11 756 \$	11 350 \$

* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 2 834 M\$ et d'un coût amorti de 2 620 M\$.

Au 30 juin 2013, la Compagnie détenait des titres de créance de banques et d'autres institutions financières (y compris certains actifs présentés comme des fonds détenus par des assureurs cédants) dont la valeur comptable globale s'établissait à 11,8 G\$, en baisse par rapport au montant de 12,3 G\$ enregistré au 31 décembre 2012, principalement en raison des cessions nettes et en raison d'une baisse des valeurs de marché contrebalancée par le raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien. Ce portefeuille comprend des titres de créance de 415 M\$ émis par des banques et d'autres institutions financières domiciliées en Irlande, en Italie et en Espagne;

ce montant était de 410 M\$ au 31 décembre 2012. Les titres espagnols, d'un montant de 206 M\$, comprennent des obligations libellées en livres sterling d'un montant de 186 M\$ émises par les filiales d'institutions financières espagnoles réglementées par la Prudential Regulation Authority (la PRA) et domiciliées au Royaume-Uni. La Compagnie ne détient pas de titres émis par des banques et d'autres institutions financières domiciliées en Grèce ou au Portugal.

Au 30 juin 2013, 95 % de la valeur comptable de 11,8 G\$ des titres de créance de banques et d'autres institutions financières se rapportait à des titres de première qualité.

Portefeuille de prêts hypothécaires – La Compagnie a pour politique d'acquérir uniquement des prêts commerciaux de grande qualité qui répondent à des normes de tarification et à des critères de diversification stricts. La Compagnie a un système de classification des risques bien défini, qu'elle utilise dans le cadre de ses processus de tarification et de surveillance du crédit pour les prêts hypothécaires commerciaux. Les spécialistes des prêts hypothécaires de la Compagnie sont responsables du montage des prêts hypothécaires résidentiels et ils suivent des normes de tarification bien établies. Les prêts sont bien diversifiés dans chaque région géographique, et les exigences de diversification propres aux prêts hypothécaires non assurés sont satisfaites.

Portefeuille de prêts hypothécaires

Prêts hypothécaires par type de bien	30 juin 2013			31 décembre 2012	
	Assuré	Non assuré	Total	Total	
Résidences unifamiliales	987 \$	704 \$	1 691 \$	1 676 \$	9 %
Résidences multifamiliales	2 596	1 977	4 573	4 358	25
Biens commerciaux	217	12 001	12 218	11 841	66
Total	3 800 \$	14 682 \$	18 482 \$	17 875 \$	100 %

Le total du portefeuille de prêts hypothécaires s'établissait à 18,5 G\$, soit 15 % de l'actif investi au 30 juin 2013, comparativement à 17,9 G\$ ou 15 % de l'actif investi au 31 décembre 2012. Le total des prêts assurés s'élevait à 3,8 G\$, soit 21 % du portefeuille de prêts hypothécaires.

Prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales

Région	30 juin 2013		31 décembre 2012	
Ontario	775 \$	46 %	757 \$	45 %
Québec	395	24	398	24
Alberta	121	7	122	7
Colombie-Britannique	109	6	109	7
Terre-Neuve	88	5	86	5
Nouvelle-Écosse	62	4	63	4
Saskatchewan	55	3	54	3
Manitoba	43	3	43	3
Nouveau-Brunswick	40	2	40	2
Autres	3	–	4	–
Total	1 691 \$	100 %	1 676 \$	100 %

Au cours du semestre clos le 30 juin 2013, les octrois de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales, y compris les renouvellements, se sont chiffrés à 218 M\$ et ceux-ci sont assurés dans une proportion de 31 %. Les prêts hypothécaires assurés comprennent les prêts hypothécaires pour lesquels l'assurance est fournie par un tiers, laquelle protège la Compagnie dans l'éventualité où l'emprunteur est incapable de s'acquitter de ses obligations à l'égard du prêt. Les prêts qui sont assurés sont soumis aux exigences imposées par le fournisseur d'assurance prêt hypothécaire. Pour l'octroi de nouveaux prêts hypothécaires non assurés, les politiques d'investissement de la Compagnie limitent la période d'amortissement à 25 ans et la valeur du prêt à 80 % du prix d'achat ou de la valeur

d'expertise actuelle de la propriété. La période d'amortissement moyenne restante du portefeuille de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales était de 22 ans au 30 juin 2013.

Provision pour pertes sur créances futures

À titre d'élément des passifs relatifs aux contrats d'assurance, le total de la provision pour pertes sur créances futures est déterminé conformément aux normes de pratique actuarielle canadiennes et comprend des provisions pour couvrir les écarts défavorables.

Au 30 juin 2013, le total de la provision pour pertes sur créances futures comprise dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance se chiffrait à 2 555 M\$, comparativement à 2 559 M\$ au 31 décembre 2012, soit une diminution de 4 M\$ découlant principalement des activités normales, des changements de notation et de la fluctuation des devises.

Les provisions pour perte de valeur de 41 M\$ (73 M\$ au 31 décembre 2012) et les provisions de 2 555 M\$ (2 559 M\$ au 31 décembre 2012) pour pertes sur créances futures liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance représentaient ensemble 2,3 % des obligations et des actifs hypothécaires, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants au 30 juin 2013 (2,4 % au 31 décembre 2012).

PASSIF

Total du passif

	30 juin 2013	31 déc. 2012
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	119 933 \$	120 658 \$
Autres passifs du fonds général	15 741	10 995
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts	110 641	104 948
Total	246 315 \$	236 601 \$

Le total du passif a augmenté de 9,7 G\$, passant ainsi à 246,3 G\$ au 30 juin 2013. Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ont diminué légèrement, car la baisse des ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance suscitée par la hausse des taux d'intérêt a été essentiellement contrebalancée par la croissance des affaires. Les contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts ont augmenté d'environ 5,7 G\$ en raison de l'incidence de 3,5 G\$ de l'augmentation de la valeur de marché et des produits de placement, de l'incidence de 1,6 G\$ du change, et des dépôts nets de 0,6 G\$. Les autres passifs du fonds général ont augmenté de 4,7 G\$, principalement en raison de nouvelles ententes de rachat de 2,0 G\$ au sein de l'exploitation américaine, de l'émission de reçus de souscription de 1,25 G\$ et de l'émission d'obligations de 10 ans libellées en euros de 0,7 G\$.

Garanties de placement liées aux produits de gestion du patrimoine

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées aux valeurs de marché des fonds de placement. Les produits de garanties de retrait minimum de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 30 juin 2013, les produits de garanties de retrait minimum en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne représentaient 2 390 M\$ (2 110 M\$ au 31 décembre 2012). La Compagnie dispose d'un programme de couverture pour gérer certains risques associés aux options incorporées à ses produits de garanties de retrait minimum.

Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts

	Valeur de marché	30 juin 2013			
		Insuffisance des placements par type de prestations			
		Revenu	Échéance	Décès	Total*
Exploitation canadienne	24 682 \$	– \$	43 \$	198 \$	198 \$
Exploitation américaine	8 168	1	–	56	57
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	3 116	–	23	25	25
Réassurance**	1 056	392	1	28	421
	4 172	392	24	53	446
Total	37 022 \$	393 \$	67 \$	307 \$	701 \$

* Le titulaire ne peut recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès. Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus coûteux survienne le 30 juin 2013 pour chaque police.

** L'exposition de l'unité Réassurance est liée aux marchés canadien et américain.

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 30 juin 2013. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à environ 7 M\$ pour le trimestre et à 15 M\$ depuis le début de l'exercice, la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'exploitation européenne.

Capital social et surplus

Au 30 juin 2013, le capital social en circulation se chiffrait à 8 422 M\$, dont 5 878 M\$ d'actions ordinaires, 2 064 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif et 480 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans.

À la suite de la conclusion de l'acquisition d'Irish Life le 18 juillet 2013, les 48 660 000 reçus de souscription en circulation de Lifeco ont été échangés pour des actions ordinaires de Lifeco à raison de un reçu de souscription pour une action ordinaire. L'échange de reçus de souscription a donné lieu à une augmentation du nombre total d'actions ordinaires en circulation, le faisant ainsi passer à 1 000 450 840, et à une hausse du capital déclaré d'environ 1,25 G\$ au 18 juillet 2013. Par conséquent, en date du 18 juillet 2013, ces actions ordinaires seront comprises dans le calcul du bénéfice de base par action. Si les actions ordinaires émises en échange des reçus de souscriptions étaient en circulation pour le trimestre clos le 30 juin 2013, le bénéfice de base par action pour la période aurait diminué, passant ainsi de 0,548 \$ à 0,521 \$, et la valeur comptable par action, une mesure non définie par les IFRS, aurait augmenté, passant ainsi de 13,48 \$ à 14,03 \$ en raison de l'échange.

Conformément aux modalités des reçus de souscription, un équivalent de dividende de 0,3075 \$ par reçu de souscription est payable aux porteurs de reçus de souscription en raison de la déclaration par Lifeco d'un dividende de 0,3075 \$ par action ordinaire payable aux porteurs d'actions ordinaires inscrits au 31 mai 2013. L'équivalent de dividende a totalisé 15 M\$ et comprenait un remboursement de 11 M\$ aux porteurs de reçus de souscription ainsi que des charges d'intérêts de 4 M\$ qui correspondent à l'intérêt gagné sur le produit des fonds de reçus de souscription détenus en mains tierces.

Émission de titres de créance

Le 18 avril 2013, la Compagnie a émis des obligations de 10 ans libellées en euros pour un montant de 500 M€ afin de financer son acquisition d'Irish Life. Les obligations sont assorties d'un coupon annuel de 2,50 % dont le prix a été fixé à 99,755 % de la valeur nominale, pour un rendement de 2,528 %. Les obligations ont reçu une notation de A+ de Standard & Poor's Ratings Services (S&P) et sont inscrites à la Irish Stock Exchange. Il s'agit de la première émission de titres de créance de Lifeco dans un marché libellé en euros.

PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les participations ne donnant pas le contrôle de la Compagnie incluent le surplus attribuable aux comptes de participation de filiales et les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales.

LIQUIDITÉS, GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

LIQUIDITÉS

La Compagnie finance elle-même une grande partie de ses besoins en liquidités en appariant ses obligations à court terme aux fonds générés à l'interne et en conservant une quantité adéquate de placements liquides. La Compagnie détient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie directement par l'intermédiaire de la société de portefeuille de Lifeco et des filiales consolidées de Lifeco. Au 30 juin 2013, Lifeco détenait de la trésorerie et des placements à court terme auprès de gouvernements d'un montant de 7,1 G\$ (5,0 G\$ au 31 décembre 2012) et des obligations d'État d'un montant de 25,3 G\$ (25,8 G\$ au 31 décembre 2012), à l'exclusion des fonds liés aux reçus de souscription). Au 30 juin 2013, la Compagnie avait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie d'environ 0,4 G\$ et des placements à court terme d'environ 1,25 G\$ détenus en mains tierces relativement aux fonds touchés en contrepartie des reçus de souscription par l'intermédiaire de la société de portefeuille de Lifeco. Après avoir conclu l'acquisition d'Irish Life et avoir libéré les fonds détenus en mains tierces, Lifeco détenait un montant de 1,0 G\$ en trésorerie et équivalents de trésorerie. De plus, la Compagnie dispose d'importantes marges de crédit auprès de banques à charte canadiennes qui peuvent être utilisées, au besoin, pour répondre à des besoins imprévus en matière de liquidités.

FLUX DE TRÉSORERIE

Flux de trésorerie

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Opérations	1 584 \$	1 270 \$	2 169 \$	1 881 \$
Financement	310	(551)	1 407	(488)
Investissement	(1 256)	(607)	(2 742)	(1 712)
	638	112	834	(319)
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	66	6	59	2
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	704	118	893	(317)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	2 084	1 621	1 895	2 056
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	2 788 \$	1 739 \$	2 788 \$	1 739 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sur une base consolidée, notamment les primes reçues, les produits de placement nets et les honoraires, constituent la principale source de fonds pour la Compagnie. De façon générale, ces fonds servent principalement au paiement des prestations, des participations des titulaires de polices et des sinistres, ainsi que des charges opérationnelles et des commissions. Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont principalement investis pour couvrir les besoins en liquidités liés aux obligations futures. Les activités de financement comprennent l'émission et le rachat d'instruments de capital ainsi que les dividendes et les versements d'intérêts connexes.

Au deuxième trimestre, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 704 M\$ par rapport au 31 mars 2013. Au cours du deuxième trimestre de 2013, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont chiffrés à 1 584 M\$, en hausse de 314 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2012. Les flux de trésorerie liés au financement se sont chiffrés à 310 M\$, principalement en raison du produit de l'émission d'obligations libellées en euros liée à l'achat d'Irish Life pour 659 M\$ qui a été contrebalancé en partie par le paiement de dividendes de 325 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées. Pour le trimestre clos le 30 juin 2013, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 1 256 M\$ à l'acquisition d'actifs d'investissement additionnels.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 893 M\$ par rapport au 31 décembre 2012. Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont chiffrés à 2 169 M\$, une hausse de 288 M\$ par rapport à 2012. Les flux de trésorerie liés au financement se sont chiffrés à 1 407 M\$, principalement en raison du produit de 1,2 G\$ et de 659 M\$ provenant de l'émission des reçus de souscription et de l'émission d'obligations libellées en euros, respectivement, liées à l'achat d'Irish Life, facteurs contrebalancés en partie par le paiement de dividendes de 650 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. En 2013, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 2 742 M\$ à l'acquisition d'actifs d'investissement additionnels.

ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELS

Les engagements et obligations contractuels n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2012.

GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

Au niveau de la société de portefeuille, la Compagnie surveille le montant du capital consolidé disponible et les montants attribués dans ses diverses filiales en exploitation. Le montant du capital attribué dans une société ou dans un pays en particulier dépend des exigences réglementaires locales ainsi que de l'évaluation interne des exigences en capital de la Compagnie dans le contexte de ses risques opérationnels, de ses exigences d'exploitation et de ses plans stratégiques.

La Compagnie a pour politique de maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences en capital réglementaires minimales appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités.

D'autres établissements et filiales à l'étranger doivent se conformer aux exigences en matière de capital et de solvabilité des territoires où ils sont présents.

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières (le BSIF) a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales. Il s'agit du ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MMRPCE). La fourchette cible interne de la Compagnie au chapitre du ratio du MMRPCE pour les principales filiales d'exploitation canadiennes de Lifeco a été révisée et se situe maintenant entre 175 % et 215 % (antérieurement entre 175 % et 200 %), sur une base consolidée.

Le ratio du MMRPCE de la Great-West au 30 juin 2013 s'établissait à 233 % (207 % au 31 décembre 2012). Le ratio du MMRPCE de la London Life au 30 juin 2013 s'établissait à 245 % (243 % au 31 décembre 2012). Le ratio du MMRPCE de la Canada-Vie au 30 juin 2013 était de 271 % (203 % au 31 décembre 2012). Le ratio de MMRPCE ne tient pas compte de l'incidence des liquidités de 0,4 G\$ détenues par Lifeco, la société de portefeuille.

Le ratio du MMRPCE de 233 % de la Great-West comprend 15 points de pourcentage pour tenir compte de l'incidence de l'activité liée au capital en prévision de la conclusion de l'acquisition d'Irish Life. L'incidence connexe pour la Canada-Vie et la London Life était de 50 points de pourcentage et de néant, respectivement.

IAS 19R a eu une incidence totale de 575 M\$, et les filiales de la Compagnie qui sont sous réglementation fédérale ont choisi d'appliquer progressivement, sur huit trimestres, une tranche de 454 M\$ aux fins de l'information à fournir sur le MMRPCE. Au 31 décembre 2012, les filiales de la Compagnie qui sont sous réglementation fédérale ont achevé l'application progressive de l'incidence sur le capital de la conversion aux IFRS. En raison des modifications proposées à l'IFRS portant sur l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et de la nature évolutive des IFRS, il pourrait y avoir de nouvelles modifications aux exigences en matière de capital réglementaire et aux normes comptables, dont certaines pourraient être importantes.

La situation du MPRCE de la Great-West est influencée défavorablement par un goodwill et des immobilisations incorporelles importants, lesquels, sous réserve de l'inclusion obligatoire d'une tranche des immobilisations incorporelles dans le MPRCE au Canada, ne sont pas pris en compte dans le calcul du capital réglementaire disponible.

La capitalisation de la Compagnie et de ses filiales en exploitation tiendra également compte des opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la Compagnie.

La Compagnie est un utilisateur et un fournisseur de produits de réassurance, y compris la réassurance traditionnelle, laquelle sert principalement à réduire les risques garantis pris en charge, et la réassurance financière, en vertu de laquelle le montant du risque garanti transféré au réassureur ou aux réassurés peut être plus limité.

La direction est responsable de l'établissement des procédures d'évaluation du capital relatives à la mise en œuvre et à la surveillance du plan de capital. Le plan de capital est conçu pour assurer le maintien d'un capital adéquat par la Compagnie, en tenant compte de la stratégie et des plans d'affaires de celle-ci. Le conseil d'administration examine et approuve le plan de capital annuel ainsi que toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction conformément au plan.

Initiatives réglementaires du BSIF en matière de capital

Le BSIF a commencé à travailler sur un certain nombre d'initiatives qui auront, ou pourraient avoir, une incidence sur le calcul et la présentation du MPRCE de la Compagnie ou de certaines de ses filiales.

Ces initiatives sont présentées dans le cadre de la réglementation des compagnies d'assurance-vie du BSIF pour 2012 et sont classées selon trois grandes catégories, en ce qui concerne les montants du capital réglementaire : l'examen de la méthode utilisée pour déterminer les exigences en matière de capital relativement aux garanties de fonds distincts, l'examen des critères d'admissibilité et des composantes du capital disponible, ainsi que le nouveau modèle servant à calculer les exigences en matière de capital relatives aux risques de crédit, aux risques de marché, aux risques d'assurance et aux risques opérationnels. En outre, le BSIF tiendra compte des avantages de la diversification et des crédits de couverture dans son nouveau cadre.

La Compagnie évalue actuellement les propositions du BSIF présentées aux intervenants du secteur et participe à des discussions continues avec le BSIF, l'Institut canadien des actuaires, l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes et d'autres participants du secteur. De plus, la Compagnie participe activement aux études d'impact quantitatives du BSIF qui portent sur les risques de crédit, de marché et d'assurance. À l'heure actuelle, la Compagnie n'est pas en mesure de déterminer l'issue de ces initiatives.

MÉTHODE DE RÉPARTITION DU CAPITAL

La Compagnie applique une méthode de répartition du capital aux termes de laquelle les coûts de financement sont ventilés au prorata du capital réparti. En ce qui concerne l'exploitation canadienne et l'exploitation européenne (essentiellement la Great-West), cette méthode de répartition est orientée sur les exigences réglementaires en matière de capital, alors que, pour les activités de services financiers exercées aux États-Unis et de gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam), la méthode est orientée sur la valeur comptable des unités d'exploitation présentée dans les états financiers. Le total du capital soumis à un effet de levier est réparti de façon uniforme entre les unités d'exploitation au prorata du total du capital, ce qui fait en sorte que le ratio d'endettement de chaque unité d'exploitation reflète celui de la société consolidée.

Cette méthode de répartition du capital permet à la Compagnie de calculer des rendements des capitaux propres comparables pour chaque unité d'exploitation. Par conséquent, ces rendements des capitaux propres se fondent sur le capital qui a été alloué aux unités d'exploitation et sur les charges financières associées à ce capital.

Rendement des capitaux propres

	30 juin 2013	31 mars 2013	31 déc. 2012 ⁽³⁾
Exploitation canadienne	23,4 %	22,8 %	22,7 %
Services financiers aux États-Unis⁽¹⁾	18,7 %	20,2 %	20,9 %
Gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam)	(2,9) %	(2,5) %	(2,4) %
Exploitation européenne	19,5 %	18,9 %	18,2 %
Exploitation générale de Lifeco⁽²⁾	(9,6) %	(9,3) %	(5,9) %
Total du bénéfice net de Lifeco	15,6 %	15,7 %	15,3 %
Total du bénéfice opérationnel de Lifeco⁽²⁾	16,8 %	16,8 %	16,5 %

(1) Comprend l'exploitation générale américaine.

(2) La Compagnie utilise le bénéfice opérationnel, une mesure financière non définie par les IFRS qui exclut l'incidence de certaines provisions décrites à la note 30 des états financiers consolidés de la Compagnie au 31 décembre 2012.

(3) Les chiffres correspondants ont été retraités pour tenir compte de l'incidence de l'adoption d'IAS 19R.

Le rendement des capitaux propres correspond au bénéfice net divisé par les capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires, calculé sur les quatre derniers trimestres. La Compagnie a présenté un rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires fondé sur le bénéfice net de 15,6 %, comparativement à 15,3 % au 31 décembre 2012. Le rendement des capitaux propres de la Compagnie relativement au bénéfice opérationnel s'est élevé à 16,8 %, ce qui se compare favorablement à l'objectif à long terme fixé à 15,0 %.

NOTATIONS DE CRÉDIT

Lifeco et ses principales filiales en exploitation affichent d'excellentes notations de crédit, lesquelles sont attribuées par les cinq agences de notation et présentées dans le tableau suivant. Les sociétés en exploitation ci-dessous ont reçu les mêmes notations en matière de santé financière de la part de chaque agence de notation, une approche de notation groupée essentiellement justifiée par la position enviable de la Compagnie sur le marché de l'assurance au Canada et sa situation concurrentielle aux États-Unis et en Europe. La Great-West, la London Life et la Canada-Vie ont en commun leur direction, leur gouvernance et leurs stratégies, ainsi qu'une plateforme d'affaires intégrée. Toutes ces sociétés en exploitation profitent d'un solide soutien financier implicite de Lifeco et sont détenues par cette dernière. Les notations de crédit de la Compagnie n'ont subi aucune modification au cours du deuxième trimestre de 2013.

Agence de notation	Mesure	Lifeco	Great-West	London Life	Canada-Vie	Great-West Financial
A.M. Best Company	Santé financière		A+	A+	A+	A+
DBRS Limited	Capacité de paiement des sinistres Créances de premier rang Créances de second rang	AA (faible)	IC-1	IC-1	IC-1 AA (faible)	NC
Fitch Ratings	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang	A	AA	AA	AA	AA
Moody's Investors Service	Santé financière de l'assureur		Aa3	Aa3	Aa3	Aa3
Standard & Poor's Ratings Services	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang Créances de second rang	A+	AA	AA	AA AA-	AA

GESTION DU RISQUE ET PRATIQUES RELATIVES AU CONTRÔLE

La Compagnie dispose de politiques pour déterminer, mesurer, surveiller et atténuer les risques liés à ses instruments financiers et en assurer le contrôle. Les principaux risques à cet égard sont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (change, taux d'intérêt et marchés boursiers). Le comité de gestion des risques est responsable de surveiller les principaux risques auxquels la Compagnie est exposée. L'approche de la Compagnie en matière de gestion du risque n'a pas changé de manière importante par rapport à celle qui est décrite dans le rapport annuel de 2012 de Lifeco. Une analyse complète de la structure de gouvernance et de l'approche de gestion à l'égard du risque de la Compagnie est présentée à la note intitulée Gestion du risque lié aux instruments financiers dans les états financiers consolidés de la Compagnie datés du 31 décembre 2012.

Instruments financiers dérivés

Aucune modification importante n'a été apportée aux politiques et aux procédures de la Compagnie relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés au cours du deuxième trimestre de 2013. Au cours du semestre clos le 30 juin 2013, le montant nominal en cours des contrats dérivés a augmenté de 1 399 M\$, principalement en raison des contrats liés à l'acquisition d'Irish Life. Au cours du premier trimestre de 2013, la Compagnie a conclu des contrats de change à terme liés à l'investissement à venir dans Irish Life, dans le cadre d'une stratégie globale visant la gestion des risques associés à l'euro. Ces contrats fixent le taux de change entre l'euro et la livre sterling sur une tranche d'environ 300 M€ de l'investissement dans Irish Life et fixent le taux de change entre l'euro et le dollar canadien sur une tranche d'environ 500 M€.

L'exposition de la Compagnie au risque de crédit lié à la contrepartie des instruments dérivés, qui reflète la juste valeur actuelle des instruments qui affichent des profits, a diminué pour s'établir à 640 M\$ au 30 juin 2013, comparativement à 997 M\$ au 31 décembre 2012. La valeur de marché des swaps de devises entre le dollar américain et le dollar canadien utilisés aux fins de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif a diminué en raison du raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien.

MÉTHODES COMPTABLES

En raison de la nature évolutive des IFRS, certaines modifications de ces normes ont eu une incidence sur la Compagnie en 2013 et certaines modifications pourraient avoir une incidence sur la Compagnie dans les périodes à venir. La Compagnie surveille activement les modifications futures aux IFRS proposées par l'International Accounting Standards Board (l'IASB) dans le but d'évaluer si ces modifications sont susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats ou les activités de la Compagnie.

Les tableaux suivants présentent les nouvelles méthodes comptables ainsi que les changements de méthodes comptables qui sont en vigueur en 2013.

Nouvelle norme ou norme révisée	Sommaire des modifications comptables
IAS 19R, <i>Avantages du personnel</i>	<p>La Compagnie a adopté IAS 19R, <i>Avantages du personnel</i>. Les modifications apportées par IAS 19R comprennent l'élimination de la méthode du corridor pour la comptabilisation des écarts actuariels. Ces écarts sont ainsi constatés immédiatement dans les autres éléments du résultat global. Par conséquent, les actifs et les passifs nets au titre des régimes de retraite correspondront à la situation de capitalisation (déficit) des régimes de retraite (moins le plafond de l'actif, le cas échéant) dans les bilans consolidés. De plus, tous les coûts des services, y compris les réductions et les règlements, sont comptabilisés immédiatement en résultat net.</p> <p>En outre, le rendement prévu de l'actif des régimes n'est plus appliqué à la juste valeur des actifs pour calculer le coût des prestations. Selon la norme révisée, le même taux d'actualisation doit être appliqué à l'obligation au titre des prestations ainsi qu'aux actifs du régime lors de la détermination du montant net des charges (produits) d'intérêts. Le taux d'actualisation utilisé pour le montant net des charges (produits) d'intérêts est déterminé en fonction du rendement des obligations de sociétés de haute qualité sur le marché, à l'ouverture de l'exercice.</p> <p>De plus, la norme comprend des modifications portant sur la présentation de l'obligation au titre des prestations définies, de la juste valeur des actifs du régime et des composantes de la charge de retraite dans les états financiers d'une entité, y compris la séparation du montant total des régimes de retraite et des charges au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi entre les montants qui sont comptabilisés dans le compte consolidé de résultat (les coûts des services et les charges d'intérêts nettes) et les montants qui sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat global (les réévaluations). Les informations à fournir à l'égard des régimes de retraite comprennent la présentation de l'analyse de la sensibilité des régimes de retraite de la Compagnie envers le risque, ainsi qu'une explication des éléments comptabilisés dans les états financiers consolidés et une description des montants, de l'échéancier et de l'incertitude des flux de trésorerie futurs de la Compagnie.</p> <p>Conformément aux dispositions transitoires d'IAS 19R, ce changement a été appliqué de manière rétrospective, ce qui a donné lieu à une baisse de 392 M\$ des capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2012 (une baisse de 352 M\$ des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de 40 M\$ du surplus attribuable au compte de participation) et à une baisse supplémentaire de 183 M\$ des capitaux propre d'ouverture au 1^{er} janvier 2013 (une baisse de 169 M\$ des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de 14 M\$ du surplus attribuable au compte de participation). Pour de plus amples renseignements sur l'adoption d'IAS 19R, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.</p>

Nouvelle norme ou norme révisée	Sommaire des modifications comptables
<p>IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i> et IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i></p>	<p>Conformément à IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>, la Compagnie a déterminé si elle devrait consolider certaines entités en fonction de la définition de contrôle. Selon la norme, le contrôle est tributaire du pouvoir qu'a l'investisseur de diriger les activités de l'entreprise détenue, de sa capacité de tirer des avantages variables de ses avoirs dans l'entreprise détenue et du lien direct qui existe entre le pouvoir de diriger les activités et de recevoir des avantages.</p> <p>Avec l'adoption d'IFRS 10, la Compagnie a également adopté les directives d'IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i>. Cette norme exige des informations à fournir supplémentaires, notamment sur la manière de déterminer le contrôle et sur les restrictions pouvant exister en ce qui a trait à l'actif et au passif consolidés présentés par les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées. L'adoption de cette norme augmente la quantité d'informations à fournir au sujet des filiales et des participations dans des entreprises associées de la Compagnie. L'adoption n'a pas eu d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.</p> <p>À l'exclusion des éléments décrits ci-après liés aux fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices et aux titres de fiducies de capital, l'adoption de ces normes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Compagnie.</p> <p>La Compagnie a examiné la définition révisée du contrôle et son application aux fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices, et elle en a conclu que celle-ci n'avait pas changé de façon importante. La Compagnie continuera de présenter les fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices à titre de montants égaux qui se contrebalancent dans les actifs et les passifs des bilans consolidés. La Compagnie a par ailleurs augmenté la quantité d'informations qu'elle présente sur la nature de ces entités et sur les risques connexes. L'application d'IFRS 10 aux fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices pourrait continuer d'évoluer, car les assureurs européens seront tenus d'adopter IFRS 10 le 1^{er} janvier 2014. La Compagnie continuera de surveiller l'évolution d'IFRS 10.</p> <p>Se reporter à la note 9 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir plus de renseignements sur la présentation de ces structures et sur les informations à fournir à leur égard.</p> <p>La Compagnie a consolidé la Fiducie de capital Canada-Vie et la Fiducie de capital Great-West (les « fiducies de capital ») en vertu d'IAS 27, <i>États financiers consolidés et individuels</i>. Les fiducies de capital ne seront plus consolidées dans les états financiers, car les participations de la Compagnie dans celles-ci ne sont pas exposées aux rendements variables et, par conséquent, elles ne répondent pas à la définition révisée du contrôle établie dans IFRS 10. Ce changement dans la consolidation n'a eu aucune incidence sur le bénéfice net et sur les capitaux propres de la Compagnie. Toutefois, la déconsolidation a donné lieu à des hausses de 282 M\$ des obligations au 1^{er} janvier 2012 et de 45 M\$ au 31 décembre 2012, lesquelles ont entraîné des hausses correspondantes dans le passif attribuable aux débentures de fiducies de capital dans les bilans consolidés.</p> <p>Pour de plus amples renseignements sur l'adoption d'IFRS 10, se reporter aux notes 3 et 9 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.</p>

Nouvelle norme ou norme révisée	Sommaire des modifications comptables
IFRS 11, <i>Partenariats</i>	La Compagnie a adopté les directives d'IFRS 11, <i>Partenariats</i> , lesquelles séparent les entités contrôlées conjointement selon qu'il s'agisse d'entreprises communes ou de coentreprises. Cette norme élimine l'option d'utiliser la consolidation proportionnelle pour comptabiliser des participations dans des coentreprises, celles-ci devant dorénavant être comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque la Compagnie participe à une entreprise commune, elle comptabilise sa quote-part de l'actif, du passif et du bénéfice net. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur la Compagnie.
IFRS 13, <i>Évaluation de la juste valeur</i>	La Compagnie a adopté les directives d'IFRS 13, <i>Évaluation de la juste valeur</i> , qui visent à accroître la cohérence et la comparabilité des évaluations à la juste valeur à l'aide d'une hiérarchie des justes valeurs. Les données qui sont utilisées dans les techniques d'évaluation sont classées selon une échelle de trois niveaux, laquelle place au plus haut niveau les cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, et au niveau le plus bas les données non observables. Cette norme porte principalement sur la présentation de l'information, et son adoption n'a donc pas eu d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.
IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>	La Compagnie a adopté les directives de la version modifiée d'IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i> . Selon la norme modifiée, les autres éléments du résultat global doivent être classés d'après leur nature et groupés selon qu'ils seront reclassés en résultat net au cours d'une période ultérieure (lorsque certaines conditions sont réunies) ou qu'ils ne le seront pas. Cette norme révisée porte seulement sur la présentation et n'a donc pas eu d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.
IFRS 7, <i>Instruments financiers</i>	La Compagnie a adopté les directives des modifications apportées à IFRS 7, <i>Instruments financiers</i> , qui présentent de nouvelles informations à fournir relativement aux instruments financiers, notamment au sujet des droits de compensation et des arrangements connexes aux termes de conventions de compensation globale. La norme révisée porte seulement sur la présentation de l'information et n'a donc pas eu d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.

Le tableau suivant présente les IFRS qui pourraient être modifiées après 2013 et qui pourraient avoir une incidence sur la Compagnie :

Nouvelle norme ou norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i>	<p>L'IASB a publié un exposé-sondage révisé pour IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i>, qui propose des modifications à la norme comptable portant sur les contrats d'assurance en juin 2013. Les modifications proposées visent à répondre aux questions liées à l'évaluation, à la présentation et à la transition qui ont été soulignées dans l'exposé-sondage initial, publié en juillet 2010, lors de consultations menées auprès du secteur de l'assurance et des utilisateurs d'états financiers. Les propositions révisées s'inspireraient du modèle d'évaluation par étapes qui oblige l'assureur à évaluer les passifs d'assurance au moyen d'un modèle axé sur le montant, l'échéance et le degré d'incertitude des flux de trésorerie futurs associés aux contrats d'assurance.</p> <p>La norme proposée diffère de manière importante des pratiques comptables et actuarielles actuellement utilisées par la Compagnie en vertu de la méthode canadienne axée sur le bilan (MCAB). Les pratiques comptables actuelles établissent un lien étroit entre l'évaluation comptable des passifs d'assurance et les actifs précis utilisés pour soutenir ces passifs, ce qui réduit les non-concordances comptables lorsque les passifs et les actifs sont appariés adéquatement d'un point de vue économique. Selon les propositions de l'IASB, la plupart des passifs relatifs aux contrats d'assurance seraient évalués en fonction des taux d'intérêt en vigueur et, selon les modifications proposées en mars 2013 pour IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>, les actifs d'investissement liés à certains titres de créance seraient également comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Par conséquent, la variation de la valeur comptable des passifs d'assurance et des actifs d'investissement découlant de la variation des taux d'intérêt serait présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt que dans le résultat net. Bien que cette proposition exclue la volatilité liée aux taux d'intérêt du résultat net, certains autres actifs utilisés pour soutenir les passifs d'assurance ne sont pas admissibles à l'évaluation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, comme les prêts et les créances, qui seraient plutôt évalués au coût amorti, et d'autres actifs, comme les placements en titres de capitaux propres, qui seraient évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces différences de base d'évaluation pourraient donner lieu à une volatilité importante dans le bénéfice net et les capitaux propres de la Compagnie.</p> <p>Les propositions révisées de l'IASB auront également une incidence sur le calcul des passifs relatifs aux contrats d'assurance. La Compagnie évalue l'incidence globale de ces différences. L'exposé-sondage révisé propose aussi que des changements soient apportés à la présentation des produits des contrats d'assurance qui sont comptabilisés au cours de la période et qui sont présentés dans les états financiers.</p> <p>La Compagnie évalue cette norme conjointement avec les modifications proposées au titre du classement et de l'évaluation des instruments financiers en vertu d'IFRS 9 afin de déterminer l'incidence potentielle qu'elles pourraient avoir sur la Compagnie. Tant qu'une nouvelle IFRS visant l'évaluation des contrats d'assurance ne sera pas publiée et entrée en vigueur, la Compagnie continuera d'évaluer les passifs relatifs aux polices d'assurance selon les politiques comptables et actuarielles actuelles, y compris selon la MCAB. L'entrée en vigueur d'une norme définitive n'est pas prévue avant 2018. La Compagnie continue de surveiller activement les développements à cet égard.</p>

Nouvelle norme ou norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>	<p>L'IASB a publié IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>, en 2010 afin de remplacer IAS 39, <i>Instruments financiers</i>. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. L'IASB compte apporter de nouvelles modifications à la comptabilisation des instruments financiers et elle a donc divisé en trois phases son projet de modification d'IFRS 9 : classement et évaluation, méthode de dépréciation et comptabilité de couverture.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les dispositions existantes d'IFRS 9 portant sur le classement et l'évaluation exigent que tous les actifs financiers soient initialement classés soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais du résultat net ou, selon le choix effectué, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sans recycler les profits et les pertes réalisés en résultat net. Les catégories « disponible à la vente », « détenu jusqu'à son échéance » et « prêts et créances » seraient éliminées. Les autres changements proposés à la norme ont aussi mis en place une catégorie de classement supplémentaire pour les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Cette phase exige également que les dérivés incorporés soient évalués aux fins du classement avec leur actif financier hôte. • L'IASB a publié un exposé-sondage révisé en mars 2013 portant sur l'utilisation de la méthode de dépréciation pour les actifs financiers. • L'IASB a conclu ses délibérations au sujet des critères liés à l'application de la comptabilité de couverture et à l'évaluation de l'efficacité, et l'organisme compte lancer la phase finale des travaux liés à la comptabilité de couverture au cours du deuxième semestre de 2013. <p>L'incidence d'IFRS 9 sur la Compagnie sera évaluée de façon approfondie lorsque les étapes restantes du projet de l'IASB qui vise à remplacer IAS 39 auront été franchies. Selon l'échéancier actuel, l'adoption d'IFRS 9 est prévue pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2015. La Compagnie continue toutefois de suivre activement l'évolution de cette norme en considérant les changements apportés à IFRS 4.</p>
IAS 17, <i>Contrats de location</i>	<p>En mai 2013, l'IASB a publié un exposé-sondage révisé qui modifie la proposition, publiée en mai 2010, d'un nouveau modèle comptable pour les contrats de location, aux termes duquel le preneur et le bailleur auront à constater les actifs et les passifs au bilan à la valeur actualisée des paiements de location découlant de tous les contrats de location d'une durée maximum possible de plus de 12 mois.</p> <p>Le nouveau classement serait le modèle reposant sur le droit d'utilisation, qui remplacerait les modèles comptables de contrat de location simple et de contrat de location-financement qui existent actuellement. L'exposé-sondage révisé comprend des directives pour déterminer quels contrats sont des contrats de location, et il présente des approches distinctes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des charges et des flux de trésorerie découlant de contrats de locations en fonction du montant de l'avantage économique de l'actif loué qui sera utilisé par le preneur.</p> <p>L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée de façon approfondie une fois que la version finale de la norme sur les contrats de location sera publiée.</p>

Nouvelle norme ou norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IAS 18, <i>Produits des activités ordinaires</i>	<p>L'IASB a publié un deuxième exposé-sondage en novembre 2011, qui propose la création d'une norme unique portant sur la comptabilisation des produits afin d'uniformiser la présentation de l'information financière sur les produits provenant de contrats clients et les coûts connexes. Une société serait ainsi tenue de comptabiliser, lors de la prestation de services ou de la vente de biens à un client, un produit correspondant à la contrepartie que la société s'attend à recevoir du client.</p> <p>L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée une fois que la version finale de la norme sur la comptabilisation des produits sera publiée, ce qui est prévu au deuxième semestre de 2013.</p>
IAS 32, <i>Instruments financiers : Présentation</i>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2014, la Compagnie adoptera les directives comprises dans les modifications apportées à IAS 32, <i>Instruments financiers : Présentation</i>. Cette norme révisée précise les exigences en matière de compensation des actifs et des passifs financiers.</p> <p>Ces modifications n'auront aucune incidence sur les résultats financiers de la Compagnie, ni sur la présentation de ses états financiers.</p>

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS SECTORIELS

Les résultats opérationnels consolidés de Lifeco, y compris les chiffres correspondants, sont présentés selon les IFRS, après la répartition du capital. Les résultats opérationnels correspondants ont été retraités pour tenir compte de l'incidence respective des nouvelles IFRS et des IFRS révisées qui entrent en vigueur au cours de l'exercice, notamment IAS 19R. Les résultats opérationnels consolidés de Lifeco correspondent au bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), de la Corporation Financière Canada-Vie (la CFCV), de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), de Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et de Putnam Investments, LLC (Putnam), à quoi s'ajoutent les résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Aux fins de la présentation de l'information, les résultats opérationnels consolidés sont regroupés en quatre secteurs à présenter, soit l'exploitation canadienne, l'exploitation américaine, l'exploitation européenne et l'exploitation générale de Lifeco, lesquels reflètent les emplacements géographiques ainsi que la structure de gestion et la structure interne des sociétés.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco tient compte des résultats opérationnels de l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ce secteur regroupe trois unités d'exploitation principales. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance individuelle, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Gestion du patrimoine, la Compagnie offre des produits de capitalisation et de rentes immédiates aux clients de la Collective et de l'Individuelle au Canada. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance collective, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-maladie, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance-invalidité et d'assurance créances à l'intention des clients de la Collective au Canada.

Principales données financières consolidées – Exploitation canadienne

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Primes et dépôts	5 290 \$	5 565 \$	4 861 \$	10 855 \$	10 123 \$
Souscriptions*	2 547	3 012	2 181	5 559	4 849
Honoraires et autres produits	295	289	270	584	547
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	281	265	253	546	495
Total de l'actif	124 381 \$	125 243 \$	116 869 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs	3 723	3 767	3 376		
Total de l'actif géré	128 104	129 010	120 245		
Autres actifs administrés	13 632	13 600	12 594		
Total de l'actif administré	141 736 \$	142 610 \$	132 839 \$		

* Les souscriptions (une mesure non définie par les IFRS) de 2012 ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés aux méthodes en 2013, lesquels améliorent l'uniformité entre les plateformes de la Compagnie et les normes du secteur sur l'évaluation des souscriptions.

FAITS NOUVEAUX EN 2013

- Les primes et dépôts ont augmenté de 429 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2012, pour s'établir à 5 290 M\$.
- Les souscriptions au deuxième trimestre de 2013 ont été de 2 547 M\$, soit une hausse de 366 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2012.
- Les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 295 M\$ au deuxième trimestre de 2013, une hausse de 25 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2012.
- Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le deuxième trimestre de 2013 s'est chiffré à 281 M\$, comparativement à 253 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012.
- L'unité Assurance individuelle continue de revoir le tarif de ses produits afin de s'ajuster à la conjoncture économique. Elle a aussi lancé, au deuxième trimestre de 2013, de nouveaux tarifs pour les produits d'assurance-vie universelle et d'assurance-invalidité à coût nivelé.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION CANADIENNE

ASSURANCE INDIVIDUELLE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Primes et dépôts	1 029 \$	1 001 \$	992 \$	2 030 \$	1 918 \$
Souscriptions*	108	107	122	215	238
Bénéfice net	71	56	26	127	93

* Les souscriptions (une mesure non définie par les IFRS) de 2012 ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés aux méthodes en 2013, lesquels améliorent l'uniformité entre les plateformes de la Compagnie et les normes du secteur sur l'évaluation des souscriptions.

Primes et dépôts

Au cours du trimestre, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 37 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 029 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 34 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 947 M\$ au cours du trimestre, essentiellement en raison de l'augmentation de 5 % des primes d'assurance-vie avec participation. Les primes liées aux produits de protection du vivant ont augmenté de 3 M\$ au cours du trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 82 M\$.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2013, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 6 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 030 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 106 M\$, pour atteindre 1 865 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les primes liées aux produits de protection du vivant ont augmenté de 6 M\$, pour s'établir à 165 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 28 M\$, pour se chiffrer à 1 029 M\$, par rapport au trimestre précédent essentiellement en raison d'une hausse de 5 % des primes d'assurance-vie avec participation attribuable au caractère saisonnier normal des souscriptions d'assurance-vie.

Souscriptions

Au cours du deuxième trimestre de 2013, les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont diminué de 13 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 98 M\$, principalement en raison d'une diminution de 39 % des souscriptions de produits d'assurance-vie universelle qui découle surtout de la vigueur des souscriptions enregistrées au deuxième trimestre de 2012, avant l'annonce de la hausse des tarifs. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 10 M\$, soit une baisse de 1 M\$ par rapport au montant enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont diminué de 24 M\$, pour s'établir à 193 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la baisse de 42 % des souscriptions de produits d'assurance-vie universelle. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 22 M\$, soit 1 M\$ de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle se sont établies à 98 M\$, une hausse de 3 M\$ par rapport au trimestre précédent. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 10 M\$, une baisse de 2 M\$ par rapport au trimestre précédent.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre a augmenté de 45 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2012. Cette hausse est principalement attribuable à l'incidence défavorable de l'accroissement des marges liées aux risques de réinvestissement au deuxième trimestre de 2012, ainsi qu'à la réduction des pressions exercées par les nouvelles affaires, facteurs contrebalancés en partie par les résultats défavorables au chapitre du comportement des titulaires de polices et l'incidence défavorable de l'actualisation de l'impôt différé.

Le bénéfice net a augmenté de 34 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2013, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à une réduction de 18 M\$ des pressions exercées par les nouvelles affaires et à une amélioration de 18 M\$ des résultats au chapitre des placements, facteurs contrebalancés en partie par une réduction de 5 M\$ des résultats au chapitre de la mortalité et de la morbidité.

Le bénéfice net a augmenté de 15 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à une amélioration de 9 M\$ des résultats au chapitre de la mortalité et à une réduction de 5 M\$ des pressions exercées par les nouvelles affaires.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation était de 19 M\$ au deuxième trimestre de 2013, comparativement à une perte nette de 4 M\$ au deuxième trimestre de 2012. Cette augmentation comprend une réduction de 8 M\$ des pressions exercées par les nouvelles affaires.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, le bénéfice net attribuable au compte de participation s'est chiffré à 34 M\$, comparativement à une perte nette de 10 M\$ pour la période correspondante de 2012. Cette augmentation comprend une réduction de 20 M\$ des pressions exercées par les nouvelles affaires.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation a augmenté de 4 M\$ par rapport au premier trimestre de 2013, ce qui comprend une réduction de 2 M\$ des pressions exercées par les nouvelles affaires.

GESTION DU PATRIMOINE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Primes et dépôts	2 371 \$	2 689 \$	2 011 \$	5 060 \$	4 492 \$
Souscriptions*	2 323	2 617	1 906	4 940	4 324
Honoraires et autres produits	245	238	222	483	450
Bénéfice net	90	90	80	180	148

* Les souscriptions (une mesure non définie par les IFRS) de 2012 ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés aux méthodes en 2013, lesquels améliorent l'uniformité entre les plateformes de la Compagnie et les normes du secteur sur l'évaluation des souscriptions.

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts des fonds de placement de détail exclusifs pour le deuxième trimestre de 2013 ont augmenté de 65 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 929 M\$. Cette augmentation reflète le flux des fonds dans le marché canadien des fonds d'investissement. Les primes et les dépôts des produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates se sont chiffrés à 63 M\$, une augmentation de 12 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2012. Les primes et les dépôts liés aux produits de retraite collectifs ont augmenté de 283 M\$, pour s'établir à 1 379 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ce résultat tient à la vigueur des transferts forfaitaires effectués par les nouveaux clients des régimes de capitalisation collectifs, à la hausse des dépôts effectués par les clients existants des régimes de capitalisation collectifs, ainsi qu'à l'augmentation des dépôts dans des produits de placement seulement.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, les primes et les dépôts des fonds de placement de détail exclusifs ont augmenté de 128 M\$, pour s'établir à 2 066 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués ci-dessus pour le trimestre. Les primes et les dépôts des produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates se sont chiffrés à 133 M\$ pour le premier semestre de 2013, soit un montant comparable à celui enregistré pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les primes et les dépôts liés aux produits de retraite collectifs ont augmenté de 441 M\$, pour s'établir à 2 861 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce résultat tient à la vigueur des transferts forfaitaires effectués par les nouveaux clients des régimes de capitalisation collectifs, à la hausse des dépôts effectués par les clients existants des régimes de capitalisation collectifs, ainsi qu'à l'augmentation des primes lors de la souscription de produits de rentes collectifs à prime unique.

Par rapport au trimestre précédent, les primes et les dépôts ont diminué de 208 M\$ pour les fonds de placement de détail exclusifs et de 7 M\$ pour les produits à taux d'intérêt garantis, en raison de l'incidence positive de la saison des REER sur les primes et les dépôts du premier trimestre. Les primes liées aux produits de retraite collectifs ont diminué de 103 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison de la diminution des dépôts dans les régimes de capitalisation collectifs et de la baisse des souscriptions de produits de rentes collectifs à prime unique, contrebalancées en partie par la hausse des dépôts dans des produits de placement seulement.

Souscriptions

Les souscriptions pour le trimestre ont augmenté de 417 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs ont augmenté de 170 M\$, pour s'établir à 1 290 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison des solides souscriptions de produits de base et de produits destinés aux particuliers à valeur nette élevée, légèrement contrebalancées par une diminution des souscriptions de produits assortis d'une garantie de retrait minimum. Les souscriptions de produits à taux d'intérêt garantis de détail et de produits de rentes immédiates ont augmenté de 1 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 160 M\$. Les souscriptions de produits de retraite collectifs se sont chiffrées à 611 M\$, une augmentation de 202 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de l'augmentation des transferts forfaitaires effectués par les nouveaux clients des régimes de capitalisation collectifs et de la hausse des souscriptions de produits de placement seulement.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, les souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs ont augmenté de 232 M\$, pour s'établir à 2 744 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les souscriptions de produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates ont diminué de 32 M\$, pour s'établir à 349 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de l'incidence de la faiblesse des taux d'intérêt. Les souscriptions de produits de retraite collectifs ont augmenté de 350 M\$, pour se chiffrer à 1 260 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison d'une importante hausse des souscriptions de régimes de capitalisation collectifs et de produits de rentes collectifs à prime unique.

Les souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs ont diminué de 164 M\$ et les souscriptions de produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates ont diminué de 29 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison de l'incidence favorable de la saison des REER sur les résultats du premier trimestre. Les souscriptions de produits de retraite collectifs ont diminué de 38 M\$ en raison de la baisse des souscriptions de régimes de capitalisation collectifs et de produits de rentes collectifs à prime unique. Cette baisse a été contrebalancée en partie par la hausse des souscriptions de produits de placement seulement.

Honoraires et autres produits

Les honoraires pour le deuxième trimestre de 2013 ont augmenté de 23 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2012, en raison des profits réalisés sur le marché et des flux de trésorerie nets positifs, facteurs ayant contribué à la croissance de l'actif géré. Cette situation a été contrebalancée en partie par la baisse des marges liées aux honoraires.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, les honoraires et autres produits ont augmenté de 33 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour la comparaison entre trimestres pour les honoraires et autres produits.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 7 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison de la hausse de l'actif géré moyen quotidien.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2013 a augmenté de 10 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation découle principalement de la hausse des honoraires et des reports de frais d'acquisition de fonds distincts, hausses contrebalancées en partie par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité et par la baisse des profits sur les placements.

Le bénéfice net a augmenté de 32 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2013, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle principalement de la hausse des honoraires, des reports de frais d'acquisition de fonds distincts et des modifications des bases actuarielles liées aux contrats d'assurance, hausses contrebalancées en partie par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité.

Le bénéfice net est demeuré comparable à celui du trimestre précédent. Les augmentations découlant de la hausse des honoraires et des cotisations relatives aux frais d'acquisition de fonds distincts ont été contrebalancées par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité et par la baisse des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

ASSURANCE COLLECTIVE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Primes et dépôts	1 890 \$	1 875 \$	1 858 \$	3 765 \$	3 713 \$
Souscriptions	116	288	153	404	287
Honoraires et autres produits	38	37	38	75	76
Bénéfice net	118	95	97	213	184

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts pour le deuxième trimestre de 2013 ont augmenté de 32 M\$, pour s'établir à 1 890 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison d'une augmentation des primes d'assurance-invalidité de longue durée.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, les primes et les dépôts ont augmenté de 52 M\$ par rapport à la période correspondante de 2012, pour s'établir à 3 765 M\$, essentiellement en raison de la hausse des primes d'assurance-invalidité de longue durée.

Les primes et les dépôts ont augmenté de 15 M\$ par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 1 890 M\$.

Souscriptions

Les souscriptions ont diminué de 37 M\$, pour s'établir à 116 M\$, par rapport au deuxième trimestre de 2012. Cette diminution tient à la baisse des souscriptions des produits d'assurance créances et des ventes directes découlant d'une importante souscription au deuxième trimestre de 2012 qui ne s'est pas reproduite au trimestre considéré, ainsi qu'à la baisse des souscriptions sur le marché des grandes affaires. Les souscriptions du marché des grandes affaires peuvent varier grandement d'un trimestre à l'autre. Ces diminutions ont été en partie contrebalancées par la hausse des souscriptions dans le marché des petites et des moyennes affaires.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, les souscriptions ont augmenté de 117 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 404 M\$. L'augmentation tient essentiellement à la hausse des souscriptions des produits d'assurance créances et des ventes directes découlant d'une importante souscription d'un montant de 156 M\$ en 2013, comparativement à une importante souscription de 39 M\$ en 2012.

Les souscriptions ont diminué de 172 M\$, pour s'établir à 116 M\$, par rapport au trimestre précédent en raison de la baisse des souscriptions sur le marché des produits d'assurance créances et des ventes directes, alors qu'une importante souscription avait été enregistrée au trimestre précédent. Cette diminution est également attribuable à la baisse des souscriptions sur le marché des grandes affaires. Les souscriptions du marché des grandes affaires peuvent varier grandement d'un trimestre à l'autre. Cette diminution a été en partie contrebalancée par la hausse des souscriptions dans le marché des petites et des moyennes affaires.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits sont essentiellement tirés des contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective, au prix coûtant majoré.

Les honoraires et autres produits pour le trimestre étaient comparables à ceux enregistrés au deuxième trimestre de 2012.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, les honoraires et autres produits ont diminué de 1 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la baisse des équivalents des primes SAS.

Les honoraires et autres produits pour le trimestre ont augmenté de 1 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des équivalents des primes SAS.

Bénéfice net

Pour le deuxième trimestre de 2013, le bénéfice net a augmenté de 21 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison des résultats favorables au chapitre de la mortalité, de la hausse des profits relatifs aux frais d'assurance et de la diminution de l'impôt sur le résultat, facteurs contrebalancés en partie par les résultats défavorables au chapitre de la morbidité et par la baisse des profits associés aux modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Le bénéfice net a augmenté de 29 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2013, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 213 M\$, principalement en raison des résultats favorables au chapitre de la mortalité et de la morbidité, de la hausse des profits relatifs aux frais d'assurance et de la réduction de l'impôt sur le résultat. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par la baisse des profits liés aux modifications des bases liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Le bénéfice net a augmenté de 23 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de la hausse des profits sur les placements, de l'augmentation des profits relatifs aux frais d'assurance et de la réduction de l'impôt sur le résultat, facteurs contrebalancés en partie par les résultats défavorables au chapitre de la mortalité et de la morbidité et par la baisse des profits liés aux modifications des bases liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

EXPLOITATION GÉNÉRALE CANADIENNE

Les résultats de l'exploitation générale canadienne tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation canadienne.

Le bénéfice net de l'exploitation générale canadienne s'est chiffré à 2 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013, comparativement à un bénéfice net de 50 M\$ au deuxième trimestre de 2012. Cette diminution de 48 M\$ découle principalement de la diminution des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché des immeubles de placement couvrant le surplus de l'exploitation générale de 20 M\$ et des éléments liés à l'impôt sur le résultat. Les résultats du deuxième trimestre de 2012 comprenaient le règlement de certaines questions fiscales ayant eu une incidence positive de 22 M\$ sur le bénéfice net, une situation qui ne s'est pas reproduite au cours du trimestre considéré.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, l'exploitation générale canadienne a affiché un bénéfice net de 26 M\$, comparativement à 70 M\$ pour la période correspondante de 2012. La diminution du bénéfice net est principalement attribuable à la diminution des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché sur les immeubles de placement couvrant le surplus de 43 M\$ ainsi qu'au règlement de certaines questions fiscales évoquées ci-dessus pour le trimestre. Au cours du premier trimestre de 2013, la Compagnie a effectué une revue des passifs éventuels restants relativement aux coûts liés à l'acquisition de la Corporation Financière Canada-Vie en 2003 et elle a déterminé que la plupart des provisions n'étaient plus requises, ce qui a eu une incidence positive de 23 M\$ sur le bénéfice net au premier trimestre.

Le bénéfice net a diminué de 22 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la revue des passifs éventuels ayant trait aux coûts liés à l'acquisition de la Corporation Financière Canada-Vie évoquée ci-dessus pour les résultats depuis le début de l'exercice.

EXPLOITATION AMÉRICAINNE

Les résultats opérationnels de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Financial, de Putnam, des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Services financiers, la Compagnie offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur et des services de gestion et de tenue de dossiers, de gestion de fonds et de placement et de consultation. Elle offre également des produits individuels, notamment des comptes de retraite et des produits d'assurance-vie et de rentes, ainsi que des produits d'assurance-vie détenue par des sociétés et des régimes d'avantages à l'intention des cadres. L'unité Gestion d'actifs de la Compagnie offre des services de gestion de placements, des services de distribution, des services administratifs ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

Principales données financières consolidées – Exploitation américaine

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Primes et dépôts	7 911 \$	8 867 \$	6 097 \$	16 778 \$	13 334 \$
Souscriptions*	9 026	9 950	6 613	18 976	14 545
Honoraires et autres produits	343	331	306	674	608
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	73	71	85	144	159
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires (en dollars américains)	71	70	84	141	158
Total de l'actif	64 278 \$	62 462 \$	57 302 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	145 550	142 264	125 652		
Total de l'actif géré	209 828	204 726	182 954		
Autres actifs administrés	168 498	160 774	136 562		
Total de l'actif administré	378 326 \$	365 500 \$	319 516 \$		

* Les souscriptions (une mesure non définie par les IFRS) de 2012 ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés aux méthodes en 2013, lesquels améliorent l'uniformité entre les plateformes de la Compagnie et les normes du secteur sur l'évaluation des souscriptions.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION AMÉRICAINE

CONVERSION DES DEVICES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS visant à éliminer l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS du présent rapport.

SERVICES FINANCIERS

FAITS NOUVEAUX EN 2013

- Les récentes initiatives de Great-West Financial visant à pénétrer le marché des transferts du solde des comptes de retraite individuels et du marché des rentes liées aux comptes de retraite individuels, et visant à assurer sa croissance au sein de ces marchés, ont donné lieu à des souscriptions de 256 M\$ US pour le semestre clos le 30 juin 2013, une hausse de 75 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Pour le trimestre clos le 30 juin 2013, les primes et dépôts ont augmenté de 42 M\$ US, soit une hausse de 3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Pour le trimestre clos le 30 juin 2013, les souscriptions se sont établies à 2,5 G\$ US, une hausse de 34 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2013, les souscriptions se sont chiffrées à 5,0 G\$ US, soit une hausse de 23 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces hausses par rapport à 2012 étaient principalement attribuables à une hausse du volume de souscriptions au sein du marché des régimes 401(k) et du marché du secteur public et des organismes à but non lucratif.
- Les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 147 M\$ US pour le trimestre clos le 30 juin 2013, soit une hausse de 26 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012*	30 juin 2013	30 juin 2012*
Primes et dépôts	1 412 \$	1 434 \$	1 357 \$	2 846 \$	2 863 \$
Souscriptions**	2 527	2 517	1 873	5 044	4 074
Honoraires et autres produits	150	140	122	290	245
Bénéfice net	87	85	90	172	176
Primes et dépôts (en dollars américains)	1 385 \$	1 420 \$	1 343 \$	2 805 \$	2 849 \$
Souscriptions (en dollars américains)**	2 478	2 492	1 855	4 970	4 056
Honoraires et autres produits (en dollars américains)	147	140	121	287	244
Bénéfice net (en dollars américains)	85	84	89	169	175

* Au cours de 2012, la Compagnie a réaffecté à Great-West Financial certains éléments de l'impôt sur le résultat et des charges initialement comptabilisés dans l'exploitation générale américaine, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des réaffectations, le cas échéant.

** Les souscriptions (une mesure non définie par les IFRS) de 2012 ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés aux méthodes en 2013, lesquels améliorent l'uniformité entre les plateformes de la Compagnie et les normes du secteur sur l'évaluation des souscriptions.

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts du deuxième trimestre de 2013 ont augmenté de 42 M\$ US par rapport au deuxième trimestre de 2012 en raison de la hausse de 101 M\$ US des primes et des dépôts enregistrée par les Services de retraite qui a été contrebalancée par une baisse de 59 M\$ US enregistrée dans les Marchés de l'Individuelle. L'augmentation au sein des Services de retraite est principalement attribuable à l'augmentation de 58 M\$ US des primes et dépôts liés aux régimes 401(k) qui découlent de la hausse de 40 M\$ US des transferts des options de placement de détail vers le fonds général. La diminution au sein des Marchés de l'Individuelle est principalement attribuable au ralentissement des souscriptions au sein du marché des banques de détail au deuxième trimestre de 2013.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, les primes et les dépôts ont diminué de 44 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2012 en raison d'une baisse de 108 M\$ US enregistrée par les Marchés de l'Individuelle qui a été contrebalancée par une hausse de 64 M\$ US dans les Services de retraite. La diminution au sein des Marchés de l'Individuelle est principalement attribuable au ralentissement des souscriptions dans le marché des banques de détail. La hausse au sein des Services de retraite est principalement liée au montant de 59 M\$ US provenant du produit de rentes collectif lancé au cours du deuxième semestre de 2012 et distribué par American Funds, le partenaire institutionnel de Great-West Financial.

Par rapport au trimestre précédent, les primes et les dépôts ont diminué de 35 M\$ US, en raison d'une baisse de 65 M\$ US enregistrée par les Marchés de l'Individuelle qui a été contrebalancée en partie par une hausse de 30 M\$ US au sein des Services de retraite.

Souscriptions

Pour le deuxième trimestre, les souscriptions ont augmenté de 623 M\$ US par rapport au deuxième trimestre de 2012 en raison d'une hausse des souscriptions de 621 M\$ US pour les Services de retraite. La hausse enregistrée au sein des Services de retraite est principalement attribuable à une hausse du volume de souscriptions au sein du marché des régimes 401(k) et du marché du secteur public et des organismes à but non lucratif.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, les souscriptions ont augmenté de 914 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2012 en raison de la hausse de 926 M\$ US enregistrée au sein des Services de retraite qui a été contrebalancée par une baisse de 12 M\$ US dans les Marchés de l'Individuelle. La hausse au sein des Services de retraite découle de l'augmentation du volume de souscriptions au sein du marché des régimes 401(k) et du marché du secteur public et des organismes à but non lucratif. La diminution enregistrée dans les Marchés de l'Individuelle est principalement attribuable à la baisse de 122 M\$ US des souscriptions liées aux marchés des banques de détail et des produits d'assurance-vie détenue par des sociétés qui a été contrebalancée par la hausse de 110 M\$ US des souscriptions dans le marché des comptes de retraite individuels et dans le marché des rentes individuelles.

Les souscriptions ont diminué de 14 M\$ US par rapport au trimestre précédent en raison de la baisse de 45 M\$ US enregistrée par les Services de retraite qui a été contrebalancée par une hausse de 31 M\$ US au sein des Marchés de l'Individuelle.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2013 ont augmenté de 26 M\$ US par rapport au deuxième trimestre de 2012, principalement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, les honoraires et autres produits ont augmenté de 43 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent essentiellement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 7 M\$ US par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de la hausse de 3 M\$ US des honoraires variables au sein des Services de retraite qui découle de l'augmentation de l'actif moyen, laquelle s'explique par l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et les flux de trésorerie positifs et par la hausse de 3 M\$ US des frais administratifs dans les Services de retraite.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2013 a diminué de 4 M\$ US par rapport au deuxième trimestre de 2012, principalement en raison de la réduction moins marquée des marges liées au risque de réinvestissement, qui s'est chiffrée à 12 M\$ US, et de la baisse de 7 M\$ US des profits au chapitre de la mortalité, facteurs contrebalancés par l'augmentation de 8 M\$ US des marges sur les placements et par les modifications favorables de 6 M\$ US des bases associées aux charges.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, le bénéfice net a diminué de 6 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2012, principalement en raison d'économies d'impôt de 15 M\$ US en 2012 et de la réduction moins marquée des marges liées au risque de réinvestissement, qui s'est chiffrée à 12 M\$ US, facteurs contrebalancés par la hausse de 11 M\$ US des marges sur les placements, les modifications favorables de 6 M\$ US des bases associées aux charges et l'augmentation de 6 M\$ US des profits au chapitre de la mortalité.

Le bénéfice net a augmenté de 1 M\$ US par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison des modifications favorables de 6 M\$ US des bases associées aux charges, de la hausse de 4 M\$ des honoraires et de l'augmentation de 4 M\$ US des profits liés aux surplus d'actifs, facteurs contrebalancés en partie par la diminution de 12 M\$ US des profits au chapitre de la mortalité.

GESTION D'ACTIFS**FAITS NOUVEAUX EN 2013**

- L'actif géré de clôture de Putnam s'est chiffré à 134 G\$ US au 30 juin 2013, en hausse de 14 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des marchés financiers, qui étaient favorables.
- Les souscriptions brutes de Putnam pour le trimestre clos le 30 juin 2013 ont augmenté de 1,7 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la vigueur des souscriptions de fonds communs de placement au cours du trimestre considéré, souscriptions qui étaient à leur niveau le plus élevé depuis le premier trimestre de 2004. Les souscriptions brutes depuis le début de l'exercice ont augmenté de plus de 3,3 G\$ US par rapport à l'exercice précédent.
- Les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 189 M\$ US au deuxième trimestre de 2013, en hausse de 7 M\$ US par rapport au deuxième trimestre de 2012.
- Putnam continue de maintenir un solide rendement sur placement ajusté en fonction du risque, par rapport à ses concurrents. Au cours du premier semestre de 2013, environ 88 % des actifs des fonds de Putnam se situaient au-dessus de la médiane des fonds classés par Lipper. Cette proportion s'établissait à 92 % et à 74 % sur une période de un an et de cinq ans, respectivement.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Primes et dépôts	6 499 \$	7 433 \$	4 740 \$	13 932 \$	10 471 \$
Honoraires et autres produits					
Frais de gestion de placements	144	140	129	284	260
Honoraires liés au rendement	1	1	6	2	8
Frais administratifs	37	36	37	73	71
Commissions et frais de placement	11	14	12	25	24
Honoraires et autres produits	193	191	184	384	363
Perte nette	(14)	(14)	(5)	(28)	(17)
Primes et dépôts (en dollars américains)	6 372 \$	7 359 \$	4 693 \$	13 731 \$	10 424 \$
Honoraires et autres produits (en dollars américains)					
Frais de gestion de placement (en dollars américains)	141	139	129	280	260
Honoraires liés au rendement (en dollars américains)	1	1	6	2	8
Frais administratifs (en dollars américains)	36	36	36	72	70
Commissions et frais de placement (en dollars américains)	11	13	11	24	23
Honoraires et autres produits (en dollars américains)	189	189	182	378	361
Perte nette (en dollars américains)	(14)	(14)	(5)	(28)	(17)

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts ont augmenté de 1,7 G\$ US au deuxième trimestre de 2013 par rapport à la période correspondante de 2012 en raison de la hausse de 1,5 G\$ US de l'ensemble des souscriptions de fonds communs de placement et des souscriptions institutionnelles de 172 M\$ US.

Les primes et les dépôts ont augmenté de 3,3 G\$ US pour le semestre clos le 30 juin 2013 par rapport à la période correspondante de 2012, en raison des hausses respectives de 2,7 G\$ US et de 620 M\$ des souscriptions de fonds communs de placement et des souscriptions institutionnelles.

Les primes et les dépôts ont diminué de 1,0 G\$ US par rapport au trimestre précédent, en raison de la baisse de 1,2 G\$ US des souscriptions institutionnelles au cours du trimestre considéré, qui a été contrebalancée en partie par une hausse de 259 M\$ US des souscriptions de fonds communs de placement.

Honoraires et autres produits

Les produits sont essentiellement tirés des frais de gestion de placements, des honoraires liés au rendement, des frais de gestion liés aux services d'agent des transferts et aux autres services, ainsi que des commissions et frais de placement. Habituellement, les honoraires gagnés sont fondés sur l'actif géré et peuvent dépendre des marchés des capitaux, du rendement relatif des produits d'investissement de Putnam, du nombre de comptes individuels et des souscriptions.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 7 M\$ US pour le deuxième trimestre de 2013 par rapport à la période correspondante de 2012, principalement en raison d'une augmentation des frais de gestion de placements découlant de la hausse de l'actif géré moyen, augmentation qui a été contrebalancée en partie par la baisse des honoraires liés au rendement sur les comptes institutionnels.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, les honoraires et autres produits ont augmenté de 17 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement attribuable à la hausse des frais de gestion de placements qui découle de la hausse de l'actif géré moyen et des frais administratifs, alors que l'augmentation des actifs a plus que contrebalancé une faible baisse du nombre de comptes, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des honoraires liés au rendement sur les comptes institutionnels.

Les honoraires et autres produits sont demeurés comparables à ceux du trimestre précédent. Une hausse des frais de gestion de placements découlant de la hausse de l'actif géré moyen a été contrebalancée par la baisse des frais de placement gagnés sur certaines catégories d'actions assorties d'une option d'achat avec frais d'acquisition reportés et par l'incidence défavorable des marchés sur les placements en capitaux de lancement.

Bénéfice net

La perte nette a augmenté de 9 M\$ US pour le deuxième trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des honoraires et des produits de placement nets a été contrebalancée par l'augmentation de la rémunération à base de primes et des autres charges. Les résultats pour la période correspondante de 2012 comprenaient l'incidence positive de 6 M\$ US des ajustements à la juste valeur liés à la rémunération fondée sur des actions qui a été de néant pour le trimestre considéré.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, la perte nette a augmenté de 11 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats pour la période correspondante de 2012 comprenaient la reprise d'une provision liée à une poursuite judiciaire de 16 M\$ US. Le niveau plus élevé des honoraires et des produits de placement nets a été contrebalancé par la hausse de la rémunération à base de primes et des autres charges.

La perte nette est comparable à celle enregistrée au trimestre précédent.

ACTIF GÉRÉ

Actif géré

(en millions de dollars américains)

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Actif au début	134 714 \$	128 329 \$	124 279 \$	128 329 \$	116 652 \$
Souscriptions (y compris les participations réinvesties)	6 372	7 359	4 693	13 731	10 424
Rachats	(6 779)	(7 673)	(4 964)	(14 452)	(12 664)
Entrées (sorties) d'actifs nettes	(407)	(314)	(271)	(721)	(2 240)
Incidence du rendement du marché	(622)	6 699	(4 300)	6 077	5 296
Actif à la fin	133 685 \$	134 714 \$	119 708 \$	133 685 \$	119 708 \$
Actif géré moyen	135 771 \$	133 166 \$	120 602 \$	134 511 \$	121 466 \$

Pour le trimestre clos le 30 juin 2013, l'actif géré moyen s'est établi à 136 G\$ US, soit 67 G\$ US au titre des fonds communs de placement et 69 G\$ US au titre des comptes institutionnels. L'actif géré moyen a augmenté de 15 G\$ US par rapport au trimestre clos le 30 juin 2012, essentiellement en raison de l'incidence cumulative du rendement positif du marché sur l'actif géré.

L'actif géré moyen pour le semestre clos le 30 juin 2013 a augmenté de 13 G\$ US par rapport au semestre clos le 30 juin 2012. Les facteurs expliquant l'augmentation sont les mêmes que pour le trimestre.

Bien que l'actif géré à la clôture ait diminué de 1 G\$ US en raison du rendement négatif du marché à la fin du deuxième trimestre de 2013, l'actif géré moyen a augmenté de 3 G\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la tendance globale et du moment où les fluctuations du rendement du marché sont survenues tout au long du trimestre.

EXPLOITATION GÉNÉRALE AMÉRICAINE

Les résultats de l'exploitation générale américaine tiennent compte d'éléments qui ne sont pas liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation américaine. Au cours de 2012, la Compagnie a réaffecté à Great-West Financial certains éléments de l'impôt sur le résultat et des charges initialement comptabilisés dans l'exploitation générale américaine, afin de les harmoniser davantage avec les produits. Les chiffres correspondants tiennent compte des réaffectations, le cas échéant.

Le bénéfice net de l'exploitation générale américaine a été de néant pour la période considérée et pour la période comparative.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes et l'unité Réassurance, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco. L'unité Assurance et rentes représente les activités opérationnelles au Royaume-Uni, à l'île de Man, en Irlande et en Allemagne; elle offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des rentes immédiates par l'entremise de la Canada-Vie et de ses filiales. L'unité Réassurance exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande par l'entremise de la Canada-Vie, de la London Life et de leurs filiales.

CONVERSION DES DEVICES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS visant à éliminer l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS du présent rapport.

Principales données financières consolidées – Exploitation européenne

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Primes et dépôts	1 793 \$	2 208 \$	2 168 \$	4 001 \$	4 151 \$
Honoraires et autres produits	173	158	158	331	303
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	178	192	159	370	299
Total de l'actif	75 499 \$	73 633 \$	71 061 \$		
Autres actifs administrés	175	113	102		
Total de l'actif administré	75 674 \$	73 746 \$	71 163 \$		

FAITS NOUVEAUX EN 2013

- Le 18 juillet 2013, Lifeco a annoncé qu'elle avait conclu l'acquisition d'Irish Life Group Limited par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive indirecte, Canada Life Limited. Irish Life est le plus important gestionnaire de régimes collectifs de retraite et d'assurance-vie et gestionnaire de placements en Irlande; elle sert plus de un million de clients et gère un actif de plus de 50 G\$.
- Les primes et les dépôts se sont chiffrés à 1 793 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2013, soit une baisse de 375 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2012, principalement en raison du non-renouvellement d'une entente de rétrocession de polices d'assurance-vie, contrebalancé en partie par la hausse des volumes liés aux activités d'assurance-vie.
- Les souscriptions de produits d'assurance et de rentes se sont chiffrées à 889 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2013, soit une hausse de 61 M\$ par rapport à la période correspondante de 2012. Cette hausse est principalement attribuable aux solides souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni, qui ont été contrebalancées par la baisse des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni.
- Les honoraires et autres produits ont été de 173 M\$ au deuxième trimestre de 2013, une hausse de 15 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2012.
- Le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 juin 2013 s'est chiffré à 178 M\$, soit une augmentation de 12 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net a augmenté de 24 % pour le semestre clos le 30 juin 2013, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Au Royaume-Uni, la Canada-Vie a été nommée Best International Life Group U.K. dans le cadre des Professional Adviser International Fund & Product 2013 Awards et son produit International Controlled Access Account a été nommé Best International Trust & Estate Planning Product.
- Dans son étude de marché portant sur les conseillers d'assurance collective au Royaume-Uni, ORC International a classé la Canada-Vie au premier rang dans la catégorie de l'assurance collective, pour la deuxième année consécutive, ainsi que dans la catégorie du service global, pour la cinquième année consécutive.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION EUROPÉENNE

ASSURANCE ET RENTES

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Primes et dépôts	1 257 \$	1 260 \$	1 227 \$	2 517 \$	2 274 \$
Souscriptions	889	961	828	1 850	1 583
Honoraires et autres produits	156	141	146	297	278
Bénéfice net	118	130	107	248	212

Primes et dépôts

Pour le deuxième trimestre, les primes et les dépôts ont augmenté de 30 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la hausse des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni qui a été contrebalancée en partie par la baisse des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, les primes et les dépôts ont augmenté de 11 % par rapport à la période correspondante de 2012, principalement en raison de la croissance des produits de rentes immédiates et des produits collectifs au Royaume-Uni, ainsi qu'en raison de la hausse des souscriptions pour le produit de rentes variables garanties en Irlande.

Les primes et les dépôts ont diminué de 3 M\$ par rapport au trimestre précédent.

Souscriptions

Les souscriptions ont augmenté de 61 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison d'une hausse de 103 M\$ des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni, contrebalancée en partie par la baisse des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, les souscriptions ont augmenté de 267 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni, de l'augmentation des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni – laquelle reflète les fluctuations normales du nombre de grandes affaires – et de la croissance des produits de rentes variables garanties en Irlande.

Les souscriptions ont diminué de 72 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de la baisse de 157 M\$ des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni, contrebalancée en partie par la hausse des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 10 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la hausse des honoraires en Allemagne, permise par la croissance de l'actif géré.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, les honoraires et autres produits ont augmenté de 19 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la hausse de l'actif géré moyen en Allemagne.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 15 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des honoraires au Royaume-Uni.

Bénéfice net

Pour le deuxième trimestre de 2013, le bénéfice net a augmenté de 11 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison d'un accroissement de 30 M\$ des marges liées au risque de réinvestissement qui a eu lieu au deuxième trimestre de 2012, mais qui ne s'est pas reproduit en 2013. Cette augmentation est également attribuable à l'incidence de la hausse de 10 M\$ des volumes et des marges pour les nouvelles affaires. L'augmentation a été contrebalancée en partie par une diminution de 25 M\$ des résultats liés à la négociation de placements et par une baisse de 9 M\$ des profits au chapitre de la morbidité.

Le bénéfice net a augmenté de 36 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2013, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats pour le premier semestre de 2012 comprennent un raffermissement de 41 M\$ des risques de réinvestissement et des réserves au titre des intérêts qui ne s'est pas répété au cours de la période correspondante de 2013. Les facteurs ayant aussi contribué à la hausse du bénéfice net sont l'augmentation de 23 M\$ des marges au chapitre de la mortalité au Royaume-Uni et la hausse de 16 M\$ des volumes et des marges des nouvelles affaires. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par une baisse de 23 M\$ des profits sur les placements, une diminution de 11 M\$ des profits au chapitre de la morbidité et une économie de 6 M\$ en 2012 découlant de la réduction du taux d'imposition des sociétés au Royaume-Uni.

Le bénéfice net a diminué de 12 M\$ par rapport au premier trimestre de 2013, principalement en raison de la baisse des profits sur les placements.

RÉASSURANCE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
Primes et dépôts	536 \$	948 \$	941 \$	1 484 \$	1 877 \$
Honoraires et autres produits	17	17	12	34	25
Bénéfice net	70	55	56	125	90

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts pour le deuxième trimestre de 2013 ont diminué de 405 M\$ par rapport à l'exercice précédent, essentiellement en raison de la commutation d'un contrat de réassurance-maladie qui a été contrebalancée en partie par la hausse des volumes liés aux activités d'assurance-vie.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, les primes et les dépôts ont diminué de 393 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la commutation d'un contrat de réassurance-maladie qui a été contrebalancée en partie par la hausse des volumes liés aux activités d'assurance-vie.

Les primes et les dépôts ont diminué de 412 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la commutation d'un contrat de réassurance-maladie qui a été contrebalancée en partie par la hausse des volumes liés aux activités d'assurance-vie.

Honoraires et autres produits

Les activités de réassurance génèrent des honoraires principalement par l'intermédiaire des produits d'assurance-vie, dont les honoraires sont tributaires du volume de la couverture offerte.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 5 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 9 M\$ depuis le début de l'exercice, en raison de la hausse des volumes et des nouvelles affaires.

Les honoraires et autres produits sont comparables à ceux enregistrés au trimestre précédent.

Bénéfice net

Au deuxième trimestre de 2013, le bénéfice net a augmenté de 14 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison des résultats favorables au chapitre des sinistres de 17 M\$ et de la hausse de 9 M\$ des marges sur les nouvelles affaires, facteurs contrebalancés en partie par la baisse de 15 M\$ des profits sur les placements.

Le bénéfice net a augmenté de 35 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2013 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des résultats favorables au chapitre des sinistres.

Au deuxième trimestre de 2013, le bénéfice net a augmenté de 15 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison des résultats favorables au chapitre des sinistres et de la hausse des profits sur les nouvelles affaires, essentiellement contrebalancés par la baisse des profits sur les placements.

EXPLOITATION GÉNÉRALE EUROPÉENNE

Les résultats de l'exploitation générale européenne tiennent compte des charges financières, de l'incidence de certains éléments non récurrents ainsi que des résultats liés aux activités internationales existantes.

La perte nette pour le trimestre clos le 30 juin 2013 s'est chiffrée à 10 M\$ par rapport à une perte de 4 M\$ pour la période correspondante de 2012, ce qui comprend des charges et d'autres coûts de 10 M\$ au trimestre considéré liés à l'acquisition d'Irish Life.

La perte nette s'est chiffrée à 3 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2013, comparativement à une perte nette de 3 M\$ pour la période correspondante de 2012. Au cours du premier semestre de 2013, la Compagnie a effectué une revue des passifs éventuels restants relativement à l'acquisition de la Corporation Financière Canada-Vie en 2003, ce qui a donné lieu à la reprise d'une tranche de 11 M\$ des provisions. Cette reprise a été contrebalancée par un montant de 14 M\$ lié à l'acquisition d'Irish Life.

Le bénéfice net a diminué de 17 M\$ par rapport au premier trimestre de 2013 en raison de l'augmentation des charges liées à l'acquisition d'Irish Life et de l'incidence positive de 11 M\$ au premier trimestre découlant de la reprise des provisions mentionnées ci-dessus.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DE L'EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

Le secteur de l'exploitation générale de Lifeco comprend les résultats opérationnels associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2013, l'exploitation générale de Lifeco a présenté une perte nette de 11 M\$, comparativement à une perte nette de 9 M\$ au deuxième trimestre de 2012. L'augmentation de la perte nette est principalement attribuable aux charges financières de 4 M\$ liées à l'émission de titres d'emprunt libellés en euros liée à l'acquisition d'Irish Life, ainsi qu'à la baisse de 2 M\$ des produits de placement, facteurs contrebalancés en partie par la diminution de 4 M\$ des charges opérationnelles et autres charges.

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, l'exploitation générale de Lifeco a affiché une perte nette de 22 M\$ par rapport à une perte nette de 16 M\$ pour la période correspondante de 2012. L'augmentation de 6 M\$ de la perte nette est principalement attribuable aux charges financières de 4 M\$ mentionnées précédemment, ainsi qu'à l'incidence des pertes de 5 M\$ liées à l'évaluation à la valeur de marché relatives à la macrocouverture de crédit pour le bilan en 2013 et à la diminution de 2 M\$ des produits de placement, facteurs contrebalancés en partie par la baisse de 5 M\$ des charges opérationnelles et autres charges.

La perte nette de l'exploitation générale de Lifeco était comparable à celle enregistrée au trimestre précédent.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Renseignements financiers trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	2013		2012				2011	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Total des produits	3 344	\$ 7 185	\$ 7 140	\$ 8 638	\$ 7 797	\$ 6 500	\$ 8 003	\$ 8 506
Détenteurs d'actions ordinaires								
Bénéfice net								
Total	521	517	351	518	488	449	624	457
De base – par action	0,548	0,544	0,370	0,546	0,512	0,474	0,657	0,481
Dilué – par action	0,547	0,544	0,369	0,542	0,509	0,471	0,651	0,478
Bénéfice opérationnel⁽¹⁾								
Total	521	517	491	518	488	449	500	457
De base – par action	0,548	0,544	0,517	0,546	0,512	0,474	0,528	0,481
Dilué – par action	0,547	0,544	0,514	0,542	0,509	0,471	0,523	0,478

(1) Le bénéfice opérationnel est une mesure financière de la performance en matière de bénéfice non définie par les IFRS qui ne tient pas compte de certains éléments que la direction considère comme non récurrents. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS du présent document.

Le bénéfice net consolidé attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco s'est établi à 521 M\$ pour le deuxième trimestre de 2013, comparativement à 488 M\$ il y a un an, ce qui représente 0,548 \$ par action ordinaire (0,547 \$ après dilution) pour le deuxième trimestre de 2013, comparativement à 0,512 \$ par action ordinaire (0,509 \$ après dilution) il y a un an.

Le total des produits pour le deuxième trimestre de 2013 s'est établi à 3 344 M\$ et comprend des primes reçues de 4 332 M\$, des produits de placement nets réguliers de 1 401 M\$, une variation à la baisse de 3 200 M\$ des actifs de placement à la juste valeur par le biais du résultat net, ainsi que des honoraires et autres produits de 811 M\$.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Compagnie sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information se rapportant à la Compagnie devant être présentée dans les rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales est a) consignée, traitée, résumée et présentée dans les délais stipulés par les lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales, et b) réunie et transmise aux membres de la haute direction de la Compagnie, notamment le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers, selon le cas, afin de leur permettre de prendre des décisions en temps opportun concernant la présentation de l'information. La direction a évalué l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information de la Compagnie au 30 juin 2013 et, en se fondant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers ont conclu que les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Compagnie sont efficaces.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie est conçu pour garantir de manière raisonnable que cette information est fiable et que les états financiers destinés à des parties externes sont dressés conformément aux IFRS. La direction de la Compagnie est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière. Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites inhérentes et pourraient devenir inefficaces par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

Au cours de la période close le 30 juin 2013, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie n'a fait l'objet d'aucune modification ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence significative sur celui-ci.

CONVERSION DES DEVISES

Lifeco exerce ses activités dans plusieurs devises par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation. Les quatre principales devises sont le dollar canadien, le dollar américain, la livre sterling et l'euro. Dans le présent rapport, l'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période de présentation de l'information financière. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période. Voici les taux employés :

Conversion des devises

Périodes closes les	30 juin 2013	31 mars 2013	31 déc. 2012	30 sept. 2012	30 juin 2012	31 mars 2012	31 déc. 2011
Dollar américain							
Bilan	1,05 \$	1,02 \$	0,99 \$	0,98 \$	1,02 \$	1,00 \$	1,02 \$
Produits et charges	1,02 \$	1,01 \$	0,99 \$	1,00 \$	1,01 \$	1,00 \$	1,02 \$
Livre sterling							
Bilan	1,60 \$	1,54 \$	1,62 \$	1,59 \$	1,60 \$	1,60 \$	1,58 \$
Produits et charges	1,57 \$	1,56 \$	1,59 \$	1,57 \$	1,60 \$	1,57 \$	1,61 \$
Euro							
Bilan	1,37 \$	1,30 \$	1,31 \$	1,26 \$	1,29 \$	1,33 \$	1,32 \$
Produits et charges	1,34 \$	1,33 \$	1,29 \$	1,24 \$	1,30 \$	1,31 \$	1,38 \$

DÉPÔTS DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT ET ÉQUIVALENT DES PRIMES SAS (CONTRATS SAS)

Les états financiers d'une compagnie d'assurance-vie ne comprennent pas l'actif, le passif, les dépôts et les retraits visant les fonds communs de placement, ni les règlements de sinistres relatifs aux contrats collectifs de garanties de soins de santé SAS. Cependant, la Compagnie touche des honoraires et d'autres produits relativement à ces contrats. Les fonds communs de placement et les contrats SAS représentent un secteur important des activités générales de la Compagnie. Par conséquent, ils doivent être pris en compte lorsque les volumes, les tailles et les tendances sont comparés.

Des renseignements supplémentaires sur Lifeco, y compris ses plus récents états financiers consolidés, l'attestation du chef de la direction et du chef des services financiers ainsi que la notice annuelle, sont accessibles sur le site www.sedar.com.

COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
			(retraité – note 3)		(retraité – note 3)
Produits					
Primes reçues					
Primes brutes souscrites	5 113 \$	5 319 \$	5 233 \$	10 432 \$	10 431 \$
Primes cédées	(781)	(739)	(709)	(1 520)	(1 378)
Total des primes, montant net	4 332	4 580	4 524	8 912	9 053
Produits de placement nets (note 5)					
Produits de placement nets réguliers	1 401	1 362	1 433	2 763	2 876
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(3 200)	465	1 106	(2 735)	910
Total des produits de placement nets	(1 799)	1 827	2 539	28	3 786
Honoraires et autres produits	811	778	734	1 589	1 458
	3 344	7 185	7 797	10 529	14 297
Prestations et charges					
Prestations aux titulaires de polices					
Contrats d'assurance et d'investissement					
Montant brut	3 967	4 755	4 311	8 722	8 917
Montant cédé	(362)	(374)	(367)	(736)	(754)
Total des prestations aux titulaires de polices, montant net	3 605	4 381	3 944	7 986	8 163
Participations des titulaires de polices et bonifications	363	367	367	730	731
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	(2 647)	467	1 668	(2 180)	1 828
Total des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	1 321	5 215	5 979	6 536	10 722
Commissions	443	432	415	875	825
Charges opérationnelles et frais administratifs	704	674	642	1 378	1 285
Taxes sur les primes	72	74	72	146	144
Charges financières (note 11)	74	67	77	141	153
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	29	27	28	56	54
Bénéfice avant impôt	701	696	584	1 397	1 114
Impôt sur le résultat (note 17)	128	128	70	256	126
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	573	568	514	1 141	988
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	20	18	(2)	38	(2)
Bénéfice net	553	550	516	1 103	990
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	32	33	28	65	53
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	521 \$	517 \$	488 \$	1 038 \$	937 \$
Bénéfice par action ordinaire (note 16)					
De base	0,548 \$	0,544 \$	0,512 \$	1,092 \$	0,986 \$
Dilué	0,547 \$	0,544 \$	0,509 \$	1,091 \$	0,980 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL (non audité)

(en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2013	31 mars 2013	30 juin 2012	30 juin 2013	30 juin 2012
			(retraité – note 3)		(retraité – note 3)
Bénéfice net	553 \$	550 \$	516 \$	1 103 \$	990 \$
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)					
Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement dans les comptes consolidés de résultat					
Profits (pertes) de change latents à la conversion des établissements à l'étranger	326	(27)	88	299	27
Profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente	(151)	32	68	(119)	47
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	34	(5)	(15)	29	(14)
Profits réalisés sur les actifs disponibles à la vente	(18)	(35)	(51)	(53)	(87)
Charge d'impôt sur le résultat	6	5	13	11	23
Pertes latentes sur les couvertures de flux de trésorerie	(18)	(64)	(27)	(82)	(24)
Économie d'impôt sur le résultat	18	14	10	32	9
Pertes réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie	1	–	1	1	1
Participations ne donnant pas le contrôle	63	(8)	(28)	55	(4)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(17)	2	7	(15)	2
Total des éléments qui pourraient être reclassés	244	(86)	66	158	(20)
Éléments qui ne seront pas reclassés dans les comptes consolidés de résultat					
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies et d'autres avantages postérieurs à l'emploi	176	98	(188)	274	(236)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(53)	(26)	52	(79)	62
Participations ne donnant pas le contrôle	(20)	(3)	15	(23)	18
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	5	–	(4)	5	(5)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés	108	69	(125)	177	(161)
Total des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	352	(17)	(59)	335	(181)
Bénéfice global	905 \$	533 \$	457 \$	1 438 \$	809 \$

BILANS CONSOLIDÉS (non audité)
(en millions de dollars canadiens)

	30 juin 2013	31 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2012
		(retraité – note 3)	(retraité – note 3)
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 788 \$	1 895 \$	2 056 \$
Obligations (note 5)	85 566	82 581	78 355
Prêts hypothécaires (note 5)	18 482	17 875	17 432
Actions (note 5)	7 278	7 051	6 656
Immeubles de placement (note 5)	3 566	3 572	3 249
Avances consenties aux titulaires de polices	7 281	7 082	7 162
	124 961	120 056	114 910
Fonds détenus par des assureurs cédants	9 640	10 537	9 923
Goodwill	5 404	5 397	5 401
Immobilisations incorporelles	3 204	3 115	3 154
Instruments financiers dérivés	640	997	968
Biens immobiliers occupés par leur propriétaire	525	514	491
Immobilisations corporelles	159	154	137
Actifs au titre des cessions en réassurance (note 10)	2 204	2 064	2 061
Autres actifs	5 572	4 688	4 062
Actifs d'impôt différé	1 208	1 142	1 163
Placements pour le compte des polices de fonds distincts (note 9)	110 641	104 948	96 582
Total de l'actif	264 158 \$	253 612 \$	238 852 \$
Passif			
Passifs relatifs aux contrats d'assurance (note 10)	119 223 \$	119 919 \$	114 730 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement (note 10)	710	739	782
Débitures et autres instruments d'emprunt	5 166	4 283	4 313
Fonds détenus en vertu de traités de réassurance	355	335	169
Instruments financiers dérivés	584	342	316
Autres passifs	6 828	5 163	4 600
Passifs d'impôt différé	656	708	810
Conventions de rachat	1 989	–	23
Débitures de fiducies de capital	163	164	815
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts (note 9)	110 641	104 948	96 582
Total du passif	246 315	236 601	223 140
Capitaux propres			
Participations ne donnant pas le contrôle			
Surplus attribuable au compte de participation de filiales	2 466	2 451	2 187
Participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales	6	5	3
Capitaux propres attribuables aux actionnaires			
Capital social (note 12)			
Actions privilégiées	2 544	2 544	1 894
Actions ordinaires	5 878	5 848	5 828
Surplus cumulé	7 488	7 035	6 417
Cumul des autres éléments de la perte globale	(597)	(932)	(675)
Surplus d'apport	58	60	58
Total des capitaux propres	17 843	17 011	15 712
Total du passif et des capitaux propres	264 158 \$	253 612 \$	238 852 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (non audité)
(en millions de dollars canadiens)

30 juin 2013

	Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début	8 392 \$	60 \$	7 035 \$	(932) \$	2 456 \$	17 011 \$
Bénéfice net	-	-	1 103	-	38	1 141
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	-	-	-	335	(22)	313
	8 392	60	8 138	(597)	2 472	18 465
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées	-	-	(65)	-	-	(65)
Détenteurs d'actions ordinaires (note 16)	-	-	(585)	-	-	(585)
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions (note 12)	30	-	-	-	-	30
Paiements fondés sur des actions	-	(2)	-	-	-	(2)
Solde à la fin	8 422 \$	58 \$	7 488 \$	(597) \$	2 472 \$	17 843 \$

31 décembre 2012 (retraité – note 3)

	Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début	7 722 \$	58 \$	6 417 \$	(675) \$	2 190 \$	15 712 \$
Bénéfice net	-	-	1 921	-	277	2 198
Autres éléments de la perte globale	-	-	-	(257)	(17)	(274)
	7 722	58	8 338	(932)	2 450	17 636
Frais d'émission d'actions	-	-	(14)	-	-	(14)
Montant réaffecté du compte de participation au compte de l'actionnaire	-	-	(6)	-	6	-
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées	-	-	(115)	-	-	(115)
Détenteurs d'actions ordinaires	-	-	(1 168)	-	-	(1 168)
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions (note 12)	20	-	-	-	-	20
Émission d'actions privilégiées	650	-	-	-	-	650
Paiements fondés sur des actions	-	2	-	-	-	2
Solde à la fin	8 392 \$	60 \$	7 035 \$	(932) \$	2 456 \$	17 011 \$

30 juin 2012 (retraité – note 3)

	Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début	7 722 \$	58 \$	6 417 \$	(675) \$	2 190 \$	15 712 \$
Bénéfice net	-	-	990	-	(2)	988
Autres éléments de la perte globale	-	-	-	(181)	(11)	(192)
	7 722	58	7 407	(856)	2 177	16 508
Frais d'émission d'actions	-	-	(5)	-	-	(5)
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées	-	-	(53)	-	-	(53)
Détenteurs d'actions ordinaires (note 16)	-	-	(584)	-	-	(584)
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	1	-	-	-	-	1
Émission d'actions privilégiées	250	-	-	-	-	250
Paiements fondés sur des actions	-	4	-	-	-	4
Solde à la fin	7 973 \$	62 \$	6 765 \$	(856) \$	2 177 \$	16 121 \$

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE *(non audité)*
(en millions de dollars canadiens)

	Pour les semestres clos les 30 juin	
	2013	2012
		<i>(retraité – note 3)</i>
Activités opérationnelles		
Bénéfice avant impôt	1 397 \$	1 114 \$
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements reçus	(127)	(47)
Ajustements :		
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	(1 987)	1 818
Variation des fonds détenus par des assureurs cédants	491	87
Variation des fonds détenus en vertu de traités de réassurance	26	12
Variation des coûts d'acquisition différés	30	17
Variation des actifs au titre des cessions en réassurance	(105)	125
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	2 735	(910)
Autres	(291)	(335)
	2 169	1 881
Activités de financement		
Émission d'actions ordinaires	30	1
Émission d'actions privilégiées	–	250
Émission de reçus de souscription (note 4)	1 237	–
Émission de titres d'emprunt libellés en euros (note 4)	659	–
Augmentation de la marge de crédit d'une filiale	136	84
Remboursement de débentures et d'autres instruments d'emprunt	(5)	(3)
Rachat de titres de fiducies de capital	–	(178)
Frais d'émission d'actions	–	(5)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(585)	(584)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(65)	(53)
	1 407	(488)
Activités d'investissement		
Ventes et échéances d'obligations	14 657	10 060
Encaissements sur prêts hypothécaires	806	1 113
Ventes d'actions	952	1 132
Ventes d'immeubles de placement	19	–
Variation des avances consenties aux titulaires de polices	75	8
Variation des conventions de rachat	1 913	1 078
Placement dans des obligations	(18 870)	(13 109)
Placement dans des prêts hypothécaires	(1 241)	(881)
Placement dans des actions	(1 003)	(1 081)
Placement dans des immeubles de placement	(50)	(32)
	(2 742)	(1 712)
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	59	2
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	893	(317)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 895	2 056
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	2 788 \$	1 739 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Produits d'intérêts reçus	2 234 \$	2 359 \$
Intérêts versés	133 \$	144 \$
Dividendes reçus	112 \$	107 \$

NOTES ANNEXES (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

1. Renseignements généraux

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) est une société inscrite en Bourse (Bourse de Toronto : GWO), constituée en société par actions et domiciliée au Canada. L'adresse du siège social de la Compagnie est la suivante : 100 Osborne Street North, Winnipeg (Manitoba) Canada, R3C 1V3. Lifeco est membre du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power (la Financière Power), et cette dernière est la société mère de la Compagnie.

Lifeco est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers ayant des participations dans l'assurance-vie, l'assurance-maladie, l'épargne-retraite, la gestion de placements et la réassurance, principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie, par l'entremise de ses principales filiales en exploitation, soit La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam LLC).

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers) de la Compagnie au 30 juin 2013 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date ont été approuvés par le conseil d'administration en date du 31 juillet 2013.

2. Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les états financiers de Lifeco au 30 juin 2013 ont été préparés conformément aux exigences de la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board, ainsi qu'aux mêmes méthodes comptables et de calcul que celles qui ont été suivies dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. La Compagnie a mis en œuvre des modifications de méthodes comptables lors de l'adoption de normes comptables nouvelles et révisées, comme le décrit la note 3. Les présents états financiers devraient être lus parallèlement aux états financiers consolidés et aux notes annexes compris dans le rapport annuel de la Compagnie daté du 31 décembre 2012.

Utilisation d'estimations et d'hypothèses

Aux fins de la préparation des présents états financiers, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif, du passif, du bénéfice net et sur l'information fournie à leur sujet. Bien que ces estimations comportent un degré de variabilité inhérente, la direction est d'avis que les montants présentés sont raisonnables. Les sources principales d'incertitude relative aux estimations sont les suivantes : l'évaluation des contrats d'assurance et d'investissement, la détermination de la juste valeur des instruments financiers, la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles, les provisions liées à des poursuites judiciaires ou autres, l'impôt sur le résultat ainsi que les régimes de retraite et les autres avantages postérieurs à l'emploi. Les éléments sur lesquels les estimations et les hypothèses de la direction ont eu une incidence importante sont décrits dans les méthodes comptables concernées, tels qu'ils ont été décrits dans les états financiers consolidés et les notes annexes compris dans le rapport annuel de la Compagnie daté du 31 décembre 2012.

2. *Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables (suite)*

Jugements importants

Aux fins de la préparation des présents états financiers, la direction doit porter des jugements importants qui influent sur les valeurs comptables de certains actifs et passifs ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges pendant la période concernée. Les éléments suivants ont nécessité des jugements importants comme il est décrit, lorsque cela est significatif, aux notes indiquées des présents états financiers : les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, la juste valeur des instruments financiers, le goodwill et les immobilisations incorporelles, les régimes de retraite et les autres avantages postérieurs à l'emploi, l'impôt sur le résultat, les provisions liées à des poursuites judiciaires ou autres, les filiales et les structures d'accueil, les coûts d'acquisition différés, les provisions au titre des produits différés, les biens immobiliers occupés par leur propriétaire et les immobilisations corporelles, ainsi que l'identification des secteurs opérationnels. Pour obtenir une analyse plus détaillée de ces jugements, se reporter aux états financiers consolidés et aux notes annexes compris dans le rapport annuel de la Compagnie daté du 31 décembre 2012.

Les résultats de la Compagnie tiennent compte des jugements formulés par la direction à l'égard de l'incidence de la situation actuelle des marchés du crédit, des actions sur le bilan ainsi que du change à l'échelle mondiale. L'estimation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement repose sur les notations de crédit des placements. La Compagnie a pour habitude d'utiliser les notations de crédit de tiers indépendants lorsqu'elles sont disponibles.

3. **Changements de méthodes comptables**

a) Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2013, la Compagnie a adopté la version révisée d'IAS 19, *Avantages du personnel* (IAS 19R). Conformément aux dispositions transitoires, la Compagnie a appliqué la norme révisée de façon rétrospective. Par conséquent, les informations financières comparatives des états financiers et des notes annexes de 2012 ont été retraitées.

Les modifications à IAS 19R incluent l'élimination de la méthode du corridor pour la comptabilisation des écarts actuariels, qui sont maintenant constatés immédiatement dans les autres éléments du bénéfice global. Par conséquent, les actifs et les passifs nets au titre des régimes de retraite correspondent à la situation de capitalisation (déficit) de ces régimes (moins les plafonds d'actifs, s'il y a lieu) dans les bilans consolidés. De plus, tous les coûts des services, y compris les réductions et les liquidations, sont comptabilisés immédiatement en résultat net.

En outre, le rendement prévu de l'actif des régimes n'est plus appliqué à la juste valeur des actifs pour calculer le coût des prestations. Selon la norme révisée, le même taux d'actualisation doit être appliqué à l'obligation au titre des prestations ainsi qu'aux actifs du régime lors de la détermination du montant net des charges (produits) d'intérêts. Ce taux d'actualisation est déterminé relativement au rendement des obligations de sociétés de haute qualité sur le marché, au début de l'exercice.

De plus, la norme révisée comprend des modifications portant sur la présentation de l'obligation au titre des prestations définies, de la juste valeur des actifs du régime et des composantes de la charge de retraite dans les états financiers d'une entité, y compris la séparation du montant total des charges au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi entre les montants qui sont comptabilisés dans les comptes consolidés de résultat (les coûts des services et le montant net du coût financier) et les montants qui sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat global (les réévaluations). Les informations à fournir à l'égard des régimes de retraite comprennent une analyse de sensibilité en ce qui a trait aux risques, une explication des éléments constatés dans les états financiers et des descriptions du montant, de l'échéancier et du degré d'incertitude des flux de trésorerie futurs de la Compagnie.

3. *Changements de méthodes comptables (suite)*

Conformément aux dispositions transitoires d'IAS 19R, cette modification a été appliquée de façon rétrospective, ce qui a donné lieu à une diminution des capitaux propres d'ouverture de 392 \$ (diminution de 352 \$ des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de 40 \$ du surplus attribuable aux comptes de participation) au 1^{er} janvier 2012, et à une diminution additionnelle des capitaux propres d'ouverture de 183 \$ (diminution de 169 \$ des capitaux propres attribuables aux actionnaires et de 14 \$ du surplus attribuable aux comptes de participation) au 1^{er} janvier 2013.

Les éléments des états financiers retraités en raison d'IAS 19R comprennent les autres actifs, les actifs et les passifs d'impôt différé, les autres passifs, le surplus cumulé et le cumul des autres éléments du résultat global présentés dans les états financiers.

Retraitement des périodes antérieures

Un sommaire de l'incidence de l'adoption d'IAS 19R est présenté ci-dessous :

	Participations ne donnant pas le contrôle, capital social, surplus d'apport	Cumul des autres éléments de la perte globale	Surplus cumulé	Total des capitaux propres
Solde au 1 ^{er} janvier 2012 – montant présenté antérieurement	10 010 \$	(233) \$	6 327 \$	16 104 \$
Ajustements liés à l'application rétrospective d'IAS 19R	(40)	(442)	90	(392)
Montant révisé des capitaux propres au 1^{er} janvier 2012	9 970 \$	(675) \$	6 417 \$	15 712 \$

	Exercice clos le 31 décembre 2012		
	Bénéfice net	Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	Bénéfice global
Bénéfice global (perte globale) (montant présenté antérieurement)	1 930 \$	(97) \$	1 833 \$
Ajustements au résultat global :			
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi	(13)	(223)	(236)
Impôt sur le résultat	4	63	67
Montant révisé du bénéfice global (de la perte globale)	1 921 \$	(257) \$	1 664 \$

3. *Changements de méthodes comptables (suite)*

Trimestre clos le 30 juin 2012			
	Bénéfice net	Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	Bénéfice global
Bénéfice global (perte globale) (montant présenté antérieurement)	519 \$	66 \$	585 \$
Ajustements au résultat global :			
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi	(5)	(173)	(178)
Impôt sur le résultat	2	48	50
	(3)	(125)	(128)
Montant révisé du bénéfice global (de la perte globale)	516 \$	(59) \$	457 \$

Semestre clos le 30 juin 2012			
	Bénéfice net	Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	Bénéfice global
Bénéfice global (perte globale) (montant présenté antérieurement)	995 \$	(20) \$	975 \$
Ajustements au résultat global :			
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi	(8)	(218)	(226)
Impôt sur le résultat	3	57	60
	(5)	(161)	(166)
Montant révisé du bénéfice global (de la perte globale)	990 \$	(181) \$	809 \$

L'application d'IAS 19R a donné lieu à une diminution de l'actif de 198 \$ et à une augmentation du passif de 194 \$ au 1^{er} janvier 2012. En outre, l'actif a augmenté de 47 \$ et le passif a augmenté de 230 \$ au 31 décembre 2012. En raison de la variation du bénéfice net consolidé en 2012, le bénéfice de base et dilué par action a diminué de 0,010 \$ et de 0,009 \$, respectivement, pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

b) IFRS 10 – États financiers consolidés

Conformément à IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), la Compagnie a évalué s'il y avait lieu ou non de consolider une entité en se fondant sur la définition du contrôle. La norme a défini le contrôle comme étant lié au pouvoir qu'a l'investisseur de diriger les activités de l'entreprise détenue, à sa capacité de tirer des avantages variables de ses avoirs dans l'entreprise détenue et au lien direct qui existe entre le pouvoir de diriger les activités et de recevoir des avantages.

3. *Changements de méthodes comptables (suite)*

Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts

La Compagnie a évalué la définition révisée du contrôle à l'égard des fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices et a conclu qu'elle n'avait pas subi d'incidence importante. La Compagnie continuera de présenter les fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices en tant que montants équivalents et compensatoires des actifs et des passifs dans les bilans consolidés, et elle fournit des informations étendues sur la nature de ces entités et sur les risques connexes. L'application d'IFRS 10 aux fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices pourrait continuer à évoluer d'ici au 1^{er} janvier 2014, date à laquelle les assureurs européens seront tenus d'adopter cette norme. La Compagnie continuera de surveiller les développements à cet égard.

Se reporter à la note 9 pour plus de renseignements en ce qui a trait à la présentation et aux informations à fournir relativement à ces structures.

Titres de fiducies de capital

La Fiducie de capital Canada-Vie et la Fiducie de capital Great-West (les fiducies de capital) étaient consolidées par la Compagnie en vertu d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. Les fiducies de capital ne seront plus consolidées dans les états financiers de la Compagnie étant donné que le placement de la Compagnie dans les fiducies de capital n'a pas d'exposition à des rendements variables et, donc, qu'il ne satisfait pas à la définition révisée du contrôle selon IFRS 10. Le changement à l'égard de la consolidation n'a pas eu d'incidence sur le bénéfice net ni sur les capitaux propres de la Compagnie; toutefois, la déconsolidation s'est traduite par une augmentation de 282 \$ et de 45 \$ des obligations au 1^{er} janvier 2012 et au 31 décembre 2012, respectivement, ce qui a augmenté des mêmes montants le passif lié aux débentures de fiducies de capital dans les bilans consolidés.

Par suite de l'adoption d'IFRS 10, la Compagnie a également reclassé un montant de 47 \$ réparti entre les actions et les immeubles de placement au 31 décembre 2012, et un montant de 48 \$ au 1^{er} janvier 2012.

c) IFRS 11 – Partenariats

La Compagnie a adopté les directives contenues dans IFRS 11, *Partenariats*, laquelle sépare les entités contrôlées conjointement selon qu'il s'agit d'entreprises communes ou de coentreprises. Cette norme élimine l'option pour une entité d'utiliser la consolidation proportionnelle pour comptabiliser ses participations dans des coentreprises, celle-ci devant dorénavant utiliser la méthode de la mise en équivalence à cette fin. Lorsque la Compagnie participe à des entreprises communes, elle comptabilise sa quote-part de l'actif, du passif et du bénéfice net. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers de la Compagnie.

d) IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

Parallèlement à l'adoption d'IFRS 10, la Compagnie a adopté les directives contenues dans IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. Cette norme exige la présentation d'informations supplémentaires, notamment sur la manière de déterminer le contrôle et sur les restrictions pouvant exister en ce qui a trait à l'actif et au passif consolidés présentés issus des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées. L'adoption de cette norme aura pour effet d'augmenter la quantité d'informations à fournir en ce qui a trait aux filiales et à la participation de la Compagnie dans des entreprises associées; toutefois, elle n'a pas eu d'incidence sur les résultats financiers de cette dernière.

e) IFRS 13 – Évaluation de la juste valeur

La Compagnie a adopté IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (IFRS 13), avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2013. Conformément aux dispositions transitoires, IFRS 13 a été appliquée prospectivement à partir de cette date. Ce changement n'a pas eu d'incidence sur l'évaluation des actifs et des passifs de la Compagnie. Cependant, la Compagnie présente les nouvelles informations requises en vertu d'IFRS 13 dans les états financiers (se reporter à la note 7).

3. *Changements de méthodes comptables (suite)*

f) IAS 1 – Présentation des états financiers

La Compagnie a adopté les directives fournies dans la version modifiée d'IAS 1, *Présentation des états financiers*. En vertu de la norme modifiée, les autres éléments du bénéfice global sont classés par nature et groupés selon qu'ils seront reclassés en résultat net au cours d'une période ultérieure (lorsque certaines conditions sont réunies) ou qu'ils ne le seront pas. Cette norme révisée porte seulement sur la présentation et n'a donc pas eu d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.

g) IFRS 7 – Instruments financiers

La Compagnie a adopté les directives comprises dans les modifications apportées à IFRS 7, *Instruments financiers*, qui présente de nouvelles informations à fournir relativement aux instruments financiers, notamment au sujet des droits de compensation et des arrangements connexes aux termes de conventions-cadres de compensation. La norme révisée porte seulement sur les informations à fournir et n'a donc pas eu d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie (se reporter à la note 8).

4. Acquisition d'Irish Life Group Limited

Le 18 juillet 2013, la Compagnie a conclu la convention avec le gouvernement de l'Irlande qui avait été annoncée précédemment et a ainsi acheté, par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive Canada Life Limited, la totalité des actions d'Irish Life Group Limited (Irish Life) en contrepartie de 1,8 G\$ (1,3 G€).

Les activités d'assurance-vie et de retraite de la filiale irlandaise de la Compagnie, Canada Life (Ireland), seront intégrées à celles d'Irish Life et conserveront le nom d'Irish Life. Irish Life dispose d'une marque bien établie, en plus d'offrir une vaste gamme de produits et de profiter d'un important réseau de multidistribution similaire à celui lié aux activités de la Compagnie au Canada.

Cette acquisition effectuée au sein du marché permettra à la Compagnie de se classer comme chef de file dans les secteurs de l'assurance-vie, de la retraite et de la gestion de placements en Irlande. La stratégie employée par Irish Life est similaire à celle de Lifeco, car elle vise à maximiser le rendement pour les actionnaires en réduisant les risques au minimum et en mettant l'accent sur la rentabilité des capitaux.

La transaction est financée par le produit net d'un placement de reçus de souscription d'environ 1,25 G\$ effectué le 12 mars 2013. Ce placement se compose d'une convention de prise ferme de 650 \$ et d'un placement privé concomitant de reçus de souscription auprès de la Financière Power de 550 \$ et de la Société financière IGM Inc. de 50 \$. Les reçus de souscription, qui sont classés à titre de passifs financiers, sont comptabilisés au coût amorti et sont présentés au poste Autres passifs dans les bilans consolidés, tandis que les charges d'intérêts sont comptabilisées dans les comptes consolidés de résultat. Le produit du placement, présenté à titre d'obligations dans les bilans consolidés, a été détenu en mains tierces jusqu'à la conclusion de la transaction. Le solde du financement de cette transaction provenait d'une émission de titres d'emprunt libellés en euros (décrite ci-après) et de la trésorerie interne.

Au cours du premier trimestre de 2013, la Compagnie a conclu des contrats de change à terme liés à l'investissement à venir dans Irish Life, dans le cadre d'une stratégie globale dont l'objectif est d'atténuer les risques associés à l'euro. Ces contrats fixent le taux de change entre l'euro et la livre sterling sur une tranche d'environ 300 € de l'acquisition à venir d'Irish Life et fixent le taux de change entre l'euro et le dollar canadien sur une tranche d'environ 500 €.

Le 18 avril 2013, la Compagnie a émis des obligations de 10 ans libellées en euros pour un montant de 500 € assorties d'un coupon annuel de 2,50 %. Les obligations ont reçu une notation de A+ de Standard & Poor's Ratings Services et sont inscrites à la Irish Stock Exchange. L'émission de titres d'emprunt libellés en euros offrira une couverture naturelle à une partie du montant net de l'investissement de la Compagnie dans des établissements à l'étranger libellés en euros.

4. *Acquisition d'Irish Life Group Limited (suite)*

La Compagnie a couvert toutes les expositions connexes au risque de change lié à l'euro.

La Compagnie a engagé, relativement à Irish Life, des dépenses de transaction et d'acquisition ainsi que d'autres dépenses qui ont fait diminuer le bénéfice net de 13 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2013 et de 18 M\$ depuis le début de l'exercice.

En raison de la conclusion récente de l'acquisition d'Irish Life, l'évaluation et la comptabilisation du prix d'acquisition initial du regroupement d'entreprises n'ont pu être achevées à la date de publication des présents états financiers consolidés intermédiaires. Par conséquent, la Compagnie n'a pas fourni les montants comptabilisés à la date d'acquisition pour les principales catégories d'actifs et de passifs acquis, y compris le goodwill.

Le prix d'acquisition sera réparti lorsque la juste valeur des actifs acquis aura été évaluée de façon approfondie.

Étant donné qu'Irish Life avait un mode de présentation de l'information financière différent de celui de la Compagnie, les données sur les produits et le bénéfice pro forma complémentaires de l'entité regroupée, en supposant que la date d'acquisition liée au regroupement d'entreprises était la même que la date d'ouverture de la période annuelle de présentation de l'information financière, n'ont pas été incluses.

5. **Placements de portefeuille**

a) Les valeurs comptables et les justes valeurs estimatives des placements de portefeuille sont les suivantes :

	30 juin 2013		31 décembre 2012		1 ^{er} janvier 2012	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Obligations						
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	62 299 \$	62 299 \$	62 752 \$	62 752 \$	59 870 \$	59 870 \$
Classées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	2 092	2 092	2 113	2 113	1 853	1 853
Disponibles à la vente	9 723	9 723	6 782	6 782	6 888	6 888
Prêts et créances	11 452	12 462	10 934	12 438	9 744	10 785
	85 566	86 576	82 581	84 085	78 355	79 396
Prêts hypothécaires						
Résidentiels	6 264	6 497	6 034	6 439	5 996	6 424
Non résidentiels	12 218	12 684	11 841	12 628	11 436	12 238
	18 482	19 181	17 875	19 067	17 432	18 662
Actions						
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	6 173	6 173	5 918	5 918	5 454	5 454
Disponibles à la vente	758	758	788	788	864	864
Autres	347	413	345	383	338	406
	7 278	7 344	7 051	7 089	6 656	6 724
Immeubles de placement	3 566	3 566	3 572	3 572	3 249	3 249
Total	114 892 \$	116 667 \$	111 079 \$	113 813 \$	105 692 \$	108 031 \$

(1) Les placements à la juste valeur par le biais du résultat net peuvent être classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au gré de la direction, ou classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net s'ils sont négociés activement dans le but de générer des produits de placement.

5. *Placements de portefeuille (suite)*

Au 30 juin 2013, la valeur portée aux bilans consolidés pour les placements de portefeuille vendus aux termes de conventions de rachat liées à des prêts hypothécaires était de 2 024 \$ (néant au 31 décembre 2012 et au 1^{er} janvier 2012).

Au 30 juin 2013, un montant de 1 240 \$ d'obligations disponibles est détenu en mains tierces relativement aux reçus de souscription (néant au 31 décembre 2012 et au 1^{er} janvier 2012) (note 4).

b) Les placements de portefeuille incluent ce qui suit :

Valeur comptable des placements ayant subi une dépréciation

	30 juin 2013	31 décembre 2012
Montants ayant subi une dépréciation, selon le classement		
À la juste valeur par le biais du résultat net	379 \$	365 \$
Disponibles à la vente	26	27
Prêts et créances	46	41
Total	451 \$	433 \$

La valeur comptable des prêts et créances est présentée ci-dessus déduction faite de provisions d'un montant de 23 \$ au 30 juin 2013 et d'un montant de 21 \$ au 31 décembre 2012.

c) Les produits de placement nets se répartissent comme suit :

Trimestre clos le 30 juin 2013	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	927 \$	220 \$	58 \$	65 \$	135 \$	1 405 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	18	-	-	-	-	18
Autres classements	3	9	-	-	-	12
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net	-	(1)	-	-	-	(1)
Autres produits et charges	-	-	-	(16)	(17)	(33)
	948	228	58	49	118	1 401
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(56)	-	-	-	-	(56)
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(2 985)	-	(111)	24	(72)	(3 144)
	(3 041)	-	(111)	24	(72)	(3 200)
Total	(2 093) \$	228 \$	(53) \$	73 \$	46 \$	(1 799) \$

5. *Placements de portefeuille (suite)*

Trimestre clos le 30 juin 2012	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	935 \$	223 \$	64 \$	62 \$	123 \$	1 407 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	51	–	–	–	–	51
Autres classements	–	9	–	–	–	9
Autres produits et charges	–	–	–	(15)	(19)	(34)
	986	232	64	47	104	1 433
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	26	–	–	–	–	26
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	1 246	–	(236)	32	38	1 080
	1 272	–	(236)	32	38	1 106
Total	2 258 \$	232 \$	(172) \$	79 \$	142 \$	2 539 \$

Semestre clos le 30 juin 2013	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	1 834 \$	439 \$	120 \$	129 \$	234 \$	2 756 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	53	–	–	–	–	53
Autres classements	9	15	–	–	–	24
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net	–	(2)	–	–	–	(2)
Autres produits et charges	–	–	–	(31)	(37)	(68)
	1 896	452	120	98	197	2 763
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(53)	–	–	–	–	(53)
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(2 757)	–	125	33	(83)	(2 682)
	(2 810)	–	125	33	(83)	(2 735)
Total	(914) \$	452 \$	245 \$	131 \$	114 \$	28 \$

5. Placements de portefeuille (suite)

Semestre clos le 30 juin 2012	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	1 864 \$	449 \$	120 \$	124 \$	279 \$	2 836 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	86	–	1	–	–	87
Autres classements	3	17	–	–	–	20
Autres produits et charges	–	–	–	(30)	(37)	(67)
	1 953	466	121	94	242	2 876
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	19	–	–	–	–	19
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	872	–	7	68	(56)	891
	891	–	7	68	(56)	910
Total	2 844 \$	466 \$	128 \$	162 \$	186 \$	3 786 \$

Les produits de placement gagnés comprennent les produits générés par les placements classés comme disponibles à la vente, comme des prêts et créances et classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les produits de placement tirés des obligations et des prêts hypothécaires comprennent les produits d'intérêts ainsi que l'amortissement des primes et de l'escompte. Les produits tirés des actions comprennent les dividendes et les produits tirés de la quote-part de la Compagnie du résultat de la Société financière IGM Inc. Les produits tirés des immeubles de placement comprennent les produits locatifs gagnés à l'égard de ces immeubles, les loyers fonciers gagnés sur les terrains loués et sous-loués, le recouvrement des frais, les produits au titre de la résiliation de baux ainsi que les intérêts et les autres produits de placement réalisés sur les immeubles de placement.

6. Gestion du risque

La Compagnie dispose de politiques pour déterminer, mesurer, surveiller et atténuer les risques liés à ses instruments financiers et en assurer le contrôle. Les principaux risques à cet égard sont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (change, taux d'intérêt et marchés boursiers). Le comité de gestion des risques du conseil d'administration est responsable du suivi des principaux risques auxquels la Compagnie est exposée. L'approche de la Compagnie à l'égard de la gestion du risque n'a pas changé de manière importante par rapport à celle qui est décrite dans le rapport annuel de 2012 de Lifeco. Certains risques sont présentés ci-dessous. Une analyse complète de la structure de gouvernance de la Compagnie et de son approche de gestion à l'égard du risque est présentée à la note intitulée Gestion du risque lié aux instruments financiers dans les états financiers consolidés et les notes annexes de la Compagnie figurant au rapport annuel daté du 31 décembre 2012.

La Compagnie a également établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures d'évaluation du capital relatives à la mise en œuvre et à la surveillance du plan de capital. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Compagnie subisse une perte financière si certains de ses débiteurs manquent à leur obligation d'effectuer des paiements à leur échéance.

Concentration du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit proviennent de l'exposition à un seul débiteur, à un groupe de débiteurs liés ou à un groupe de débiteurs partageant des caractéristiques de risque de crédit similaires, comme un groupe de débiteurs exerçant leurs activités dans la même région ou dans des secteurs similaires. Aucun changement important n'est survenu depuis l'exercice clos le 31 décembre 2012.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Compagnie ne soit pas en mesure de répondre à la totalité de ses engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance. La Compagnie gère ce risque en appliquant les politiques et les procédures suivantes :

- La Compagnie gère étroitement les liquidités opérationnelles au moyen de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif et par l'établissement de prévisions quant aux rendements obtenus et nécessaires. Cette façon de procéder assure une correspondance entre les obligations à l'égard des titulaires de polices et le rendement de l'actif.
- La direction surveille de près la solvabilité et les positions de capitaux propres de ses principales filiales et les compare aux besoins de liquidités de la société de portefeuille. La Compagnie peut obtenir des liquidités supplémentaires par l'intermédiaire de marges de crédit établies ou des marchés financiers. La Compagnie a obtenu une marge de crédit de 200 \$ auprès d'une banque à charte canadienne. De plus, Putnam LLC dispose d'une facilité de crédit renouvelable de 500 \$ US auprès d'un consortium de banques et d'une facilité d'emprunt à terme non renouvelable d'un montant de 304 \$ US, garantie par Lifeco, qui viendra à échéance en 2015.
- Les obligations présentées aux bilans consolidés comprennent un montant de 1 240 \$ de trésorerie soumise à restriction détenue en mains tierces relativement à l'émission de reçus de souscription du 12 mars 2013 (se reporter à la note 4).

c) Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des facteurs du marché qui peuvent être classés dans trois catégories : le risque de change, le risque de taux d'intérêt (compte tenu de l'inflation) et le risque lié aux marchés boursiers.

6. *Gestion du risque (suite)*

Mise en garde au sujet des sensibilités au risque

Les présents états financiers contiennent des estimations de sensibilité et de mesures d'exposition relatives à certains risques, notamment la sensibilité à des fluctuations précises des taux d'intérêt projetés et des cours de marché à la date d'évaluation. Les résultats réels peuvent être sensiblement différents de ces estimations, notamment en raison :

- de l'évaluation des circonstances donnant lieu au scénario qui pourrait entraîner des changements aux approches d'investissement et de réinvestissement et aux scénarios de taux d'intérêt pris en compte;
- des changements apportés aux hypothèses actuarielles et aux hypothèses sur le rendement des investissements et les activités d'investissement futures;
- des résultats réels, qui pourraient être sensiblement différents des résultats prévus aux hypothèses;
- des changements apportés à la répartition des activités, aux taux d'imposition effectifs et à d'autres facteurs liés au marché;
- des interactions entre ces facteurs et les hypothèses lorsque plusieurs viennent à changer;
- des limites générales des modèles internes de la Compagnie.

Pour ces raisons, les sensibilités énoncées devraient être considérées uniquement comme des estimations indicatives quant à la sensibilité sous-jacente de chacun des facteurs en fonction des hypothèses émises ci-dessus. Étant donné la nature de ces calculs, la Compagnie ne peut en aucun cas garantir que l'incidence réelle sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires correspondra à celle qui est indiquée.

i) *Risque de change*

Le risque de change réside dans le fait que les activités de la Compagnie et les instruments financiers qu'elle détient sont libellés en diverses devises. En ce qui concerne l'actif couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement qui n'est pas libellé dans la même devise, les fluctuations des taux de change peuvent exposer la Compagnie au risque que les pertes de change ne soient pas contrebalancées par des diminutions du passif. La Compagnie détient des investissements nets dans des établissements à l'étranger. De plus, les dettes de la Compagnie sont principalement libellées en dollars canadiens. En vertu des Normes internationales d'information financière, les profits et les pertes de change liés à l'investissement net dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture et de l'incidence fiscale connexes, sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du bénéfice global. Le raffermissement ou l'affaiblissement du taux de change au comptant du dollar canadien par rapport à celui du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro a une incidence sur le total du capital social et du surplus de la Compagnie. Par conséquent, la valeur comptable par action et le ratio des capitaux propres de la Compagnie surveillés par les agences de notation en subissent également l'incidence.

- Un affaiblissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une augmentation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation négligeable du bénéfice net. Un raffermissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une diminution des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation négligeable du bénéfice net.

6. *Gestion du risque (suite)*

ii) Risque de taux d'intérêt

Il existe un risque de taux d'intérêt lorsqu'il n'y a pas appariement parfait entre les flux de trésorerie de l'actif et du passif et que les taux d'intérêt fluctuent, ce qui entraîne un écart de valeur entre l'actif et le passif.

Les flux de trésorerie projetés des actifs et des passifs courants sont utilisés dans la méthode canadienne axée sur le bilan pour l'établissement des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Des hypothèses actuarielles ont été établies relativement aux taux de rendement de l'actif qui les couvre, aux titres à revenu fixe, aux capitaux propres et à l'inflation. Ces hypothèses reposent sur les meilleures estimations des taux de réinvestissement futurs et de l'inflation (en supposant qu'il y ait corrélation) et incluent des marges servant à couvrir les écarts défavorables, déterminées conformément aux normes de la profession. Ces marges sont nécessaires pour tenir compte des possibilités de mauvaise estimation ou de détérioration future des meilleures estimations et donnent une assurance raisonnable que les passifs relatifs aux contrats d'assurance couvrent diverses éventualités. Les marges sont révisées régulièrement afin de vérifier leur pertinence.

Le risque de réinvestissement est évalué au moyen de plusieurs scénarios de taux d'intérêt, qui prévoient tour à tour l'augmentation, la diminution et la fluctuation des taux. La provision totale relative aux taux d'intérêt suffit à couvrir un ensemble plus étendu ou plus strict de risques que l'ensemble de risques minimal défini dans les scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires.

Au 1^{er} janvier 2013, la Compagnie a amélioré la méthode dont elle se sert pour estimer les provisions relatives aux taux d'intérêt. La provision totale a été restructurée en plusieurs provisions visant à couvrir les risques de modélisation à court terme ainsi que les risques inhérents à long terme et les risques liés à la non-concordance des flux de trésorerie; aucune incidence nette sur le total des provisions n'a été observée à la suite de la restructuration. Cette restructuration influencera toutefois le moment prévu de la comptabilisation de ces provisions en résultat net. La Compagnie estime que cette restructuration fera croître le bénéfice net annuel prévu pour 2013 d'environ 70 \$, après impôt, par rapport au résultat enregistré en 2012 selon l'ancienne méthode.

La fourchette des taux d'intérêt couverts par ces provisions est établie en tenant compte des résultats historiques à long terme et elle fait l'objet d'une surveillance trimestrielle et d'un examen exhaustif annuel. De l'avis de la Compagnie, une modification parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement n'aurait pas une incidence importante sur la fourchette des taux d'intérêt devant être couverts par les provisions. Toutefois, si elle se prolongeait, cette modification parallèle pourrait avoir une incidence sur les scénarios envisagés par la Compagnie.

Le total de la provision relative aux taux d'intérêt tient également compte des scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires.

- Une augmentation parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits n'aurait aucune incidence sur la provision totale relative aux taux d'intérêt.
- L'incidence d'une diminution parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits correspondrait à une hausse d'environ 138 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une diminution d'environ 101 \$ du bénéfice net.

6. *Gestion du risque (suite)*

Une autre façon de mesurer le risque de taux d'intérêt associé à ces hypothèses consiste à déterminer l'incidence d'une modification de 1 % de la fourchette des taux d'intérêt qui, selon la Compagnie, devraient être couverts par ces provisions sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ayant une incidence sur le bénéfice attribuable aux actionnaires de la Compagnie.

- L'incidence d'une augmentation immédiate de 1 % de la partie inférieure ou supérieure de la fourchette des taux d'intérêt prise en compte dans les provisions correspondrait à une diminution d'environ 13 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une augmentation d'environ 10 \$ du bénéfice net.
- L'incidence d'une diminution immédiate de 1 % de la partie inférieure ou supérieure de la fourchette des taux d'intérêt prise en compte dans les provisions correspondrait à une hausse d'environ 630 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une diminution d'environ 435 \$ du bénéfice net.

iii) Risque lié aux marchés boursiers

Le risque lié aux marchés boursiers correspond à l'incertitude liée à l'évaluation des actifs découlant des fluctuations des marchés boursiers. Afin d'atténuer le risque de prix, la politique de placement de la Compagnie prévoit le recours à des investissements prudents dans les marchés boursiers, selon des limites clairement définies. Le risque associé aux garanties liées aux fonds distincts a été atténué au moyen d'un programme de couverture des garanties de retrait minimum à vie, lequel prévoit l'utilisation de contrats à terme standardisés sur actions, de contrats à terme de gré à gré sur devises et d'instruments dérivés sur taux. En ce qui a trait aux polices comportant des garanties liées aux fonds distincts, la Compagnie calcule généralement les passifs relatifs aux contrats d'assurance selon un niveau d'espérance conditionnelle unilatérale 75 (ECU 75).

Certains passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sont soutenus par des immeubles de placement, des actions ordinaires et des titres de capitaux propres non cotés en Bourse, notamment des produits de fonds distincts et des produits aux flux de trésorerie de durée indéterminée. Ces passifs fluctuent généralement en fonction des valeurs des marchés boursiers. Leur montant pourrait donc varier en conséquence. Une remontée de 10 % des marchés boursiers donnerait lieu à une diminution supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 18 \$, donnant lieu à son tour une augmentation du bénéfice net d'environ 14 \$. Un recul de 10 % des marchés boursiers entraînerait une augmentation supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 144 \$, entraînant à son tour une diminution du bénéfice net d'environ 107 \$.

Les hypothèses les plus probables liées au rendement des actions se fondent principalement sur les moyennes historiques à long terme. Des changements sur le marché actuel pourraient donner lieu à des modifications de ces hypothèses et auraient une incidence sur les flux de trésorerie de l'actif et du passif. L'incidence d'une augmentation de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une diminution d'environ 413 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, ce qui donnerait lieu à une augmentation du bénéfice net d'environ 317 \$. L'incidence d'une diminution de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une augmentation d'environ 467 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, ce qui entraînerait une diminution du bénéfice net d'environ 356 \$.

7. Évaluation à la juste valeur

La Compagnie a classé ses actifs et ses passifs évalués à la juste valeur selon la hiérarchie des justes valeurs suivante :

Les évaluations à la juste valeur de niveau 1 utilisent des données sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, auxquelles la Compagnie a accès. Les actifs et les passifs évalués selon le niveau 1 comprennent les titres de participation négociés activement, les contrats à terme standardisés négociés en Bourse ainsi que les fonds communs de placement et les fonds distincts dont les cours sont disponibles sur un marché actif et qui ne comportent pas de clauses de rachat restrictives.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 2 utilisent des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement. Ces données du niveau 2 comprennent les cours des actifs et des passifs similaires sur les marchés actifs ainsi que les données autres que les cours observables de l'actif et du passif, par exemple, les courbes des taux d'intérêt et de rendement observables à intervalles réguliers. Les justes valeurs de certains titres du niveau 2 ont été fournies par un service d'établissement des prix. Ces données incluent, sans s'y limiter, les rendements de référence, les négociations publiées, les prix obtenus des courtiers, les écarts des émetteurs, les marchés réciproques, les titres de référence, les offres et d'autres données de référence. Les actifs et les passifs correspondant au niveau 2 comprennent ceux dont le prix est évalué en fonction d'une méthode matricielle fondée sur la qualité du crédit et la durée de vie moyenne, des titres de gouvernements et d'agences, des actions incessibles, un certain nombre d'obligations et d'actions privées, la plupart des obligations de sociétés assorties d'une notation de crédit élevée et de grande qualité, la plupart des titres adossés à des actifs, la plupart des contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les prêts hypothécaires. Les contrats d'investissement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement compris dans le niveau 2.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 3 utilisent une ou plusieurs données importantes qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables; il s'agit de cas où il y a peu d'activité, voire aucune, sur le marché pour l'actif ou le passif. Les valeurs pour la plupart des titres correspondant au niveau 3 ont été obtenues à partir des prix d'un seul courtier, de modèles internes d'établissement des prix ou d'évaluateurs externes. Les actifs et les passifs financiers évalués en fonction du niveau 3 comprennent généralement un certain nombre d'obligations, certains titres adossés à des actifs, des actions privées, les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant certaines clauses de rachat restrictives, certains contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les immeubles de placement.

7. *Évaluation à la juste valeur (suite)*

Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des actifs et des passifs de la Compagnie évalués à la juste valeur sur une base récurrente, en fonction des niveaux de hiérarchie :

Actifs évalués à la juste valeur	30 juin 2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Trésorerie	2 788 \$	– \$	– \$	2 788 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Obligations	–	64 105	286	64 391
Actions	6 155	3	15	6 173
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	<u>6 155</u>	<u>64 108</u>	<u>301</u>	<u>70 564</u>
Actifs financiers disponibles à la vente				
Obligations	–	9 695	28	9 723
Actions	98	1	1	100
Total des actifs financiers disponibles à la vente	<u>98</u>	<u>9 696</u>	<u>29</u>	<u>9 823</u>
Immeubles de placement	–	–	3 566	3 566
Dérivés ⁽¹⁾	–	640	–	640
Autres actifs :				
Actifs du compte de négociation de Putnam LLC	97	537	19	653
Autres ⁽²⁾	69	–	–	69
Total des actifs évalués à la juste valeur	<u><u>9 207 \$</u></u>	<u><u>74 981 \$</u></u>	<u><u>3 915 \$</u></u>	<u><u>88 103 \$</u></u>
Passifs évalués à la juste valeur				
Dérivés ⁽³⁾	– \$	584 \$	– \$	584 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	–	680	30	710
Autres passifs – autres	69	–	–	69
Total des passifs évalués à la juste valeur	<u><u>69 \$</u></u>	<u><u>1 264 \$</u></u>	<u><u>30 \$</u></u>	<u><u>1 363 \$</u></u>

(1) Compte non tenu de garanties reçues de 3 \$.

(2) Compte tenu d'une garantie en trésorerie en vertu d'ententes de prêt de titres.

(3) Compte non tenu de garanties données de 159 \$.

Aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 au cours de la période considérée.

7. *Évaluation à la juste valeur (suite)*

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des actifs et des passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour lesquels la Compagnie a utilisé des données du niveau 3 :

30 juin 2013								
	Obligations à la juste valeur par le biais du résultat net	Obligations disponibles à la vente	Actions à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽²⁾	Actions disponibles à la vente	Immeubles de placement	Autres actifs – Compte de négociation ⁽³⁾	Total de l'actif	Passifs relatifs aux contrats d'investissement
Solde au début	273 \$	27 \$	12 \$	1 \$	3 572 \$	9 \$	3 894 \$	33 \$
Total des profits (pertes)								
Compris dans le bénéfice net	46	1	–	–	33	10	90	–
Compris dans les autres éléments du bénéfice global	–	2	–	–	(30)	–	(28)	–
Achats	–	–	10	–	8	–	18	–
Ventes	–	–	(7)	–	(17)	–	(24)	–
Remboursements	(33)	(2)	–	–	–	–	(35)	–
Autres	–	–	–	–	–	–	–	(3)
Transferts vers le niveau 3 ⁽¹⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts hors du niveau 3 ⁽¹⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
Solde à la fin	286 \$	28 \$	15 \$	1 \$	3 566 \$	19 \$	3 915 \$	30 \$
Total des profits pour la période compris dans les produits de placement nets	46 \$	1 \$	– \$	– \$	33 \$	10 \$	90 \$	– \$
Variation des profits latents pour la période compris dans le bénéfice net pour les actifs détenus au 30 juin 2013	46 \$	– \$	– \$	– \$	33 \$	10 \$	89 \$	– \$

(1) Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts depuis le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples ou de la suspension des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs et des fonds distincts.

(2) Comprennent les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est évaluée selon les cours du marché observables.

(3) Comprennent des actions non liquides lorsqu'il n'existe pas de cours publié; toutefois, la Compagnie est d'avis que le fait de changer les données de manière à modifier raisonnablement les hypothèses n'entraînerait pas de changement important en ce qui a trait à la valeur.

7. Évaluation à la juste valeur (suite)

Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des données importantes non observables utilisées en fin de période aux fins de l'évaluation des actifs et des passifs classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Type d'actif	Méthode d'évaluation	Données importantes non observables	Valeur des données	Interdépendance entre les données importantes non observables et l'évaluation de la juste valeur
Titres adossés à des actifs (inclus dans les obligations)	Actualisation des flux de trésorerie	Hypothèse de taux de vitesse de remboursement par anticipation (pourcentage estimatif des remboursements par anticipation sur une base annuelle) Hypothèse de taux de défaut de paiement constant (pourcentage estimatif du groupe de garanties faisant l'objet de défauts sur une base annuelle) Hypothèse d'écart ajusté de l'incidence des titres adossés à des actifs (l'indice ABX) (ajusté pour tenir compte des primes de liquidité calculées à l'interne)	5 % (moyenne pondérée) 4 % (moyenne pondérée) 551 pdb (moyenne pondérée)	La Compagnie ne croit pas que l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour remplacer une ou plusieurs des données aurait une incidence importante sur la juste valeur de ces instruments.
Immeubles de placement	L'évaluation des immeubles de placement est généralement déterminée au moyen de modèles d'évaluation des immeubles qui sont fondés sur les taux de capitalisation attendus et sur des modèles qui actualisent le montant net des flux de trésorerie futurs prévus. L'établissement de la juste valeur des immeubles de placement exige l'utilisation d'estimations, telles que les flux de trésorerie futurs (hypothèses locatives futures, taux de location, dépenses en immobilisations et opérationnelles) et les taux d'actualisation, les taux de capitalisation de sortie et le taux de capitalisation global applicables aux actifs selon les taux du marché.	Taux d'actualisation	Fourchette de 4,0 % à 11,0 %	Une diminution du taux d'actualisation se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'actualisation se traduirait par une diminution de la juste valeur.

8. Conventions-cadres de compensation exécutoire ou accords similaires

Les informations fournies ci-dessous montrent l'incidence potentielle, sur les bilans consolidés de la Compagnie, des instruments financiers qui ont été présentés à leur montant brut lorsqu'il existe un droit de compensation dans certaines circonstances qui ne sont pas admissibles à la compensation dans les bilans consolidés.

La Compagnie a recours à des conventions-cadres de l'International Swaps and Derivative Association dans la négociation de dérivés sur le marché hors cote. La Compagnie reçoit et donne des garanties conformément à l'annexe sur le soutien du crédit qui fait partie de la convention-cadre de l'International Swaps and Derivative Association. Ces conventions-cadres ne satisfont pas aux critères de compensation aux bilans consolidés puisqu'elles donnent un droit de compensation qui est exécutoire uniquement en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Les dérivés négociés en Bourse assujettis à des accords de compensation de dérivés conclus avec des Bourses et des chambres de compensation ne sont pas assortis de clauses de compensation en cas de défaillance. Le tableau ci-après exclut la marge initiale puisque celle-ci deviendrait alors une composante d'un processus de règlement collectif.

Les prises en pension de titres de la Compagnie font également l'objet de droits de compensation en cas de défaillance. Ces transactions et ces accords comprennent des conventions-cadres de compensation qui prévoient la compensation des obligations de paiement entre la Compagnie et ses contreparties en cas de défaillance.

	30 juin 2013			
	Montant brut des instruments financiers présentés dans le bilan	Montants connexes non compensés dans le bilan		Exposition nette
Position de compensation de la contrepartie⁽¹⁾		Garanties financières (reçues) versées⁽²⁾		
Instruments financiers (actifs)				
Instruments financiers dérivés	640 \$	(255) \$	– \$	385 \$
Prises en pension de titres ⁽³⁾	884	–	(884)	–
Total des instruments financiers (actifs)	1 524 \$	(255) \$	(884) \$	385 \$
Instruments financiers (passifs)				
Instruments financiers dérivés	584 \$	(255) \$	(157) \$	172 \$
Total des instruments financiers (passifs)	584 \$	(255) \$	(157) \$	172 \$

8. Conventions-cadres de compensation exécutoire ou accords similaires (suite)

	31 décembre 2012			Exposition nette
	Montants connexes non compensés dans le bilan			
Montant brut des instruments financiers présentés dans le bilan	Position de compensation de la contrepartie ⁽¹⁾	Garanties financières (reçues) versées ⁽²⁾		
Instruments financiers (actifs)				
Instruments financiers dérivés	997 \$	(212) \$	(25) \$	760 \$
Prises en pension de titres ⁽³⁾	101	-	(101)	-
Total des instruments financiers (actifs)	1 098 \$	(212) \$	(126) \$	760 \$
Instruments financiers (passifs)				
Instruments financiers dérivés	342 \$	(212) \$	(96) \$	34 \$
Total des instruments financiers (passifs)	342 \$	(212) \$	(96) \$	34 \$

- (1) Comprend les montants des contreparties comptabilisés dans les bilans consolidés lorsque la Compagnie a une position de compensation potentielle (tel qu'il est décrit plus haut), mais que les critères de compensation au bilan ne sont pas satisfaits, à l'exclusion des garanties.
- (2) Les garanties financières présentées dans le tableau ci-dessus excluent le surdimensionnement et, pour les dérivés négociés en Bourse, la marge initiale. Le total des garanties financières, incluant la marge initiale et le surdimensionnement, reçues relativement aux actifs dérivés s'élevait à 3 \$ (25 \$ au 31 décembre 2012), un montant de 901 \$ a été reçu à l'égard de prises en pension de titres (103 \$ au 31 décembre 2012) et un montant de 176 \$ a été donné en garantie à l'égard des passifs dérivés (118 \$ au 31 décembre 2012).
- (3) Les actifs liés aux prises en pension de titres sont compris dans les obligations dans les bilans consolidés.

9. Fonds distincts

Au Canada, aux États-Unis et en Europe, la Compagnie offre des produits de fonds distincts qui sont désignés soit comme des fonds distincts, des comptes distincts ou des fonds à capital variable, selon la région. Il s'agit de contrats établis par les assureurs à l'intention des titulaires de polices des fonds distincts, aux termes desquels le montant des prestations est directement lié au rendement des placements ainsi qu'aux risques et aux avantages inhérents aux fluctuations du marché, et les produits de placement nets sont réalisés par les titulaires de polices des fonds distincts. Ces derniers doivent choisir des fonds distincts qui comprennent une gamme de placements sous-jacents. Bien que la Compagnie détienne les titres de propriété de ces placements, elle a l'obligation contractuelle de remettre les résultats de placement aux titulaires de polices des fonds distincts et elle sépare ces placements de ses propres placements.

Au Canada et aux États-Unis, les actifs des fonds et des comptes distincts sont juridiquement séparés de l'actif général de la Compagnie selon les modalités du contrat à l'intention des titulaires de polices, et ils ne peuvent être utilisés pour régler les obligations de la Compagnie. En Europe, les actifs des fonds sont séparés de façon fonctionnelle et implicite de ceux de la Compagnie. En raison des modalités juridiques et implicites associées à ces fonds, leurs actifs et leurs passifs sont présentés dans des postes distincts des bilans consolidés, soit Placements pour le compte des polices de fonds distincts, et un passif correspondant est comptabilisé au poste Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts.

9. *Fonds distincts (suite)*

Dans les comptes consolidés de résultat, toutes les sommes relatives aux produits liés aux titulaires de polices des fonds distincts, y compris les variations de la valeur de marché et les produits de placement nets, sont créditées aux titulaires de polices des fonds distincts et incluses dans les actifs et les passifs pour le compte des polices de fonds distincts dans les bilans consolidés. Étant donné que ces montants n'ont pas d'incidence directe sur les produits et les charges de la Compagnie, ils ne sont pas inclus séparément dans les comptes consolidés de résultat.

Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées aux valeurs de marché des fonds de placement. Bien que ces fonds soient semblables aux fonds communs de placement, ils en diffèrent principalement du fait qu'ils sont assortis de garanties qui protègent les titulaires de polices des fonds distincts contre les reculs subis par les placements sous-jacents sur le marché. Ces garanties constituent la principale exposition de la Compagnie liée à ces fonds. La Compagnie comptabilise ces garanties au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement dans ses états financiers. Outre son exposition à ces garanties, la Compagnie court un risque à l'égard des frais qu'elle touche sur ces produits, car ils sont tributaires de la valeur de marché des fonds.

Au Canada, la Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers par l'entremise de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ces produits procurent des garanties de retrait minimum au décès ainsi que des garanties de retrait minimum de capitalisation à l'échéance.

Aux États-Unis, la Compagnie offre des rentes variables assorties de garanties de retrait minimum au décès par l'intermédiaire de Great-West Financial. La plupart prennent la forme de primes au décès, et la garantie vient à échéance lorsque le titulaire de la police atteint 70 ans.

En Europe, la Compagnie offre des produits unitaires à profit qui sont semblables aux produits de fonds distincts, mais offrent le regroupement des fonds des titulaires de polices et des taux d'intérêt crédités minimaux.

La Compagnie offre également des produits assortis d'une garantie de retrait minimum au Canada, aux États-Unis et en Europe. Les produits assortis d'une garantie de retrait minimum de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 30 juin 2013, la valeur des produits assortis d'une garantie de retrait minimum en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne s'établissait à 2 390 \$ (2 110 \$ au 31 décembre 2012).

Le tableau suivant présente l'exposition de la Compagnie à ces garanties :

	30 juin 2013				
	Valeur de marché	Insuffisance d'investissement par type de prestations			
		Revenu	Échéance	Décès	Total*
Exploitation canadienne	24 682 \$	– \$	43 \$	198 \$	198 \$
Exploitation américaine	8 168	1	–	56	57
Exploitation européenne	4 172	392	24	53	446
Total	37 022 \$	393 \$	67 \$	307 \$	701 \$

* Les titulaires ne peuvent recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès. Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus coûteux survienne le 30 juin 2013.

9. *Fonds distincts (suite)*

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de recevoir des prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 30 juin 2013. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à environ 7 \$ pour le trimestre et 15 \$ depuis le début de l'exercice, la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'unité Exploitation européenne.

Se reporter à la rubrique intitulée Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle du rapport de gestion daté du 31 décembre 2012 de la Compagnie pour obtenir plus de renseignements sur l'exposition au risque inhérent aux garanties de la Compagnie et sur la façon dont elle gère ces risques.

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des placements pour le compte des polices de fonds distincts :

a) Placements pour le compte des polices de fonds distincts

	30 juin 2013	31 décembre 2012	1 ^{er} janvier 2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 583 \$	4 837 \$	5 334 \$
Obligations	24 154	24 070	21 594
Prêts hypothécaires	2 455	2 303	2 303
Actions et parts de fonds communs de placement	37 119	35 154	32 651
Fonds communs de placement	36 588	34 100	31 234
Immeubles de placement	6 170	6 149	5 457
	112 069	106 613	98 573
Produits à recevoir	256	239	287
Autres passifs/actifs	(1 684)	(1 904)	(2 278)
Total	110 641 \$	104 948 \$	96 582 \$

b) Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts

	Pour les semestres clos les 30 juin	
	2013	2012
Solde au début de l'exercice	104 948 \$	96 582 \$
Ajouter (déduire) :		
Dépôts des titulaires de polices	7 105	6 360
Produits de placement nets	300	351
Profits en capital réalisés sur les placements, montant net	1 378	511
Profits en capital latents sur les placements, montant net	1 840	1 254
Profits latents attribuables aux fluctuations des taux de change	1 595	110
Retraits des titulaires de polices	(6 555)	(5 958)
Virement du fonds général, montant net	30	(2)
Total	5 693	2 626
Solde à la fin	110 641 \$	99 208 \$

9. *Fonds distincts (suite)*

c) Produits de placement pour le compte des polices de fonds distincts

	Pour les semestres clos les 30 juin	
	2013	2012
Produits de placement nets	300 \$	351 \$
Profits en capital réalisés sur les placements, montant net	1 378	511
Profits en capital latents sur les placements, montant net	1 840	1 254
Profits latents attribuables aux fluctuations des taux de change	1 595	110
Total	5 113	2 226
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts	5 113	2 226
Montant net	- \$	- \$

d) Placements pour le compte des polices de fonds distincts en fonction des niveaux de hiérarchie (note 7)

	30 juin 2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements pour le compte des polices de fonds distincts⁽¹⁾	71 247 \$	34 419 \$	6 286 \$	111 952 \$

(1) Compte non tenu d'un montant de 1 311 \$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

Au cours de 2013, des placements dans des actions étrangères d'une valeur de 1 775 \$ ont été transférés du niveau 2 au niveau 1, car la Compagnie a été en mesure d'obtenir des prix cotés observables sur des marchés actifs.

Les actifs du niveau 2 incluent les actifs pour lesquels les sources de prix du marché usuelles ne fournissent pas la juste valeur et pour lesquels la Compagnie ne peut évaluer les actifs sous-jacents.

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des placements pour le compte des polices de fonds distincts évalués à la juste valeur pour lesquels la Compagnie a utilisé les données du niveau 3 :

	30 juin 2013
Solde au début	6 287 \$
Total des profits inclus dans les produits de placement liés aux fonds distincts	136
Achats	46
Ventes	(188)
Transferts vers le niveau 3	5
Solde à la fin	6 286 \$

Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts depuis le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples. Il n'y a eu aucun transfert depuis le niveau 3 au cours de la période.

10. Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement

	30 juin 2013		
	Passif, montant brut	Actif au titre des cessions en réassurance	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	119 223 \$	2 204 \$	117 019 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	710	-	710
Total	119 933 \$	2 204 \$	117 729 \$

	31 décembre 2012		
	Passif, montant brut	Actif au titre des cessions en réassurance	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	119 919 \$	2 064 \$	117 855 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	739	-	739
Total	120 658 \$	2 064 \$	118 594 \$

11. Charges financières

Les charges financières s'établissent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2013	2012	2013	2012
Charges opérationnelles				
Intérêts sur les marges de crédit à l'exploitation et les instruments d'emprunt à court terme	2 \$	1 \$	3 \$	2 \$
Charges financières				
Intérêts sur les débetures à long terme et les autres instruments d'emprunt	64	58	122	116
Intérêts sur les débetures de fiducies de capital	2	13	5	25
Autres	6	5	11	10
Total	74 \$	77 \$	141 \$	153 \$

Le 18 avril 2013, la Compagnie a émis des obligations de 10 ans à 2,50 % libellées en euros pour un montant de 500 € relativement à l'acquisition d'Irish Life (note 4).

12. Capital social

Actions ordinaires
Émises et en circulation

	30 juin 2013		31 décembre 2012	
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
Actions ordinaires :				
Solde au début	950 596 440	5 848 \$	949 764 141	5 828 \$
Exercées et émises en vertu du régime d'options sur actions	1 194 400	30	832 299	20
Solde à la fin	951 790 840	5 878 \$	950 596 440	5 848 \$

Événements postérieurs à la date de clôture

Le 18 juillet 2013, les reçus de souscriptions décrits à la note 4 ont été échangés automatiquement, à raison de un reçu pour une action, contre 48 660 000 actions ordinaires de la Compagnie d'une valeur attribuée d'environ 1,2 G\$, déduction faite des coûts de transaction d'environ 29 \$ (21 \$ après impôt) engagés relativement à l'émission d'actions ordinaires. L'échange de reçus de souscription a donné lieu à une augmentation du nombre total d'actions ordinaires en circulation, le faisant ainsi passer à 1 000 450 840 au 18 juillet 2013. Au 30 juin 2013, comme l'émission de ces actions était conditionnelle et que toutes les conditions n'avaient pas été remplies à cette date, les reçus de souscription n'ont pas été inclus dans le bénéfice de base et dilué par action ordinaire (note 16). Les reçus de souscription seront inclus dans le calcul du bénéfice de base par action ordinaire avec prise d'effet le 18 juillet 2013, soit la journée où toutes les modalités conditionnelles ont été satisfaites.

13. Gestion du capital

a) Politiques et objectifs

La gestion du capital consiste à établir et à maintenir de façon constante la quantité et la qualité du capital pour les besoins de la Compagnie et à faire en sorte que celui-ci soit affecté conformément aux attentes des parties prenantes de la Compagnie. À cet égard, le conseil d'administration considère comme étant les principales parties prenantes les actionnaires, les titulaires de polices et les détenteurs de créances subordonnées de la Compagnie, ainsi que les organismes de réglementation concernés dans les divers territoires où cette dernière et ses filiales exercent leurs activités.

La Compagnie gère son capital sur une base consolidée ainsi qu'au niveau de chaque filiale en exploitation. Les principaux objectifs de la stratégie de gestion du capital de la Compagnie sont les suivants :

- maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences en capital réglementaires minimales appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités;
- conserver d'excellentes notations de crédit et de solidité financière qui lui garantissent un accès stable aux marchés financiers;
- offrir une structure du capital efficace afin de maximiser la valeur pour les actionnaires, en tenant compte des risques opérationnels et des plans stratégiques de la Compagnie.

Le processus de planification en matière de capital incombe au chef des services financiers de la Compagnie. Le plan de capital est examiné par le comité de direction du conseil d'administration et approuvé par le conseil d'administration de la Compagnie, sur une base annuelle. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

13. *Gestion du capital (suite)*

La capitalisation cible de la Compagnie et de ses filiales est déterminée en tenant compte de divers facteurs tels que la probabilité qu'elle devienne inférieure aux exigences en capital réglementaires minimales dans les territoires où les activités sont exercées, les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la Compagnie et la volonté de réunir suffisamment de capitaux pour avoir un degré de confiance élevé quant à sa capacité de respecter ses obligations envers les titulaires de polices et ses autres obligations.

b) Capital réglementaire

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales : le montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent. À cette fin, divers ajouts au capital ou diverses déductions de ce dernier sont prescrits par les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada. Le tableau qui suit présente un sommaire des données et des ratios ayant trait au montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent et l'information connexe de la Great-West :

	30 juin 2013	31 décembre 2012
Capital de première catégorie ajusté, montant net	9 833 \$	8 699 \$
Capital de deuxième catégorie, montant net	1 715	1 710
Total du capital disponible	11 548 \$	10 409 \$
Total du capital requis	4 955 \$	5 018 \$
Ratio du capital de première catégorie	198 %	173 %
Total du ratio	233 %	207 %

Le ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent de 233 % de la Great-West comprend l'incidence de 15 points de pourcentage de l'activité liée au capital en prévision de la conclusion de l'acquisition d'Irish Life.

D'autres établissements et filiales à l'étranger de la Compagnie doivent se conformer aux exigences en matière de capital et de solvabilité des territoires où ils sont présents. Au 31 décembre 2012, la Compagnie maintenait la capitalisation à un niveau excédant les exigences réglementaires minimales locales dans chacun des territoires de ses autres établissements à l'étranger.

14. Paiements fondés sur des actions

Au cours des trimestres clos le 30 juin 2013 et le 31 mars 2013, 21 500 options et 1 810 600 options ont été attribuées en vertu du régime d'options sur actions de la Compagnie (2 138 100 options au semestre clos le 30 juin 2012). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du semestre clos le 30 juin 2013 était de 4,33 \$ par option (3,17 \$ pour le semestre clos le 30 juin 2012). Une charge de rémunération liée au régime d'options sur actions de la Compagnie de 4 \$ après impôt a été comptabilisée dans les comptes consolidés de résultat pour le semestre clos le 30 juin 2013 (4 \$ après impôt pour le semestre clos le 30 juin 2012).

15. Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi incluses aux charges opérationnelles et aux autres éléments du résultat global s'établissent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2013	2012	2013	2012
Régimes de retraite				
Coût des services	34 \$	27 \$	65 \$	53 \$
Coût financier, montant net	6	4	13	10
	<u>40</u>	<u>31</u>	<u>78</u>	<u>63</u>
Autres avantages postérieurs à l'emploi				
Coût des services	-	1	1	1
Coût financier, montant net	5	5	9	10
	<u>5</u>	<u>6</u>	<u>10</u>	<u>11</u>
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi – résultat net	<u>45</u>	<u>37</u>	<u>88</u>	<u>74</u>
Réévaluations des régimes de retraite				
Écarts actuariels comptabilisés	(210)	111	(193)	244
Rendement (plus élevé) moins élevé que le rendement prévu de l'actif	54	72	(60)	(15)
Variation de l'incidence du plafond de l'actif	3	(4)	(2)	(14)
	<u>(153)</u>	<u>179</u>	<u>(255)</u>	<u>215</u>
Réévaluations des autres avantages postérieurs à l'emploi				
Écarts actuariels comptabilisés	(23)	9	(19)	21
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi – autres éléments du résultat global	<u>(176)</u>	<u>188</u>	<u>(274)</u>	<u>236</u>
Total de la charge (de l'économie) au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi	<u>(131) \$</u>	<u>225 \$</u>	<u>(186) \$</u>	<u>310 \$</u>

Le tableau ci-après présente le taux d'actualisation moyen pondéré des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi qui a été utilisé pour réévaluer l'obligation au titre des prestations aux dates suivantes :

	<u>Taux d'actualisation moyen pondéré</u>	
30 juin 2013 (30 juin 2012)	4,7 %	(4,6 %)
31 mars 2013 (31 mars 2012)	4,3 %	(4,8 %)
31 décembre 2012 (1 ^{er} janvier 2012)	4,3 %	(5,1 %)

16. Bénéfice par action ordinaire

Le tableau qui suit permet de rapprocher le bénéfice de base par action ordinaire et le bénéfice dilué par action ordinaire :

	Trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice				
Bénéfice net	553 \$	516 \$	1 103 \$	990 \$
Dividendes – détenteurs d’actions privilégiés	(32)	(28)	(65)	(53)
Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires	521	488	1 038	937
Titres de fiducies de capital	–	2	–	5
Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires – dilué	521 \$	490 \$	1 038 \$	942 \$
Nombre d’actions ordinaires				
Nombre moyen d’actions ordinaires en circulation	951 560 784	949 816 266	951 281 321	949 798 639
Ajouter :				
– Conversions des parts de fiducies de capital	–	11 646 896	–	11 646 896
– Exercice potentiel d’options sur actions en cours	583 701	272 168	492 923	284 305
Nombre moyen d’actions ordinaires en circulation – dilué	952 144 485	961 735 330	951 774 244	961 729 840
Bénéfice de base par action ordinaire	0,548 \$	0,512 \$	1,092 \$	0,986 \$
Bénéfice dilué par action ordinaire	0,547 \$	0,509 \$	1,091 \$	0,980 \$
Dividendes par action ordinaire	0,3075 \$	0,3075 \$	0,6150 \$	0,6150 \$

17. Impôt sur le résultat

a) Charge d’impôt

La charge d’impôt se compose des éléments suivants :

	Trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2013	2012	2013	2012
Impôt exigible	190 \$	(16) \$	331 \$	70 \$
Impôt différé	(62)	86	(75)	56
Total de la charge d’impôt	128 \$	70 \$	256 \$	126 \$

17. *Impôt sur le résultat (suite)*

b) Taux d'imposition effectif

Pour le semestre clos le 30 juin 2013, le taux d'imposition effectif global de Lifeco était de 18 %, comparativement à 14 % pour l'ensemble de l'exercice 2012 et à 11 % pour le semestre clos le 30 juin 2012. Les taux d'imposition effectifs sont généralement inférieurs au taux d'imposition de la Compagnie prévu par la loi, qui se chiffre à 26,5 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

La diminution du taux d'imposition effectif pour l'ensemble de l'exercice 2012 tient à l'incidence de modifications des taux d'imposition prévus par la loi pour l'ajustement des passifs relatifs aux contrats d'assurance en ce qui a trait à l'impôt différé, à la comptabilisation d'économies d'impôt au titre de pertes non comptabilisées précédemment et aux différences temporaires. En outre, au cours du deuxième trimestre de 2012, la Compagnie a conclu une entente de vérification avec l'Agence du revenu du Canada. L'entente a réglé plusieurs questions en suspens, y compris le prix de transfert et d'autres questions de fiscalité internationale pour les exercices 2004 à 2011. La Compagnie avait constitué des provisions au titre de l'impôt incertain pour ces éléments, ce qui a eu, au moment de la reprise, une incidence positive de 47 \$ et a occasionné une réduction de 2 % du taux d'imposition effectif pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

La baisse du taux d'imposition effectif pour le semestre clos le 30 juin 2012 tient compte de l'incidence des réductions des taux d'imposition prévus par la loi pour l'exploitation européenne, de la variation des taux d'imposition sur l'ajustement des passifs relatifs aux contrats d'assurance en ce qui a trait à l'impôt différé et de la comptabilisation d'économies d'impôt sur le résultat de l'exercice précédent par l'exploitation américaine. L'entente de vérification avec l'Agence du revenu du Canada susmentionnée a aussi réduit le taux d'imposition effectif pour le semestre de 2012, de 4 %.

c) Actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre de différences temporaires déductibles, de pertes et d'autres reports en avant non utilisés dans la mesure où la réalisation des avantages d'impôt connexes par l'entremise des bénéficiaires imposables futurs est probable.

La comptabilisation se fonde sur le fait qu'il est probable que la Compagnie enregistrera des bénéficiaires imposables ou qu'elle pourra tirer parti d'occasions de planification fiscale, et ainsi utiliser les actifs d'impôt différé. Des changements de circonstances au cours de périodes futures pourraient avoir des répercussions défavorables sur l'appréciation du caractère recouvrable des actifs. L'incertitude quant à la recouvrabilité est prise en compte au moment de déterminer les actifs d'impôt différé. Le processus annuel de planification financière de la Compagnie constitue un point de départ important pour l'évaluation des actifs d'impôt différé.

L'actif d'impôt différé comporte des soldes qui sont tributaires des bénéficiaires imposables futurs. Or, des entités pertinentes ont subi des pertes soit durant l'exercice en cours, soit à l'exercice précédent. Le total de l'actif d'impôt différé pour les entités visées les plus importantes était de 1 246 \$ au 30 juin 2013 (1 153 \$ au 31 décembre 2012).

18. Provisions et passif éventuel (changements survenus après le 31 décembre 2012, date du rapport annuel)

Au cours de 2013, la London Life et la Great-West, des filiales de Lifeco, ont réaffecté un montant de 298 \$ au surplus attribuable aux comptes de participation dans le cadre du jugement rendu par la Cour supérieure de justice de l'Ontario le 24 janvier 2013 relativement à l'utilisation des comptes de participation de la London Life et de la Great-West pour le financement de l'acquisition du Groupe d'assurances London Inc., en 1997, ce qui a eu pour effet de réduire la provision liée à des litiges dans le compte des détenteurs d'actions ordinaires. La London Life et la Great-West ont déposé une demande d'appel de la décision du 24 janvier 2013.

Au cours du premier trimestre de 2013, la Compagnie a effectué un examen des éventualités concernant les coûts liés à l'acquisition de la Corporation Financière Canada-Vie en 2003 et elle a réduit la provision existante, la faisant passer de 41 \$ à 7 \$.

19. Information sectorielle

Résultats nets consolidés
Pour le trimestre clos le 30 juin 2013

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	2 469 \$	700 \$	1 163 \$	– \$	4 332 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	620	342	436	3	1 401
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(1 276)	(501)	(1 423)	–	(3 200)
Total des produits de placement nets	(656)	(159)	(987)	3	(1 799)
Honoraires et autres produits	295	343	173	–	811
Total des produits	2 108	884	349	3	3 344
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	1 053	366	(98)	–	1 321
Autres	645	373	194	7	1 219
Charges financières	28	34	5	7	74
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	13	13	3	–	29
Bénéfice avant impôt	369	98	245	(11)	701
Impôt sur le résultat	67	20	44	(3)	128
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	302	78	201	(8)	573
Participations ne donnant pas le contrôle	19	1	–	–	20
Bénéfice net	283	77	201	(8)	553
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	27	–	5	–	32
Bénéfice net avant la répartition du capital	256	77	196	(8)	521
Incidence de la répartition du capital	25	(4)	(18)	(3)	–
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	281 \$	73 \$	178 \$	(11) \$	521 \$

19. Information sectorielle (suite)

Pour le trimestre clos le 30 juin 2012

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	2 351 \$	706 \$	1 467 \$	– \$	4 524 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	626	327	477	3	1 433
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	412	177	517	–	1 106
Total des produits de placement nets	1 038	504	994	3	2 539
Honoraires et autres produits	270	306	158	–	734
Total des produits	3 659	1 516	2 619	3	7 797
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices					
	2 681	1 025	2 273	–	5 979
Autres					
	638	335	150	6	1 129
Charges financières					
	39	34	4	–	77
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée					
	11	14	3	–	28
Bénéfice avant impôt	290	108	189	(3)	584
Impôt sur le résultat	42	21	7	–	70
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	248	87	182	(3)	514
Participations ne donnant pas le contrôle	(4)	(2)	4	–	(2)
Bénéfice net	252	89	178	(3)	516
Dividendes – détenteurs d’actions privilégiées	19	–	5	4	28
Bénéfice net avant la répartition du capital	233	89	173	(7)	488
Incidence de la répartition du capital	20	(4)	(14)	(2)	–
Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires	253 \$	85 \$	159 \$	(9) \$	488 \$

19. Information sectorielle (suite)

Pour le semestre clos le 30 juin 2013

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	4 984 \$	1 329 \$	2 599 \$	– \$	8 912 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	1 239	665	863	(4)	2 763
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(1 220)	(507)	(1 008)	–	(2 735)
Total des produits de placement nets	19	158	(145)	(4)	28
Honoraires et autres produits	584	674	331	–	1 589
Total des produits	5 587	2 161	2 785	(4)	10 529
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	3 509	1 126	1 901	–	6 536
Autres	1 278	745	366	10	2 399
Charges financières	57	68	9	7	141
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	25	26	5	–	56
Bénéfice avant impôt	718	196	504	(21)	1 397
Impôt sur le résultat	134	40	87	(5)	256
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	584	156	417	(16)	1 141
Participations ne donnant pas le contrôle	34	4	–	–	38
Bénéfice net	550	152	417	(16)	1 103
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	54	–	11	–	65
Bénéfice net avant la répartition du capital	496	152	406	(16)	1 038
Incidence de la répartition du capital	50	(8)	(36)	(6)	–
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	546 \$	144 \$	370 \$	(22) \$	1 038 \$

19. Information sectorielle (suite)

Pour le semestre clos le 30 juin 2012

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	4 716 \$	1 527 \$	2 810 \$	– \$	9 053 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	1 284	651	940	1	2 876
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	262	198	450	–	910
Total des produits de placement nets	1 546	849	1 390	1	3 786
Honoraires et autres produits	547	608	303	–	1 458
Total des produits	6 809	2 984	4 503	1	14 297
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	4 866	2 028	3 828	–	10 722
Autres	1 286	666	292	10	2 254
Charges financières	77	67	9	–	153
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	22	27	5	–	54
Bénéfice avant impôt	558	196	369	(9)	1 114
Impôt sur le résultat	75	30	23	(2)	126
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	483	166	346	(7)	988
Participations ne donnant pas le contrôle	(10)	–	8	–	(2)
Bénéfice net	493	166	338	(7)	990
Dividendes – détenteurs d’actions privilégiées	37	–	11	5	53
Bénéfice net avant la répartition du capital	456	166	327	(12)	937
Incidence de la répartition du capital	39	(7)	(28)	(4)	–
Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires	495 \$	159 \$	299 \$	(16) \$	937 \$

GREAT-WEST LIFECO^{INC.}

MEMBRE DU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE LA CORPORATION FINANCIÈRE POWER^{MC}

Dans le but de réduire notre empreinte environnementale, le présent rapport a été imprimé sur du papier certifié Forest Stewardship Council® et qui contient 30 % de fibres recyclées après consommation. Lorsque vous aurez terminé la lecture du présent rapport, veuillez le mettre au recyclage. Vous pouvez également télécharger sa version électronique en vous rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com.